



PARCOURS
PACIFIQUE
2024

Une grande bascule vers l'entreprise régénérative

RAPPORT FINAL



Une grande bascule vers l'entreprise régénérative

ÉDITO | **P.3**

Découvrir la CEC | **P.7**

PETITE HISTOIRE DE LA CEC | **P.8**

LA THÉORIE DU CHANGEMENT DE LA CEC | **P.10**

MÉTHODOLOGIE DU PARCOURS | **P.12**

Comprendre et viser le régénératif | **P.15**

LE CADRE DES LIMITES PLANÉTAIRES | **P.16**

QU'EST-CE QU'UNE ENTREPRISE RÉGÉNÉRATIVE ? | **P.18**

LES INGRÉDIENTS D'UNE FEUILLE DE ROUTE À VISÉE RÉGÉNÉRATIVE | **P.20**

Embarquer dans le Parcours CEC Pacifique 2024-2025 | **P.23**

LE PROFIL DES ORGANISATIONS | **P.24**

LE SURSAUT DES PARTICIPANTS | **P.26**

LA TRANSFORMATION DES ORGANISATIONS | **P.28**

25 FEUILLES DE ROUTE | **P.31**

LES PROJETS COOPÉRATIFS | **P.82**

LE JOURNAL DE BORD DES SESSIONS | **P.84**

LA CÉRÉMONIE DE CLÔTURE, UNE ODE À LA TERRE | **P.98**

L'EXPÉRIENCE CAMPS DE BASE | **P.100**

UN PARCOURS CEC GOUVERNEMENT | **P.102**

Rencontrer l'écosystème du Parcours CEC Ouest 2023 | **P.105**

LES ORGANISATIONS PARTICIPANTES | **P.106**

LES CONTRIBUTEURS | **P.108**

LES PARTENAIRES | **P.109**

REMERCIEMENTS | **P.111**



édito

CEC Pacifique, réveiller les liens au vivant

Une évidence.

Déployer un parcours de la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC) dans le Pacifique a résonné immédiatement lorsque nous avons eu connaissance de cette formidable initiative engagée en métropole en 2021 par son fondateur Éric Duverger. Et si nos territoires du Pacifique engageaient leur transition ? Et s'ils se donnaient aussi pour ambition de rendre irrésistible cette bascule d'une économie extractive vers une économie régénérative alors que nous dépendons majoritairement de ressources exogènes ?

Mais comment faire ?

Les chiffres sont glaçants. Un milliard d'habitants sont menacés par la montée des eaux selon le dernier rapport du GIEC, dont de nombreux pays insulaires. On se souvient tous de de cette image de Simon Kofe, ministre de Tuvalu, en costume cravate, debout derrière un pupitre, les pieds dans l'eau en train de prononcer un discours lors de la COP26 pour alerter sur la disparition de l'archipel. Devenir acteurs plutôt que spectateurs du désastre : telle était notre détermination. Créer un mouvement territorial fort et ouvrir de nouvelles voies vers un changement de paradigme, un futur soutenable et souhaitable, tel était notre moteur. On y croyait et nous avons osé.

La CEC Pacifique a ainsi été le premier parcours proposé à des entreprises situées hors des murs de l'hexagone. C'est un honneur mais aussi une grande fierté d'avoir pu organiser cette première mobilisation « à l'international », d'autant qu'aucun d'entre nous n'avait vécu de parcours au national.

La CEC Pacifique a ainsi accompagné 64 dirigeants et « Planet Champions », des entreprises participantes et des représentants d'administration de Polynésie française dans leur prise de conscience et leur transformation personnelle pour leur permettre d'élaborer une feuille de route destinée à adapter leur modèle économique, environnemental, social aux limites planétaires. Au-delà des modèles d'affaires, il a été question d'engager le territoire dans une transition vers la résilience face aux crises en cours.

Nous avons relevé un véritable challenge, celui de proposer un parcours au plus près de celui d'origine, de respecter l'essence même de cette initiative tout en s'adaptant au contexte local.

La Polynésie française se trouve à 16 000 kilomètres de la métropole. C'est un territoire morcelé de 118 îles réparties sur un espace vaste comme l'Europe, un territoire qui subit de plein fouet les conséquences du changement climatique, un cocon qui reste protégé, le vivant est partout, mais il devient tous les jours plus fragile.

Ici, les problématiques de ressources, de transport, de mobilité, d'énergie sont très particulières, les enjeux pour les entreprises sont

d'autant plus importants. Comment, une entreprise qui achète sa matière première à 4 000 kilomètres minimum, peut-elle réduire son impact ? Comment une entreprise, installée sur une île isolée, peut-elle imaginer un nouveau modèle économique ? Chaque question posée tout au long du parcours a lancé des débats et ouvert de nombreuses réflexions. Un certain nombre de questionnements est apparu comme insoluble, à première vue. Malgré tout, les participants ont tenu bon. Ici, notre territoire a sa culture, son rythme de vie et sa manière d'être au monde qui ne sont pas ceux de la métropole. La Polynésie est dotée d'un gouvernement. Les compétences y sont partagées entre le Pays, l'État et les communes, ce qui ajoute parfois à la complexité du fonctionnement ; il nous a fallu en tenir compte dans l'organisation du parcours. De ce fait, et tout naturellement, l'équipe CEC Pacifique a souhaité embarquer le gouvernement dans l'aventure. Ce qui a renforcé l'adhésion des participants et leur légitimité à agir, à imaginer de nouvelles alliances publique-privée.

La Nouvelle-Calédonie aurait dû faire partie de cette première édition de cette CEC hors les murs, l'histoire en a décidé autrement. Elle a manqué. Pour autant, ce premier parcours a été innovant en tout point : dans le profil des organisations participantes, secteur privé et administration publique, dans son fonctionnement, dans ses relations avec l'équipe nationale et les experts en raison notamment de cet immense décalage horaire de 12 heures ! Elle a, sans prétention, cherché à être exemplaire à tout niveau pour marquer le début du changement, non pas de quelques participants, mais bien d'un territoire dans son intégralité.

Ce n'est que le début de l'aventure, nous avons conscience de la nécessité absolue de continuer à expérimenter ensemble, d'être force de propositions en termes de réglementation car nous avons besoin d'aller plus loin et de rendre possible le statut de l'entreprise à mission, le mécénat de compétences, l'obligation de publier un bilan carbone. Notre territoire est encore vierge de tout cela.

Les organisations de ce premier parcours CEC Pacifique sont les pionnières, elles ont osé s'engager et faire face aux constats. Maintenant qu'elles ont conscience de l'urgence et de leurs responsabilités, il est question de poursuivre cet élan de coopération et d'actions, ici et au-delà dans le pacifique.

Nous vous proposons de découvrir, avec ce rapport, les spécificités de notre territoire mais aussi de cette région du monde loin des fantasmes qu'elle suscite au-delà des lagons. Nous vous présentons les temps forts de notre parcours en espérant qu'il suscitera pour vous autant d'espoir qu'il en suscite de notre côté du monde.

Karine Le Flanchec, Céline Charpiot,
Pilote et co-pilote de la CEC Pacifique

Verbatims

Tout au long du parcours, l'équipe CEC Pacifique a cherché à prendre le pouls des participants. Dans un souci d'écoute, et portée par la bienveillance qui l'a caractérisée, elle a interrogé les binômes sur les degrés de satisfaction, sur les sentiments, les attentes et les souhaits, les niveaux de compréhension.

Les participants ont témoigné.

Je veux avoir un pouvoir d'influence sur les grands pays pollueurs.

On a appréhendé les difficultés qui nécessitent que tout le monde fasse ce changement pour accompagner la transformation de notre territoire.

Je veux avoir le courage de me transformer et de transformer mon entreprise.

Le point fort ? La création d'un état d'esprit collectif.

Je recommande à 1 000 000 %.

Je suis mobilisée.

Un grand merci pour votre patience, votre bienveillance, votre enthousiasme.

Je veux aboutir à une feuille de route ambitieuse et réalisable, disposer de clés pour embarquer/transformer mes équipes, ma direction, mes proches et disposer d'outils et leviers concrets pour agir.

Nous avons été bousculés dans nos réflexions ce qui nous a poussé à aller plus loin.

Un temps long nécessaire à la transformation profonde de nos modes de pensées.

Je suis en confiance.

La CE Pacifique a fait preuve d'un ancrage territorial fort et construit un réseau de transformation non négligeable.

Des interventions de qualité !

Je suis inquiète mais prête à agir.

Merci pour l'écoute et l'humour.

Quel que soit l'objectif atteint, le chemin est beau et fait grandir les gens et les organisations.

J'ai apprécié l'ambiance bienveillante qui prévalait dans toutes les sessions en camps de base.

Une démarche progressive, immersive, collective et puissante !

Au top ! Une énergie positive et contaminante en permanence.

Une bonne complicité et des actions très éclairantes.

Une aventure humaine dont on ne ressort pas indemne... dans le bon sens du terme.

J'ai apprécié l'honnêteté intellectuelle, la patience mais aussi le pragmatisme et l'exigence.

Ceux qui suivent ce parcours avec de vraies intentions en ressortent changés.

Un parcours communautaire, un espace d'entraide au-delà des différences politiques et spirituelles.

Découvrir la CEC

*« Toutes les fois qu'une génération
ferme et résolue se met au travail,
l'univers se transforme. »*

Stefan Zweig



Petite histoire de la CEC

Créée en 2020, la CEC est une association d'intérêt général dont la vocation est d'organiser des parcours de prise de conscience et de transformation pour décideurs économiques.

L'intérêt général, au cœur de notre action

Cet intérêt général est incarné par :

- **La Raison d'Être de l'Association** : rendre irrésistible la bascule d'une économie extractive vers une économie régénérative d'ici 2030
- **Le libre accès à un grand nombre de Feuilles de Route** de transition écologique d'entreprises participantes produites par leurs dirigeants
- **L'activité de plaidoyer** de la CEC, à destination des mondes économique, politique et institutionnel, au service de la Raison d'Être et des efforts de transition des entreprises

L'activité de la CEC est résolument tournée vers l'action : **équiper, informer, engager et faire coopérer les décideurs économiques** pour leur faire franchir le pas, avec leurs écosystèmes, de transformations systémiques.

La genèse de la CEC, une idée audacieuse

Mi 2020, en voyant les propositions de la Convention Citoyenne pour le Climat remises au Président de la République, Éric Duverger, alors cadre chez Michelin, a une idée...

Que se passerait-il... ?

- si les décideurs économiques **prenaient le temps** de comprendre notre dette écologique aussi bien qu'ils maîtrisent leur compte d'exploitation ?
- si l'on **engageait l'intelligence collective** de tous les secteurs de l'économie pour revoir l'ambition environnementale que chacun porte individuellement ?
- si l'on **donnait la priorité à l'invention d'un futur désirable et soutenable** pour la prochaine décennie plus qu'à la recherche d'une rentabilité maximale pour le prochain trimestre ?

La vocation de la CEC est de mettre en mouvement les décideuses et décideurs économiques pour répondre à ces trois questions. Elle les embarque pour un voyage de **réconciliation de l'économie et du vivant**. Elle parle leur langage : celui des faits, des chiffres, des perspectives. Recrutés pour leur sincérité, nous leur proposons de vivre une traversée originale et inédite qui a pour vocation de les voir arriver à quai avec l'énergie de l'action et de la réinvention.

La 1ère édition, l'émergence de la visée régénérative

En 2021/2022, la première édition de la CEC réunit les dirigeantes et dirigeants de plus de **150 entreprises de toutes les régions de France, de tous secteurs d'activité et de toutes tailles**, pour un exercice de réinvention de leurs modèles d'affaires à l'intérieur des limites planétaires.

Soutenue par un comité garant de la mission, des experts indépendants, des facilitateurs, ainsi que des participants du monde étudiant, cette première édition a pour mission **d'accélérer les stratégies bas-carbone et de reconnexion au vivant** de chacune des entreprises participantes, de faire naître les **premiers projets coopératifs** et de **formuler des propositions**, issues des entreprises, en faveur de la transition vers une économie écologique.

Mi 2022, après un parcours de 10 mois, 6 sessions et 12 jours, les dirigeants participants rendent leurs **150 Feuilles de Route à visée régénérative**. Une grande partie sera rendue publique, constituant ainsi le socle d'une grande collection de Feuilles de Route de la transition, qui en compte actuellement plus de 650.



En octobre 2022, le **rapport final de ce premier parcours de la CEC**, qui compile les apprentissages méthodologiques et présente et analyse 30 Feuilles de Route parmi les 150 remises, est publié. Ce rapport est remis au Ministre de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires au cours d'une soirée riche en partages, idées et énergie.

La démultiplication, l'essaimage du cap régénératif

En 2023/2024, **la CEC se démultiplie en France et se spécialise** pour accompagner des centaines de dirigeants dans leur transition écologique.

Fin 2024, ce sont **27 parcours** qui ont été initiés :

- des **parcours territoriaux** qui fédèrent les acteurs d'un territoire pour leur transformation individuelle et pour la construction de la résilience territoriale : Alpes, Bassin Lyonnais, Bourgogne-Franche-Comté, Grand Est, Hauts-de-France, Massif Central, Normandie, Nouvelle-Aquitaine, Ouest, Provence Méditerranée (2 éditions pour certains)
- des **parcours thématiques** qui fédèrent les acteurs d'un secteur pour leur transformation individuelle et pour l'accélération de la transformation sectorielle : Consulting, Monde Financier, Industries, Nouveaux Imaginaires, Agri&Agro, Océan
- des **parcours dans le monde** : Pacifique, Suisse, Belgique

Chaque parcours qui se termine nous conforte dans notre conviction : **les parcours CEC permettent de pousser les curseurs au maximum**. Après avoir reçu ensemble la "claque climatique" et entraperçu le risque d'effondrement systémique, les collectifs des parcours se relèvent pour travailler en intelligence collective, déployer des **coopérations** et imaginer des **réinventions** profondes de modèles d'affaires.

Formés, désinhibés, coalisés, les dirigeants d'entreprises peuvent tout changer.

La coopération, le levier d'une transformation profonde

Les projets coopératifs issus des parcours CEC

L'intention des projets coopératifs est de **faire expérimenter la concertation et la coopération** aux participants et de faire émer

ger des **projets au service du bien commun**. Cette expérience permet d'appréhender la bonne posture pour créer des écosystèmes de coopération, mettre en place des nouvelles formes d'organisation, remettre son business model dans le cadre des besoins humains fondamentaux et étendre sa proposition de valeur aux champs humain et environnemental.

Quelques **exemples de projets coopératifs** issus des parcours CEC :

- un outil d'aide à la décision pour choisir la meilleure modalité - présentiel ou distanciel - pour ses rendez-vous professionnels selon une combinaison de critères environnementaux, sociaux et économiques (1ère édition)
- un projet de renaturation de la métropole de Lyon (parcours Bassin Lyonnais)
- un projet de plateforme de réemploi des déchets du BTP (parcours Alpes)
- un fonds de dotation pour sanctuariser des terres (parcours Ouest)
- une réflexion collective autour du partage de la valeur dans l'immobilier (parcours Provence Méditerranée)
- un écosystème coopératif dans l'Yonne pour régénérer lien social et vivant (parcours Bourgogne-Franche-Comté)
- la communauté du conseil à visée régénérative pour accélérer la transformation du secteur du conseil (parcours Consulting)

La coopération avec les alliés de la régénération du vivant

En février 2024, la CEC avec 18 autres organisations - AXA Climate, Butterfly School, Circl.earth, C3D, Des enjeux et des hommes, Entreprise symbiotique, Fresque de l'économie régénératrice, Imfusio, Institut des Futurs souhaitables, Kairos, Lumia, Open Lande, Permaentreprise, Pixelis, Regen School, Regensis Institute, Territory Lab, Tribaleo - a décidé de créer le **Regen Ecosystem**.

Il s'agit de lancer une dynamique collective pour **donner leurs pleines puissances aux approches régénératives et construire des Communs dédiés** afin d'aider les organisations à se réinventer en profondeur :

- Etudes de cas de transformation d'entreprises vers le régénératif,
- Projets coopératifs de territoires et d'organisations,
- Bibliothèque de publications et de recherches,
- Ressources sur les approches régénératives (conférences, podcasts...)

En juin 2024, le projet Regen Ecosystem a été récompensé lors du **Grand Prix de la Good Economie** - organisé par le média The Good - par le **prix Argent dans la catégorie Nature**. Un bel encouragement, **mais tout reste à construire !**

La coopération avec les mouvements d'entreprises engagées

Nous ne réussissons pas à faire basculer l'économie française seuls. D'ailleurs, nous n'avons pas été les premiers à œuvrer dans ce sens ! De nombreux mouvements d'entreprises engagées sont à l'œuvre depuis des années et nous sommes convaincus qu'**unir nos forces est une des clés de la bascule**.

Depuis 2022, nous avons par exemple tissé des liens avec le **Mouvement Impact France**. En mars de cette année-là, nous avons co-organisé les UEED (Universités d'Été de l'Économie de Demain) à Marseille, c'était aussi le 1^{er} jour de la session 4 du 1^{er} parcours CEC. Depuis, la CEC est intervenue dans de nombreux ateliers et conférences des UEED du MIF.

Les synergies se font également entre nos communautés. De nombreux participants / alumni / contributeurs CEC font partie de la communauté MIF et certains en sont des ambassadeurs régionaux. Yannick Servant, co-fondateur de la CEC, est par ailleurs membre invité du Conseil d'Administration MIF depuis 2023.

Des coopérations se créent également sur les outils : la CEC est en cours d'appropriation progressive de l'Impact Score - créé par le MIF en 2020 et utilisé par plus de 5.000 entreprises à date - comme un outil au service de la preuve d'impact de l'action de la CEC à travers la mise en oeuvre des Feuilles de Route.

Nous nourrissons aussi des coopérations avec d'**autres mouvements d'entreprises engagées** :

- **la Communauté des Entreprises à Mission** : exploration de synergies de méthodologies et de communautés
- **B Lab France** : utilisation du BIA (Business Impact Assessment) simplifié lors du 1^{er} parcours CEC en 2021 et synergies de communautés
- **ChangeNOW** : partenariat 2024, un stand CEC et des interventions CEC / Alumni
- **CJD (Centre des Jeunes Dirigeants)** et **FBN (Family Business Network)** : signature de partenariats de coopération en 2024

L'action politique, créer les conditions de la transition pour les entreprises

Depuis sa création, la CEC se définit comme un **projet politique** (l'entreprise est pleinement partie prenante de la vie de la cité) et **apartisan** (les limites planétaires n'ont pas de couleur politique).

L'enseignement de la **Convention Citoyenne pour le Climat**, dans laquelle la CEC a puisé son inspiration, est que **la main tendue et le dialogue sont nécessaires** pour mobiliser autour du constat scientifique. Ce sont ces principes que nous appliquons à toutes nos rencontres avec les sphères économiques et politiques.

Lors du premier parcours en 2021/2022, l'objectif était de **se faire connaître du monde politique** pour proposer **une nouvelle voix**, celle de dirigeants qui engagent, avec courage et détermination, des transformations fondamentales de leurs modèles économiques.

Depuis, nous agissons à créer :

- **des rencontres territoriales** (régions, métropoles, parlementaires) pour faire émerger les conditions de coopérations public-privé qui permettront de construire la résilience des territoires
- **des rencontres nationales** (ministères et parlementaires) pour éclairer les conditions de transformations des filières (industrie, métiers créatifs, agro-agri, etc.)

Enfin, 90% de la norme environnementale qui s'applique en France venant de Bruxelles, nous gardons en point de mire la **réflexion européenne**.

Les chiffres clés de la CEC

27 parcours depuis 2022
3 parcours internationaux
+ de 1100 entreprises embarquées
+ de 650 Feuilles de Route rendues
+ de 40 Projets Coopératifs Territoriaux
8,8 / 10 note de satisfaction des participants
350 contributeurs actifs

« Ne doutez jamais qu'un petit groupe d'individus conscients et engagés puisse changer le monde, c'est même de cette façon que cela s'est toujours produit. »
Margaret Mead

La théorie du changement de la CEC

Prendre le temps face à l'urgence

Du 9 septembre 2021 au 1^{er} juillet 2022, la première édition de la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC) a réuni les dirigeantes et dirigeants de plus de 150 entreprises de toutes les régions de France, de tous secteurs et toutes tailles, pour un exercice de réinvention de leurs modèles d'affaires à l'intérieur des limites planétaires.

Le plus souvent présidents ou directeurs généraux, ces décideurs économiques ont ainsi consacré 12 jours pleins, répartis en six sessions, à un patient travail de remise en question de leurs certitudes. Dans un monde où diriger une entreprise vous assujettit inévitablement à un emploi du temps de ministre, cela relève du jamais vu. Pour autant, cet investissement leur est apparu comme une évidence dès la première session consacrée au constat de l'état de la Terre et de ses ressources : puisqu'il n'y a pas de planète B et que l'entreprise est au cœur de nos imaginaires et de nos impacts environnementaux, son pouvoir et sa responsabilité sont déterminants.

Déterminants, mais contraints : et si les concurrents continuent de polluer à moindre coût ? Et si les consommateurs refusent de payer plus cher un produit plus vertueux ? Et si le régulateur crée ou maintient des conditions défavorables à ma transformation ?

Ainsi se renvoie la balle, ainsi se nourrit l'inertie, ainsi s'égrenent le budget carbone qui nous éloigne toujours davantage des objectifs des Accords de Paris et du Green Deal européen...

Inertie, injonctions contradictoires et dilemme du prisonnier

Les limites planétaires du changement climatique, des pollutions, de l'usage des sols, de la biodiversité sont dépassées et les tendances continuent de s'aggraver sans pour autant que le mode d'emploi ait changé. Entreprendre, diriger, reste un exercice d'optimisation sous contrainte de rentabilité financière et ce qui n'est pas rentable n'est pas entrepris (du moins, pas pour très longtemps). Fidèles à l'esprit de Jean-Baptiste Say pour qui les ressources naturelles étaient infinies et donc gratuites, nos conventions économiques dictent qu'il est moins coûteux de polluer que de dépolluer, d'extraire que de régénérer.

En tant que dirigeant d'entreprise, ma performance est ainsi évaluée à l'aune de la bonne santé de mon compte d'exploitation. Produire vraiment mieux, vraiment localement, sobrement, moins... tout cela, je le sais, permettrait de réduire significativement mes externalités négatives. Mais si chaque choix rogne mes marges, vais-je pouvoir continuer à offrir des produits compétitifs, à promettre des augmentations de salaire, vais-je conserver mon poste ?

On retrouve là un schéma bien connu : le dilemme du prisonnier ou l'idée que la rationalité individuelle inhibe la transformation alors même que celle-ci serait optimale pour tous si tous s'y engageaient. Autrement dit et appliqué à la transition écologique du monde de l'entreprise : à quoi bon m'infliger le coût

de la vertu environnementale si j'anticipe que mes concurrents ne vont pas me suivre, flairant l'opportunité de récupérer mes parts de marché ?

ENTREPRISE	ENTREPRISE B	
	TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE	BUSINESS AS USUAL
ENTREPRISE A	TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE	A et B baissent leurs marges A perd des parts de marché B en gagne
	BUSINESS AS USUAL	A gagne des parts de marché B en perd A et B détruisent les écosystèmes en attendant le régulateur

Dirigeant d'entreprise, je suis également humain. Devoir choisir entre compte d'exploitation et planète habitable ne manque pas de m'enfoncer dans la dissonance cognitive.

DIRIGEANT	DIRIGEANT B	
	TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE	BUSINESS AS USUAL
DIRIGEANT A	TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE	A et B inquiètent leurs actionnaires B le garde
	BUSINESS AS USUAL	A garde son job B le risque A et B valident de belles plaquettes RSE

Voilà donc les racines de l'inertie, qui s'appliquent tout autant aux choix des États : une France qui impose trop de contraintes à son économie au nom de la planète s'affaiblit face à ses voisins européens. Une Europe qui s'impose trop de contraintes s'affaiblit par rapport à la Chine, aux États-Unis... Mais remettons l'enjeu principal au centre des débats :

HUMANITÉ	PAYS B	
	TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE	BUSINESS AS USUAL
PAYS A	TRANSFORMATION ÉCOLOGIQUE	Prosperité, sobriété, géopolitique bouleversée On est mal
	BUSINESS AS USUAL	On est mal On est mal

Car c'est bien de l'Humanité qu'il s'agit : de nombreux scénarios de réchauffement climatique, de pollution des eaux et sols, d'effondrement de la biodiversité permettent à la faune de se réinventer sous quelques millions d'années mais excluent la perpétuation de notre civilisation.

Coopération et réinventions

La littérature sur le sujet est claire : le dilemme du prisonnier se résout par la coopération et celle-ci existe lorsqu'elle est nourrie par la confiance. Au cœur de la théorie du changement de la CEC s'est donc trouvée une impulsion en deux temps : d'abord créer le cadre de confiance qui permet ensuite de faire éclore les conditions de la coopération. Commencer par un constat, grave, qui unit, très vite emporté par l'énergie du collectif et de la réinvention.

Etau cœur de la méthodologie de la CEC, un adage bien connu : « On ne peut pas résoudre un problème avec le même mode de pensée que celui qui l'a généré. »

Forts de cette inspiration, nombre de codes furent repensés :

- Il est souvent dit qu'être entrepreneur, dirigeant, décideur, c'est être seul. La CEC a créé un collectif de décideurs, deux par entreprise, tous égaux, tous investis. Comme le résumait un participant dès le premier soir de la première session : « wow, moi et mes dissonances, nous ne sommes plus seuls ! »

- Il est culturellement attendu d'un décideur, qu'il ou elle incarne et projette partout confiance, vision, certitudes et solutions. Le masque peut-il cependant tenir bien longtemps face à un sujet existentiel que l'on sait mal maîtriser et pour lequel personne n'a de solution toute faite ? La CEC a bâti un cadre de sécurité et de vulnérabilité où les dirigeants peuvent dire : « je ne sais pas », « je suis perdu », « je suis en colère », « j'ai peur ». Avoir le droit de le dire crée l'ouverture qui libère l'énergie pour agir.

- L'hyper-rationalisation crée le plus souvent des organisations parfaitement pyramidales, au sommet desquelles la solution se doit d'exister. L'exercice managérial consiste alors à la découper en tâches à répartir aux échelons inférieurs. Nous n'avons pas le luxe de pouvoir attendre ou espérer que les sommets des pyramides, déjà pétris d'injonctions contradictoires, s'emparent de la pleine connaissance et compréhension de la science environnementale. Leur vaste étendue rend même la tâche impossible. Ce sont donc des décideurs déjà en train de repenser leur propre pyramide que nous avons embarqués dans un exercice d'intelligence collective, pour décupler l'envie et l'élan de l'activer dans leurs organisations.

- Dans le monde de Milton Friedman, la seule responsabilité sociale de l'entreprise est de maximiser la valeur créée pour ses actionnaires dans le respect des règles de concurrence. Dans le monde post-Accords de Paris, l'enjeu est devenu l'équilibre « People / Planet / Profit ». Dans le monde qui prend les limites planétaires comme boussole, il n'y a pas d'humain sans biosphère et il n'y a pas de profit sans humain. Hiérarchiser les enjeux autrement relève au mieux de la naïveté, au pire du déni.

Que peut apprendre une entreprise de services numériques d'un sidérurgiste ? Une marque de vêtements de la SNCF ? Une entreprise industrielle mondialement connue d'une entreprise de l'économie sociale et solidaire créée par un ancien réfugié ? En réinventant les codes et les cadres, la CEC a permis à ses participants de changer de regard sur le rôle de l'entreprise, sur ce qui a de la valeur, ce qui en a moins et ce qui ne devrait plus en avoir.

En créant des rencontres inattendues, la CEC a permis de faire émerger des coopérations insoupçonnées pour donner corps à un pari osé : un collectif d'entreprises porte-étendard de la transition écologique peut être suffisamment puissant, par son ambition et sa sincérité, pour embarquer le monde économique qui l'entoure et amorcer une redirection ambitieuse et désirable. Suffisamment puissant pour déjouer le dilemme du prisonnier et rendre contagieuse l'envie de coopérer.

Diffusion et démultiplication

La clé de l'impact de la CEC, ce sera donc sa capacité à créer une vague d'adhésion dans son sillage.

À la fin de la première édition de la Convention des Entreprises pour le Climat, nous avons vu émerger les premières briques d'un « mode d'emploi de la transition écologique du monde économique » qu'avaient appelé de leurs vœux les membres du Comité de Garants du projet en septembre 2021 :

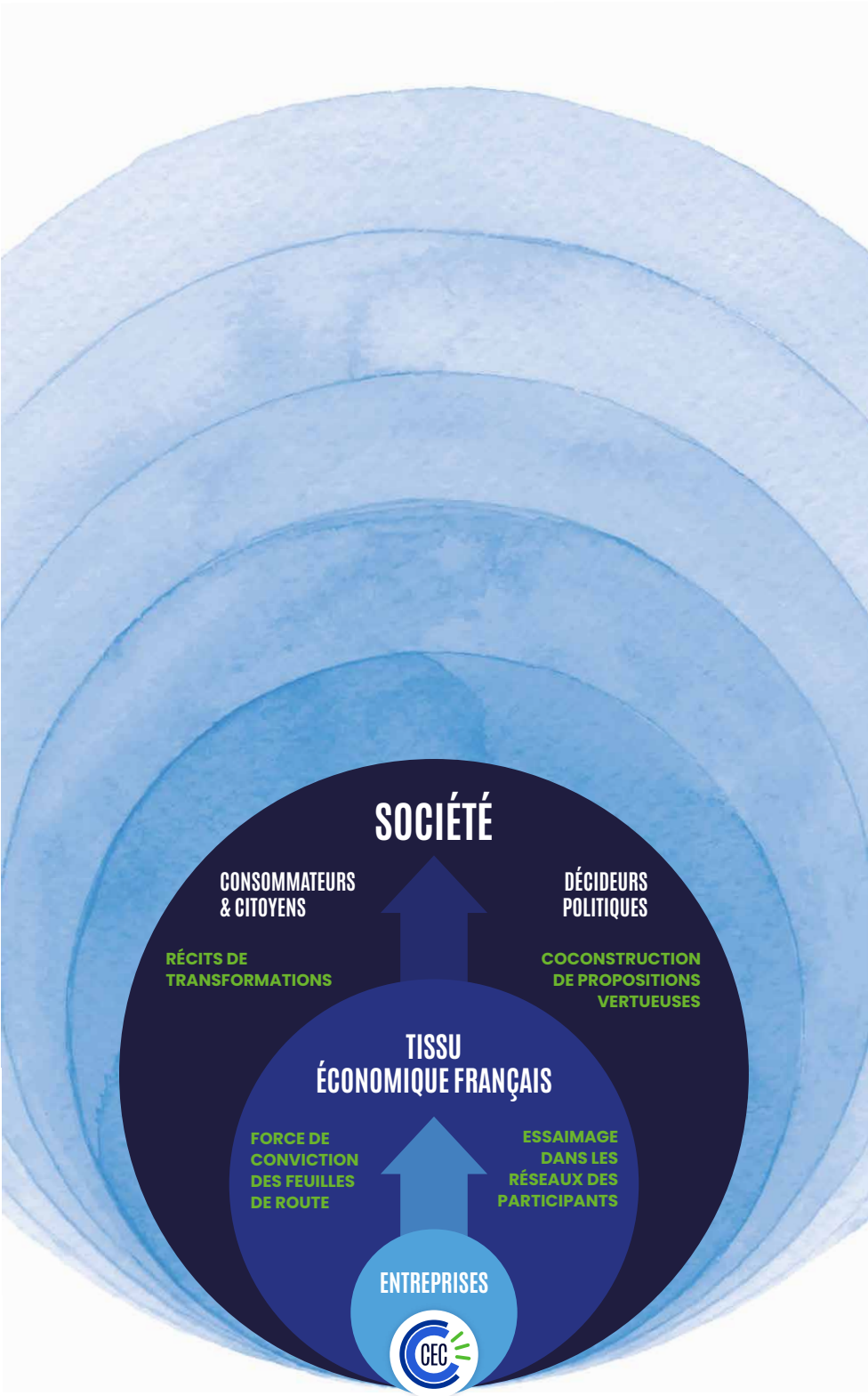
Étape 1 : Recruter un collectif d'entreprises et de dirigeants extrêmement divers et extrêmement ouvert, animé dans un cadre de confiance permettant à la vulnérabilité et à l'intelligence collective de s'exprimer.

Étape 2 : Proposer à ce collectif l'apport de connaissances, la méthodologie et les temps de coconstruction permettant à chaque dirigeant de produire la Feuille de Route de la transformation de son entreprise. Quand l'exemplarité prime, chacun entame d'abord sa propre transformation et débloque ainsi l'inertie du « toi d'abord ».

Étape 3 : Donner à ce collectif les outils pour diffuser et démultiplier son travail et son énergie d'abord au sein des entreprises, puis parmi leurs parties prenantes, puis enfin au sein des réseaux des dirigeants (organisations patronales, mouvements d'entrepreneurs engagés, associations).

Étape 4 : Créer les ponts entre les entreprises et le monde politique pour que l'énergie des uns inspire des projets plus ambitieux aux autres et que puisse se coconstruire un cadre récompensant la prise de risque de la transformation environnementale.

Étape 5 : Capitaliser sur la dynamique du mouvement pour recruter de nouvelles entreprises dans de nouveaux parcours pour accélérer la bascule du monde économique à tous les niveaux : territoires, filières, grands groupes, Europe...



Le 1^{er} juillet 2022, fidèle à sa promesse, la CEC collectait 150 Feuilles de Route de transformation de modèles d'affaires. La grande majorité, librement consultables, ont pour vocation d'inspirer, de désinhiber des transformations plus ambitieuses encore dans toutes les régions et toutes les filières de France, d'Europe...

Le 1^{er} juillet 2022, lors de la cérémonie de clôture de la première édition de la Convention des Entreprises pour le Climat, nous répétions ce que nous avions affirmé le 9 septembre 2021 lors de la cérémonie d'ouverture : nous aurons réussi si nous déclenchons un changement culturel. Nous aurons réussi si le dirigeant qui veut transformer positivement la société devient la normalité. Si le dirigeant qui veut préserver la planète devient la normalité. Si le dirigeant engagé devient la normalité.

En début d'année 2024, ce sont les participants des parcours territoriaux Alpes, Bassin Lyonnais, Bourgogne-Franche-Comté, Ouest, Provence Corse, et du parcours thématique Consulting qui remettent leurs Feuilles de Route, cela porte à 500 le nombre d'entreprises qui ont achevé un parcours CEC.

Depuis, 500 autres entreprises sont en cours de parcours, l'ont achevé ou sont sur le point d'en démarrer un, au sein des parcours territoriaux Nouvelle-Aquitaine, Massif Central, Normandie, Hauts-de-France, Ouest, Alpes, Bassin Lyonnais et Provence Méditerranée et des parcours thématiques Monde Financier, Industries, Nouveaux Imaginaires. Voilà donc 1.000 entreprises sur le chemin de la régénération, 1.000 entreprises en route vers la nouvelle normalité.

Méthodologie du parcours de la CEC

Approche Tête, Coeur, Corps

Le parcours de la CEC a été conçu pour engager les dirigeants dans une transformation personnelle comme précondition à une bascule systémique. Il s'adresse au chef d'entreprise mais aussi à l'individu, au citoyen, au parent dans une introspection qui libère un changement authentique et durable. En bout de parcours, les participants trouvent l'énergie pour porter une transformation collective, augmentée d'un leadership où la vulnérabilité devient permise.

Cette bascule personnelle s'appuie sur une combinaison Tête, Coeur, Corps orchestrée avec précision dans la partition de chaque session. L'approche tête pour la dimension analytique et la compréhension en profondeur des enjeux. L'approche coeur pour accueillir les émotions, les ressentis, face aux constats et au long du chemin de transformation. L'approche corps pour la mise en mouvement et le passage à l'action et à l'expérimentation. Une approche triple pour avancer face à ses questionnements avec lucidité et humilité, pour tendre vers le cap régénératif dont l'atteinte n'a rien d'une évidence.

Nos inspirations dans la recherche de ce triple alignement : **La Théorie U**, d'Otto Scharmer et **Le Travail Qui Relie**, de Joanna Macy et Molly Young Brown.

La puissance du collectif, la force de l'individu

"Seul on va plus vite, ensemble on va plus loin" est un adage maintes fois entendu dans les couloirs de la CEC. Naviguer à chaque session entre quatre échelles permet d'explorer chaque sujet, opportunité et obstacle de la meilleure façon.

Première échelle : le Collectif

C'est en format plénière que sont proposées les interventions de scientifiques et experts, les témoignages d'entreprises, les intervenants inspirants et les méthodologies nouvelles. C'est un cadre qui ne laisse pas seul face aux constats. C'est un collectif qui naît dès la 1ère session et se renforce de façon irrésistible au fil du parcours.

Seconde échelle : le Camp de Base

Le Camp de base est un sous-groupe de travail, accompagné par un binôme coach et facilitateur, garant du cadre : confiance, ouverture, exigence et bienveillance. Un fonctionnement entre pairs, avec une intention commune, donne toutes ses chances à l'entraide, à la coopération et à l'intelligence collective.

Troisième échelle : le Binôme

Si un dirigeant peut, seul, bloquer la transition de son entreprise, il ne peut, a contrario la porter seul. Le "Planet Champion" accompagne le dirigeant dans le parcours, ensemble ils élaborent leur Feuille de Route. Le PC a un réel pouvoir de décision dans l'entreprise, il agit comme "courroie de transmission" opérationnelle vers l'entreprise et son écosystème.

Quatrième échelle : l'Individu

Chaque session est jalonnée d'exercices individuels, intimes, au sein des Camps de base : l'écriture d'une "lettre à un enfant du futur", des temps de méditation et visualisation, une "marche du temps profond"... Autant d'exercices qui permettent l'ouverture du coeur, l'accueil des émotions, l'exploration du courage de chacun, l'ancrage dans le temps long.

La démarche de construction des Feuilles de Route

L'objectif principal d'un parcours CEC est de produire une Feuille de Route de transformation à visée régénérative, une transformation qui va bien au-delà du dérèglement climatique pour s'ancrer dans les neuf limites planétaires.

Développé puis ajusté au fil des sessions, le modèle de Feuille de Route de la CEC émerge comme un récit ambitieux, fédérateur et désirable avec des engagements articulés autour de 3 piliers pour l'entreprise régénérative :

- Maintenir et régénérer le système Terre
- Prendre soin des humains et les accompagner
- Piloter et partager les valeurs créées

Première étape de l'élaboration de la Feuille de Route : une auto-évaluation par les participants de leur modèle économique. L'intention est de se situer par rapport à la visée régénérative et comprendre les transformations nécessaires pour s'intégrer dans les limites planétaires. Cette étape se concrétise par la question générative.

En partant de cette problématisation nouvelle de l'activité de l'entreprise, l'exercice consiste ensuite à définir un cap 2030, des grands leviers de redirection accompagnés d'un plan d'actions et d'objectifs d'impact mesurables. Le tout en engageant les écosystèmes coopératifs - existants et à créer - de l'entreprise.

Chaque session permet d'explorer en profondeur les différentes briques avec des supports de travail et méthodes de facilitation dédiés à la concrétisation de la vision de transformation des participants.

Nouvelles formes de coopération

En complément de l'élaboration des Feuilles de Route individuelles a émergé la volonté de développer des projets coopératifs, pour répondre à quatre enjeux majeurs :

- Développer et mobiliser des écosystèmes autour de leurs entreprises, pour inspirer et soutenir leurs Feuilles de Route.
- Prendre de la hauteur et remettre son business model et la proposition de valeur de son entreprise dans le cadre des besoins humains fondamentaux.
- Expérimenter la concertation et la coopération avec des personnes issues d'entreprises et de secteurs différents, entre pairs.
- Amorcer la coopération écosystémique territoriale ou sectorielle pour créer de la résilience et de la robustesse.

Les groupes de travail se constituent spontanément, en parallèle des Camps de Base, suivant les affinités, les savoir-faire et les enjeux de chacun, avec un objectif partagé : identifier en équipe une problématique à résoudre, définir une solution commune qui soit à la fois "à impact" et réaliste.

La Coconstruction Politique

La CEC est un projet politique. Elle explore à travers l'entreprise la plus grande question de ce que l'on appelle la Transition : comment faisons-nous société ? Comment voulons-nous faire société ?

Car à partir du moment où l'on appréhende l'entreprise avec l'ensemble de ses externalités positives et négatives, la déconnecter des choix de la cité est un non-sens. Pire, assigner une couleur politique à la volonté de réintégrer l'activité économique à l'intérieur des limites planétaires et condamner ceux qui n'adoptent pas cette couleur c'est se garantir plus de conflits et d'inertie que sans. Même si l'on est pas d'accord avec "l'autre", nous partageons avec elle, avec lui, le même habitat et les mêmes limites.

C'est pour cela que l'Association CEC, dès la conception de son premier parcours, s'est engagée dans la rencontre et la co-construction avec la sphère publique : rencontres parlementaires, ministérielles, auditions à l'Assemblée Nationale et au Sénat, contribution à des projets de loi... Et avec ses nouveaux parcours, co-imagination avec les élus locaux et les différents ministères de la résilience des territoires et des filières.

Avec quatre convictions fondamentales : 1/ Les transformations dont nous avons besoin ne pourront pas s'opérer tant que tous les décideurs ne seront pas correctement formés aux limites planétaires, 2/ tant que cette formation ne débouche pas sur la production de Feuilles de Routes concrètes, qui voient loin, 3/ tant que nous ne faisons pas d'instruments comme la CSRD de réels outils de pilotage stratégique et 4/ tant que la fiscalité incitera davantage au vice qu'à la vertu.



MODÈLE DE FEUILLE DE ROUTE À VISÉE RÉGÉNÉRATIVE

QUESTION GÉNÉRATIVE

La question ouvrant la voie à une redirection du modèle économique. Elle est engageante et amène une « tension créatrice ».

NOUVEAU CAP 2030

La destination à atteindre à horizon 2030. Ce cap est ambitieux, fédérateur et incitatif. Il inscrit pleinement les activités cœur du *business* dans le maintien des limites planétaires et engage tous les écosystèmes coopératifs de l'entreprise. Il valorise des partis-pris forts : sobriété, décarbonation, adaptation, régénération, coopération, justice sociale, ...

LEVIER DE REDIRECTION

3 à 5 orientations majeures qui contribuent à réussir l'impact régénératif visé à 2030, autour desquelles l'entreprise opère la redirection de ses activités cœur. Ces orientations traduisent les partis-pris du nouveau Cap.

OBJECTIFS D'IMPACT MESURABLES

Indicateurs mesurables pour activer et piloter les leviers de redirection. Ils ont une mesure de départ et une cible à 2030, ils sont puissants et ambitieux.

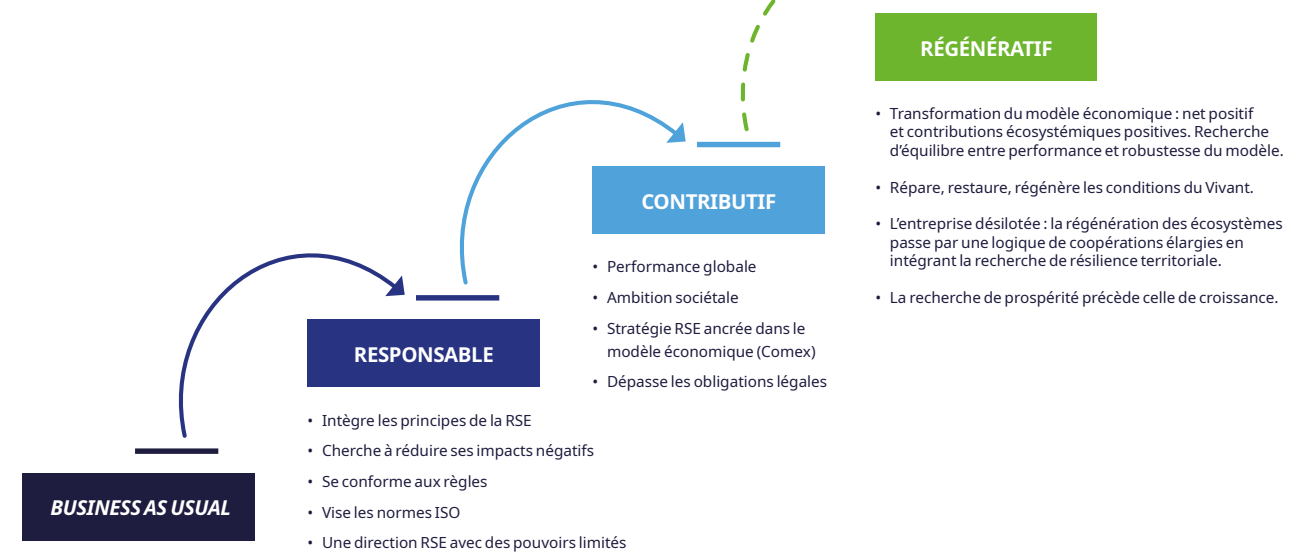
PLAN D'ACTION

Portefeuille de projets opérationnels interdépendants de type *STOP, START, REPLACE* avec des cibles et des échéances de temps.

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

Sensibilisation et prise de conscience des parties prenantes internes & externes. Mobilisation intentionnelle des équipes sur les leviers de redirection et le plan d'action. Nouveaux modèles de gouvernance et culture de leadership. Nouvelles coopérations.

LES MARCHES À FRANCHIR POUR UN IMPACT "NET POSITIF"



Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le rapport final du premier parcours de la CEC

Comprendre et viser le régénératif

La régénération est le processus qui définit le Vivant. Le corps humain régénère ses cellules. L'arbre régénère son écorce. Tout écosystème naturel régénère sa faune et sa flore.

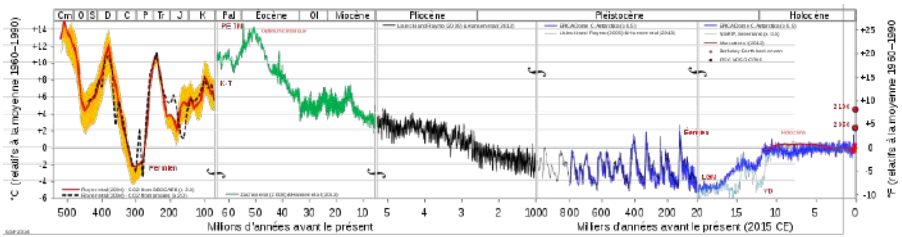
Nous habitons l'écosystème Terre et en consommons les ressources 1,7 fois plus vite que ce que la Terre est capable de régénérer. Dans le monde de l'entreprise, on appelle ça un retour sur investissement négatif. Compenser nos vols en avion et repêcher quelques tonnes de plastique dans les océans n'y fera rien : il est temps, il est même impératif, de passer d'une économie extractive à une économie régénérative.



Le cadre des limites planétaires

Paléotempératures sur Terre

Loin de constituer un système stable, notre planète Terre a connu dans son histoire des conditions particulièrement fluctuantes. Comme l'illustre le schéma ci-dessous reprenant l'évolution des températures sur les 500 millions d'années écoulées, celles-ci ont considérablement varié à la hausse comme à la baisse. Il va sans dire qu'avec des températures de +14°C ou de -5°C par rapport à la moyenne actuelle, le monde ne ressemblait en rien à ce que nous connaissons aujourd'hui.



Il y a 10 000 ans, les conditions climatiques et de température se sont stabilisées d'une façon qui a permis l'essor successif de civilisations conduisant au monde tel que nous le connaissons. Ces conditions d'équilibre sont particulièrement propices à la vie sur Terre, humaine et non humaine. Les préserver est donc un enjeu de taille. De sorte que les scientifiques ont cherché à comprendre les processus sous-tendant cet équilibre. Ils ont identifié 9 processus, traduits en 9 « limites planétaires » qui doivent faire l'objet d'une attention particulière.

À l'inverse, certaines rétroactions sont positives : un processus qui se « dérègle » induit le dérèglement d'un autre processus renforçant le dérèglement du premier, avec un effet d'entraînement et un risque d'emballement. Par exemple, le réchauffement climatique induit une fonte des glaciers, réduisant l'albédo et augmentant la chaleur absorbée sur Terre, ce qui augmente encore plus les températures et la fonte des glaces.

Où en sommes-nous aujourd'hui ?

En dépassant simultanément plusieurs des 9 limites planétaires, nous risquons purement et simplement de passer d'un régime de rétroactions globalement négatives à un régime de rétroactions globalement positives, avec pour conséquence l'emballement du système Terre et des conséquences difficilement prévisibles. Dans tous les cas, l'issue serait dramatique.

L'ensemble des limites planétaires dispose de variables de contrôle, ainsi que (sauf pour l'une d'entre elles) de seuils à ne pas dépasser, au risque de menacer l'intégrité du processus. Sur 9 limites planétaires, dont 8 limites sont documentées, 6 ont déjà dépassé leur seuil d'alerte.

La limite la plus franchement dépassée est celle de l'intégrité de la biodiversité. Ce qui est particulièrement préoccupant puisque nous parlons ici de la toile du Vivant, qui interagit de manière directe

avec toutes les autres limites. Les cycles biochimiques de l'azote et du phosphore sont également largement dépassés, principalement en raison de l'usage massif d'engrais azotés et phosphatés par l'agriculture. L'introduction de nouvelles entités est une limite récemment opérationnalisée, qui sans surprise est elle aussi dépassée. Il s'agit d'entités que l'environnement n'est pas capable de bio-assimiler et qui polluent donc de manière durable et persistante notre environnement (plastique, métaux lourds, perturbateurs endocriniens, etc.). Le réchauffement climatique est évidemment un processus ayant franchi son seuil limite, avec une concentration de gaz à effet de serre dans l'atmosphère supérieure au niveau de sécurité de 350 parties par million (ppm). Il en va de même pour la modification de l'usage des sols. Ainsi, quand une forêt est coupée pour les besoins de l'agriculture et/ou de l'urbanisation, c'est non seulement l'ensemble de sa biodiversité qui disparaît, mais aussi l'ensemble des services que cette forêt apporte, comme la séquestration du carbone (agissant négativement sur le réchauffement climatique), la régulation des eaux de pluie (agissant négativement sur le cycle de l'eau), etc. Enfin, le cycle de l'eau verte est la dernière limite étudiée qui dépasse elle-aussi son seuil d'alerte.

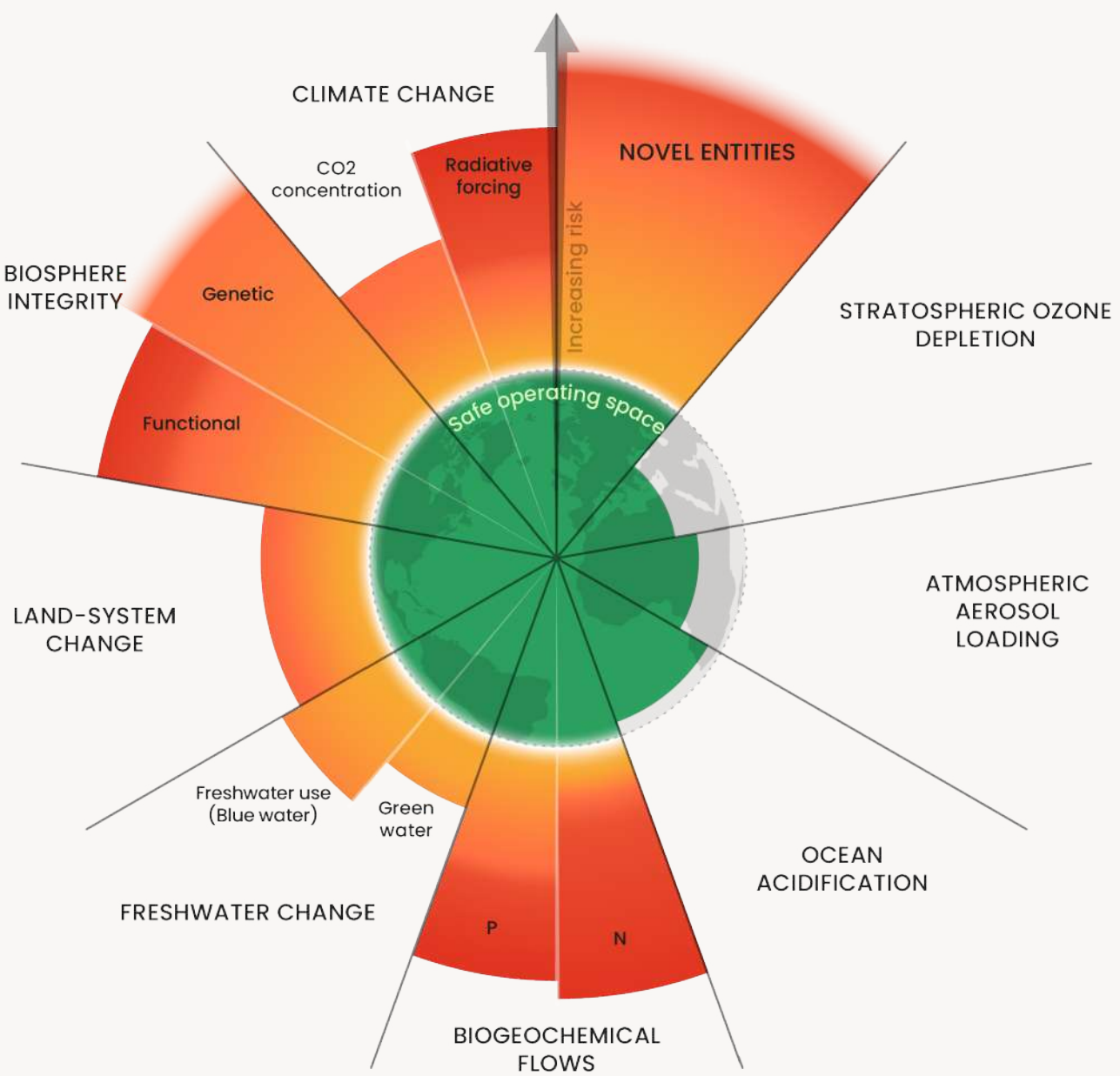
Nous jouons à proprement parler avec le feu. Les scientifiques considèrent que les conditions d'équilibre à l'œuvre depuis 10 000 ans auraient pu se maintenir au moins 20 000 ans encore (voir bien au-delà) sans intervention humaine. Nous dérégulons les processus de maintien des équilibres, avec le risque de transformer des rétroactions globalement négatives en rétroactions globalement positives, qui conduirait alors à une dégradation brutale des conditions de vie sur Terre.

¹ L'albédo est le pouvoir réfléchissant d'une surface. L'effet albédo permet donc de renvoyer une partie de l'énergie solaire reçue vers les hautes couches de l'atmosphère

Article initialement produit par Lumia, partenaire de la CEC, mis à jour par nos soins

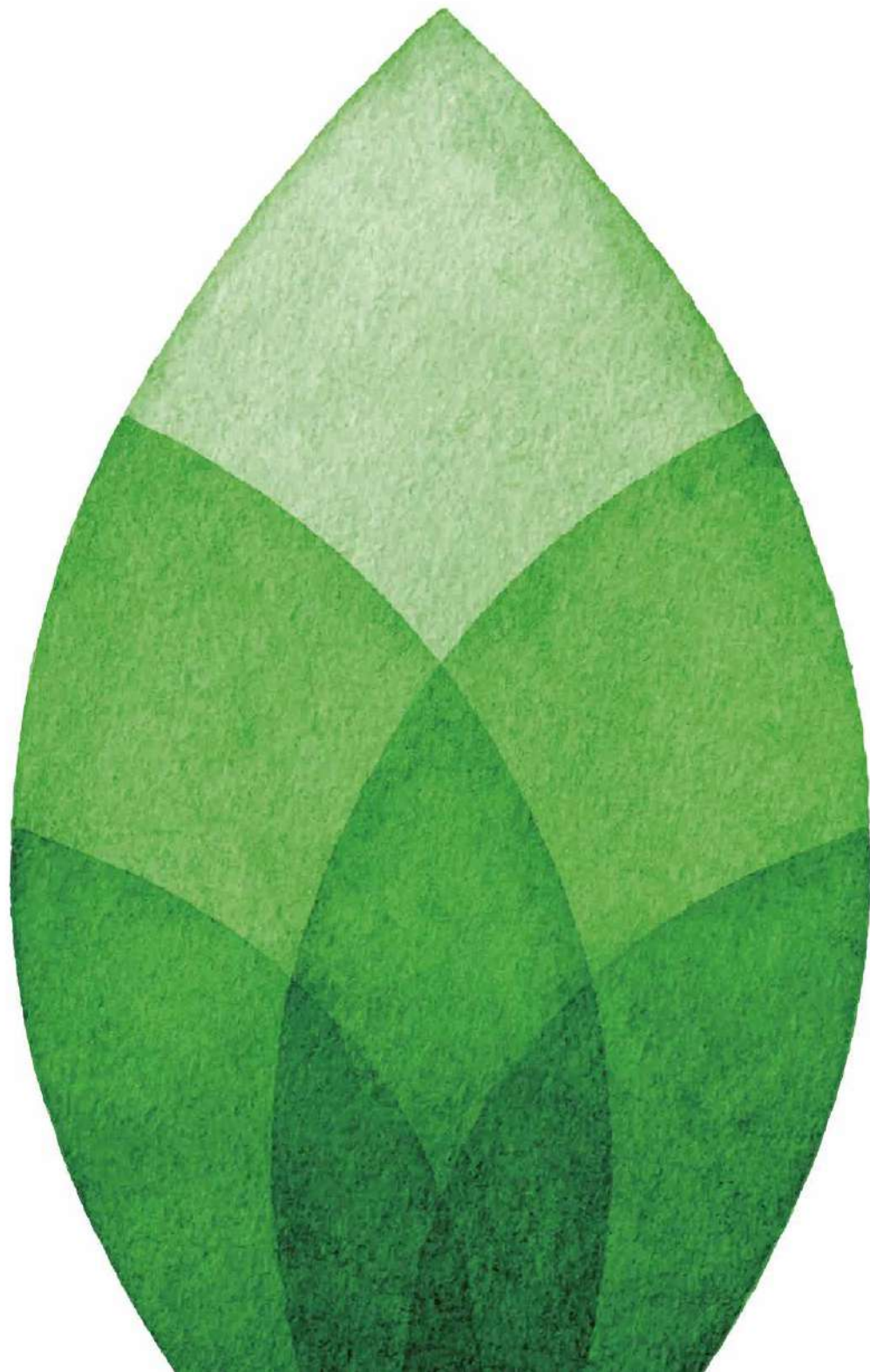


Planetary boundaries - 2023



Source : Rapport du Stockholm Resilience Center

Qu'est-ce qu'une entreprise régénérative ?



L'entreprise régénérative, pourquoi ?

Avant même de dresser les contours de ce que serait une entreprise régénérative, la question à se poser, finalement, c'est « pourquoi en aurions-nous besoin ? ». Après tout, à quoi bon changer si ça marche ?

Notre système économique est en crise. Sans doute parce qu'il a négligé les conditions de son succès, à savoir de se déployer dans un environnement et un corps social sains. Six des neuf limites planétaires garantissant l'équilibre du système Terre sont désormais dépassées. Après plusieurs décennies de progrès sociaux, les inégalités repartent à la hausse. Les infrastructures de nombre de pays pourtant riches et développés se dégradent. À cela s'ajoutent des pénuries de matières premières parfois critiques, des aléas climatiques ravageurs alors même que 60 à 70% des activités économiques mondiales sont météo-dépendantes, une explosion du coût de l'énergie, une inflation qui repart à la hausse... Clairement, les conditions ne sont pas favorables à la prospérité des entreprises, à la sérénité de leurs dirigeants et au bien-être de leurs salariés. Pas plus qu'elles ne sont soutenables sur un plan écologique et social.

Si l'on se penche sur les causes, il en apparaît au moins deux que l'on pourrait qualifier de principes autodestructeurs :

- La première est que le modèle de développement économique actuel repose largement sur un modèle volumique et extractif : vendre plus pour gagner plus est une injonction intenable dans un contexte de limites planétaires dépassées et de fin d'abondance. *A fortiori* lorsque ces volumes sont systématiquement adossés à de la consommation de matières premières et d'énergie et que le découplage entre cette consommation et la hausse des volumes est au mieux relatif, local et temporaire quand il devrait être absolu, total, global, permanent, suffisant et suffisamment rapide¹. Ce qui, malheureusement, est hors de portée, non seulement sur un plan empirique mais également théorique². Cela rend d'une part caduque l'idée de croissance verte et met d'autre part en danger la viabilité des espèces, y compris la nôtre.
- La seconde est la croyance dans la solution technique comme fin en soi. L'histoire a largement démontré que sur le plan environnemental ou social, la technologie, si elle permet de résoudre des problèmes, en crée systématiquement d'autres. Miser sur le high-tech renforce par ailleurs un peu plus le modèle extractif, ces technologies étant très gourmandes en ressources, notamment métalliques, et en énergie.

Les stratégies de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) visant à réduire les impacts négatifs des activités humaines ne sont plus à la hauteur des enjeux. Nous mettons aujourd'hui largement en péril nombre des équilibres du système Terre qui permettent la vie (les fameuses limites planétaires). Or, faire moins mal la même chose, c'est toujours faire mal. Même le net zéro n'est pas satisfaisant : ne plus enlever de briques à un mur largement fragilisé ne lui permet pas de retrouver sa robustesse, il faut au contraire le réparer. Le net zéro ne permet pas non plus aux limites dépassées de revenir sous leur seuil de sécurité. C'est sur la base de ces constats que la CEC s'est organisée autour d'un **nouveau cap : le régénératif**.

L'enjeu, s'il est moral, est aussi vital : comment une entreprise peut-elle espérer fonctionner dans un environnement écologique et social devenant de plus en plus hostile à son activité ?

Une entreprise régénérative, c'est quoi ?

Régénérer, c'est aller au-delà de la réduction d'impacts négatifs ou de leur neutralisation pour s'engager vers la génération d'impacts positifs nets pour les écosystèmes et la société.

L'entreprise américaine Guayaki, qui vend des boissons énergisantes à base de maté, a mise en œuvre un modèle économique de reforestation de la canopée atlantique, régénératif de la biodiversité et séquestrant une quantité de carbone largement supérieure à celle émise par les activités de l'entreprise, tout en offrant de multiples bénéfices sociaux aux populations locales.

Pocheco, entreprise française de production d'enveloppes et sacs en papier, a largement modifié son système de production, ses infrastructures et ses chaînes d'approvisionnement. Substitution des encres et colles à solvant par des alternatives végétales, désartificialisation des sols, végétalisation des toitures, récupération d'eau de pluie, climatisation adiabatique mimant les structures alvéolaires des ruches d'abeilles, mise en œuvre d'une forêt et d'un jardin nourricier sur site, phytoépuration, approvisionnement de papier via les plus hauts standards en matière de forêts durablement gérées... sont autant de pratiques régénératives vertueuses qui s'avèrent être économiquement rentables pour l'entreprise (ROI et payback après 7 ans seulement).

Interface, célèbre industriel fabricant de dalles de moquettes, s'efforce de développer et déployer le concept de factory as a forest, ou usine forêt, en mimant le fonctionnement de ces écosystèmes particulièrement riches et diversifiés pour une application industrielle.

Séquestrer plus de carbone que l'entreprise n'en émet, régénérer davantage de biodiversité que celle détruite par l'activité, renaturer et revégétaliser, augmenter l'autonomisation (empowerment) des parties prenantes, partager avec elles la valeur et leur offrir un revenu décent, améliorer leur santé physique, émotionnelle et sociale, ... sont autant d'exemples d'objectifs régénératifs que des pionniers intègrent à leur Feuille de Route stratégique.

Une entreprise régénérative, comment ?

Pour atteindre le régénératif, l'entreprise va dans un premier temps chercher à comprendre les pressions qu'elle exerce sur les écosystèmes et sur la société. Quelles sont les limites planétaires affectées par ses activités ? Quelles sont les ressources critiques indispensables à son fonctionnement ? Quels sont les enjeux sociaux propres à l'entreprise et à ses parties prenantes ? Quelle est sa dynamique de performance, soit ce qu'elle a intérêt à mettre en œuvre pour accroître son chiffre d'affaires et/ou sa rentabilité, et qu'induit-elle pour l'environnement et la société ? Et comment sa croissance et son développement agissent-ils sur ses impacts négatifs ?

Une fois ces analyses menées, l'entreprise pourra poser un regard systémique sur sa situation et formuler correctement les problématiques qu'elle aura à traiter dans sa Feuille de Route de transformation stratégique. Ainsi, un fabricant de poids lourds qui définirait sa Feuille de Route autour de la seule question de la décarbonation de sa flotte passerait à côté des impacts de son activité sur la biodiversité. Le réseau routier français a ainsi augmenté de plus de 12% ces 20 dernières années pour répondre à l'intensification du trafic, notamment de poids lourds, qui a bondi de 56% sur la même période, artificialisant les sols et fragmentant les habitats. Et c'est une des premières causes d'extinction de la biodiversité. Ce fabricant ne tiendrait pas non plus compte des répercussions de son activité sur les autres limites planétaires, sur les enjeux de sécurité routière, de bien-être dans les villes, etc. En adoptant une approche systémique, la seule problématique qui vaille est celle de la réduction du nombre de camions sur la route et des kilomètres qu'ils parcourent, ce qui vient percuter de plein fouet le modèle économique et appelle à des innovations radicales³.

Ce n'est qu'une fois la problématique bien posée que la Feuille de Route de transformation pourra être élaborée de façon pertinente. Gardons à l'esprit la pertinence, dans ce processus, du mode expérimental, fait d'essais et d'erreurs.. D'où l'importance de mettre en place des dispositifs d'évaluation systématique permettant de mesurer les effets des actions et décisions sur les écosystèmes et la société.

Pour réussir sa transformation, l'entreprise visant la régénération pourra se référer au vivant, à travers le biomimétisme et la permaculture, dont les principes et l'éthique peuvent guider la conception du nouveau modèle économique.

¹ Le découplage est absolu lorsque la consommation de matières premières et d'énergie diminue en absolu alors même que le PIB continue à augmenter (les variables évoluent dans des directions opposées). Il est relatif si, malgré une amélioration de l'intensité ressource ou énergie de la production, la consommation totale continue d'augmenter avec l'augmentation du PIB, mais moins vite (les variables continuent d'évoluer dans le même sens mais avec une intensité moindre) ; le découplage est total quand il porte à la fois et de manière concomitante sur toutes les ressources et tous les impacts ; il est global quand il porte sur des variables d'échelle planétaires ; il est permanent quand il est durable dans le temps, sans re-couplage ultérieur ; il est suffisant et suffisamment rapide quand il permet d'atteindre les objectifs environnementaux préalablement fixés par la science dans les temps donnés.

² Voir p.ex. Parrique et al. 2019, Jackson, 2009 ou encore Grosse, 2010, pour ne citer que quelques sources. Voir également Sempels, 2021 pour une explication détaillée des limites de la croissance.



Les ingrédients et freins d'une Feuille de Route à visée régénérative

Analyse des Feuilles de Route remises par les participants du premier parcours de la CEC (septembre 2021 - juin 2022)

Un cap clair produit des trajectoires ambitieuses

La première édition de la CEC a réuni des entreprises de toutes tailles, secteurs, régions de France et aussi, crucialement, de tous types de difficultés de transition. Il est plus aisé de transformer son activité avec un cap régénératif lorsqu'on est une entreprise de production d'arômes que lorsqu'on est sidérurgiste. C'est pourquoi l'on observe d'emblée que si de nombreuses Feuilles de Route projettent leur entreprise vers le Régénératif à horizon 2030, nombreuses aussi sont celles qui ne se positionnent « que » sur l'échelon du Contributif. Parfois le cap Régénératif semble atteignable en 2035, en 2040 et parfois il semble tout simplement inaccessible...

Cet état de fait ne freine en rien les participants, bien au contraire, cela devient l'énergie qui alimente les échanges : que puis-je comprendre des entreprises pour qui le Régénératif vient plus naturellement ? Avec qui vais-je pouvoir coopérer pour que mon empreinte aujourd'hui incompressible soit intégrée au sein d'un écosystème connecté au Vivant, capable d'en compenser au moins une partie ? Mes activités à l'empreinte incompatible avec les limites planétaires peuvent-elles disparaître au profit de nouvelles activités mieux connectées au vivant ?

Nous vous proposons ici de mettre en lumière ce qui est ressorti de l'analyse des premières Feuilles de Route : les ingrédients et les inhibants de transformations extrêmement ambitieuses.

Les 10 ingrédients d'une Feuille de Route vraiment régénérative

Ces dix ingrédients sont directement inspirés des Feuilles de Route soumises par les entreprises participantes du premier parcours CEC dont l'intégralité a été soumise à l'analyse de l'équipe CEC au cours de l'été 2022. Il est à noter qu'aucune Feuille de Route n'intègre parfaitement l'intégralité de ces ingrédients : la liste se veut avant tout une inspiration pour aider les premiers participants à continuer leur travail de transformation, pour aider les participants des parcours suivants à élaborer leurs Feuilles de Route, et pour aider les lecteurs de ce document à se plonger dans les axes de travail pour tendre eux aussi vers le régénératif.

INGRÉDIENT 1

Viser la réduction des émissions à leur seuil incompressible dès que possible

Parce qu'il est impératif de commencer par réduire au maximum ses émissions, puis seulement de compenser les émissions résiduelles en soutenant une initiative de séquestration via un puits anthropique, préférentiellement biologique et non technologique.

INGRÉDIENT 2

Voir (beaucoup) plus loin que le CO2

Parce que c'est une question de limites planétaires et de rétroactions. Sans vision systémique des enjeux et en étant concentré sur la seule question du carbone, on déplace le plus souvent les problèmes et l'on oublie qu'il n'existe pas de production sans impact.

INGRÉDIENT 3

Se reconnecter au vivant

Parce que seul le Vivant est capable de se régénérer si on lui en donne l'occasion. Il nous faut réapprendre à soutenir et à encourager le Vivant dans l'expression de son potentiel de régénération.

INGRÉDIENT 4

Développer un portefeuille de produits compatibles avec le Vivant

Parce que notre environnement est durablement pollué par des substances persistantes liées à la fabrication de nos produits. Nous devons questionner l'activité des entreprises : quelles nouvelles entités génère-t-elle ?

INGRÉDIENT 5

Fixer des objectifs concrets, chiffrés, contraints et ambitieux

Parce que les données scientifiques et les outils existent pour savoir si la transformation est suffisante. Et parce que sans s'appuyer sur des objectifs quantifiés et datés, nous avons toutes les chances de laisser les enjeux planétaires nous échapper.

INGRÉDIENT 6

Abandonner la logique volumique

Parce que la croissance économique, qu'elle soit verte ou bleue, ne peut coïncider avec la finitude des ressources et la capacité à ramener les limites planétaires sous leur seuil de sécurité.

INGRÉDIENT 7

Placer la redirection socio-écologique au cœur de son modèle économique

Parce que la grande majorité des dynamiques de performance vont à l'encontre même des enjeux environnementaux et sociaux. Pour les désamorcer, il n'y a pas d'autre solution que de modifier le modèle économique.

INGRÉDIENT 8

Placer l'humain au cœur des transformations

Parce que l'enjeu est de permettre l'appropriation par le plus grand nombre des raisons et des modalités des réinventions de l'entreprise pour les en rendre pleinement acteurs, de rendre accessibles les connaissances et le fonctionnement scientifique.

INGRÉDIENT 9

Créer des écosystèmes de coopération élargis

Parce que les relations coopératives s'inscrivent au sein des processus évolutifs et l'aptitude à coopérer serait la marque de maturité d'une espèce, qui passerait de la compétition pour les ressources et le territoire à la coopération avec les autres espèces présentes.

INGRÉDIENT 10

Penser le partage de valeur au-delà de sa propre entreprise

Parce que c'est l'opportunité de lier la correction des inégalités au succès de son entreprise. Le co-bénéfice étant de contribuer à l'acceptabilité de toutes les transformations économiques qui sont et vont être indispensables à la transition écologique.

Les 5 freins qui rendent tortueux le chemin de la transformation

Après chaque session, les premiers participants de la CEC ont répondu à des questionnaires dans lesquels il leur était proposé de s'ouvrir sur leurs idées et avancées mais également sur leurs peurs et points de blocage. Les cinq freins qui suivent sont une synthèse des difficultés exprimées et nous imaginons fort bien que les participants des parcours suivants ainsi que nombre de décideurs économiques n'ayant pas (encore) participé à un parcours CEC s'y retrouveront.

1. Le passage à l'acte du leader
2. La complexité d'embarquer ses parties prenantes
3. Le manque de temps, le manque de moyens
4. Les résistances au changement de modèle économique
5. Finance et monde financier

Pour plus d'informations, vous pouvez consulter le rapport final du premier parcours de la CEC



Embarquer dans le parcours CEC Pacifique 2024-2025

La CEC Pacifique a compté 64 participants, des binômes de dirigeants d'entreprises mais aussi et c'est toute la particularité de ce parcours hors les murs, des représentants d'institutions du territoire polynésien.

Ils ont cheminé, répartis en quatre camps de base, entre le mois d'avril 2024 et février 2025. Ils ont proposé une Feuille de Route à visée régénérative et se sont, pour certains, engagés dans l'un des projets coopératifs.

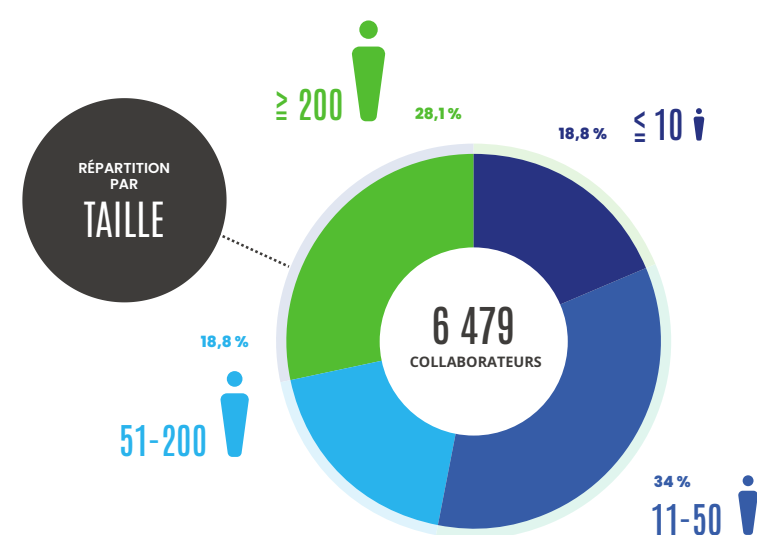
Découvrez leur traversée et ce qu'ils en ont rapporté.



Le profil des organisations

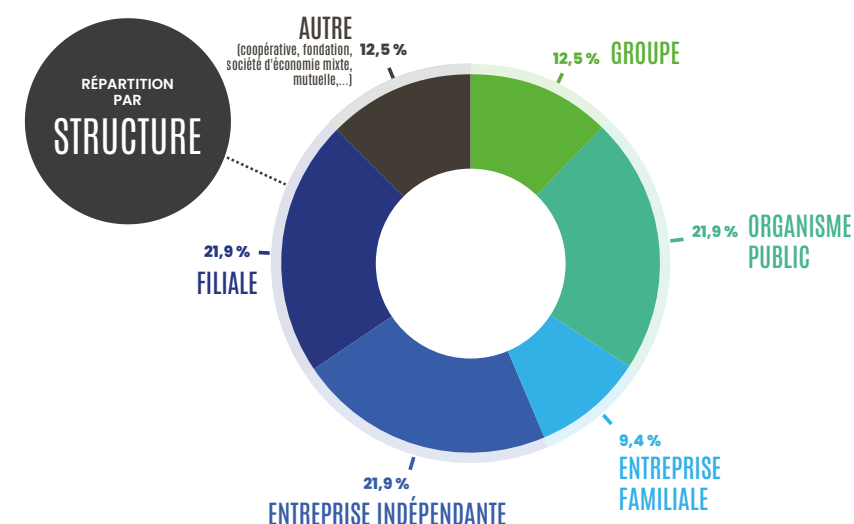
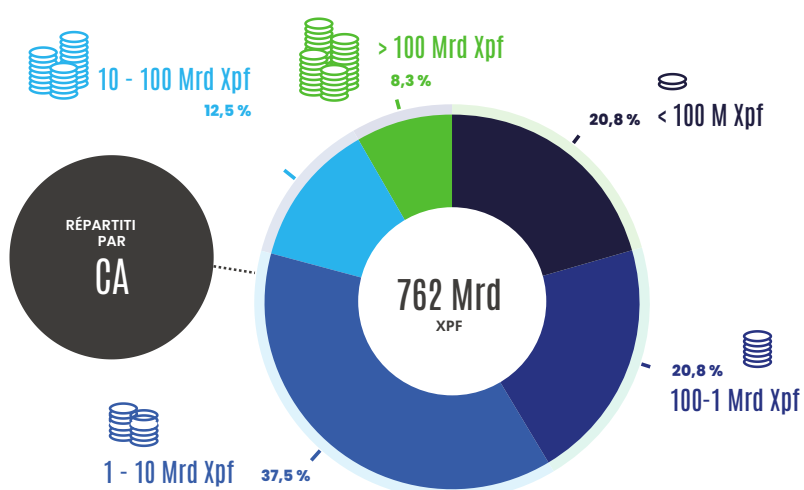
Pour cette première « CEC hors les murs » de l'hexagone, ils ont été 64 à s'engager, soit une trentaine d'entreprises et d'institutions. Dirigeants et Planet Champions ont réalisé un parcours pour repenser leurs modèles d'affaires dans le cadre des limites planétaires et accélérer la transition de leur territoire.

Les entreprises représentent plus de 6 479 collaborateurs et 762 milliards de francs CFP (soit 6,3 milliards d'euros) de chiffre d'affaires.



Taille d'entreprise

Une majorité de petites (35%) et moyennes (28%) entreprises a participé à ce parcours. Quelques grands groupes se sont aussi engagés ainsi que des très petites entreprises (18%). Rappelons que le tissu économique polynésien est constitué en très grande majorité de TPE de moins de dix salariés (97%) et de PME.

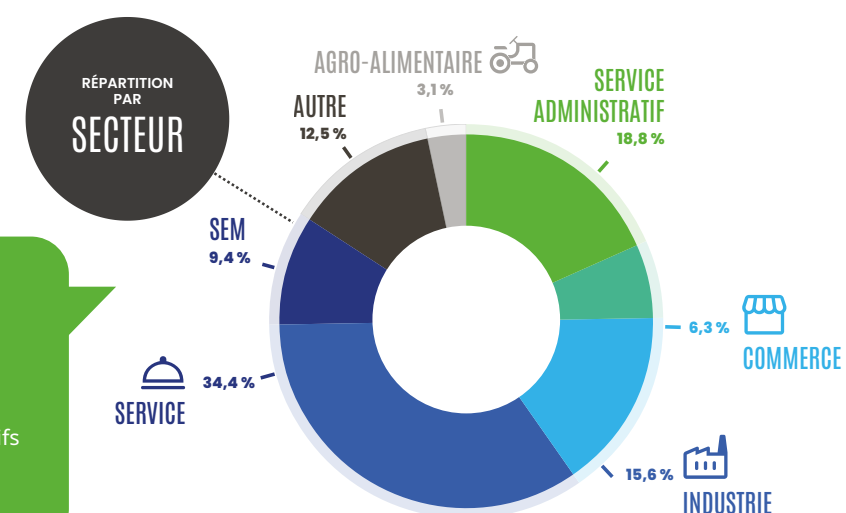


Structure d'entreprise

Les participants ont principalement représenté des entreprises indépendantes (22%), des organismes publics (22%) et des filiales (22%). Pas moins de 12,5% étaient des représentants de groupes et 9% des entreprises familiales.

Secteur d'activité

Ce sont principalement (34,4%) des entreprises de service qui ont participé à la CEC Pacifique, d'industrie (15,6%), de commerce (6,3%) et d'agroalimentaire (3,1%). Les services administratifs ont représenté 18,5% des effectifs et les Sociétés d'économie mixte 9,4%.



100 %
DES ENTREPRISES
SONT IMPLANTÉES
À TAHITI

Le sursaut des participants

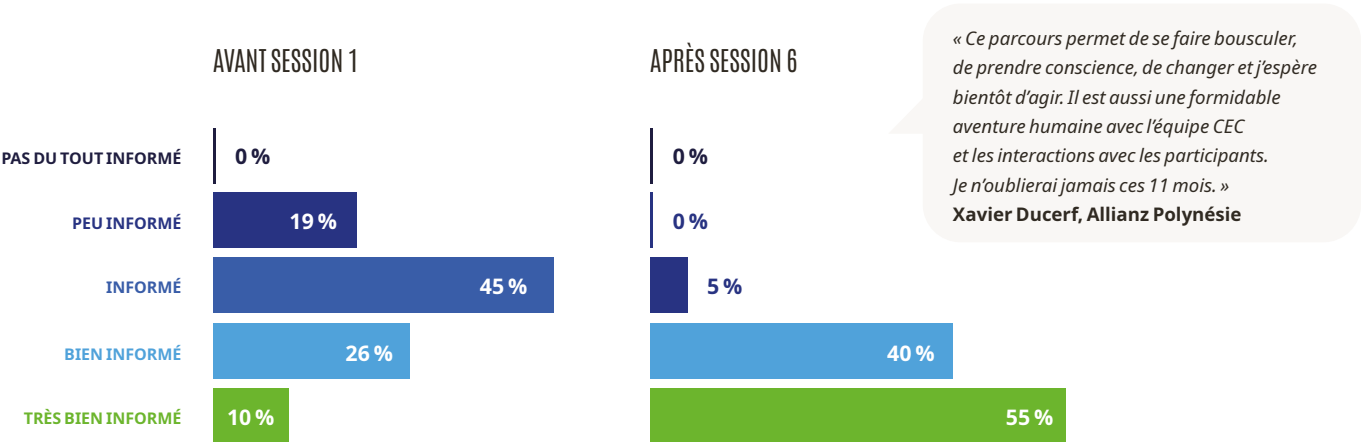
La Polynésie française est un cocon. Les participants, éclairés en partie, sont arrivés avec leurs connaissances, mais aussi leur vision du monde et l'impression de vivre dans un milieu protégé. La CEC Pacifique, au-delà de l'urgence à agir, a mis en exergue l'interconnexion des systèmes, les liens et dépendances des

problématiques. Elle a permis une prise de recul et apporté une représentation plus globale sur la situation mais aussi sur les impacts des dérèglements en termes de climat, de biodiversité, de ressources... Les participants ont repensé leurs responsabilités en tant qu'individu mais aussi acteur de la société.

Informés

Nul ne s'est dit non informé à la veille comme à l'issue du parcours. En démarrant, ils se considéraient majoritairement informés (45%), bien informés (26%) voire très bien informés (10%) sur la crise écologique.

Près de 20% s'est présenté en toute humilité, considérant être peu informés. À l'issue du parcours, 95% des participants ont confirmé être bien informés et même très bien informés.



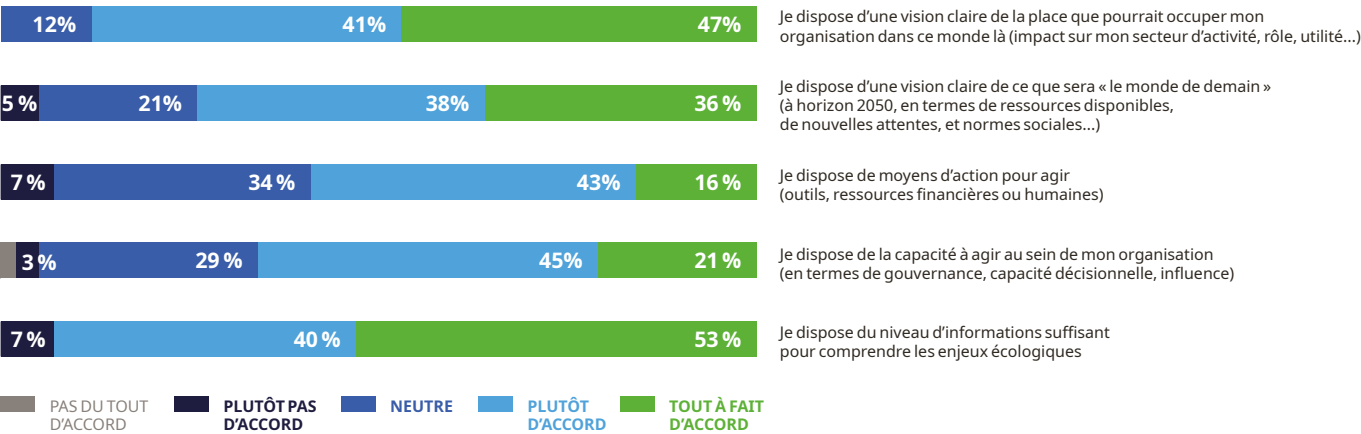
Base : 58 répondants avant la session 1, 58 répondants après la session 6

Engagés

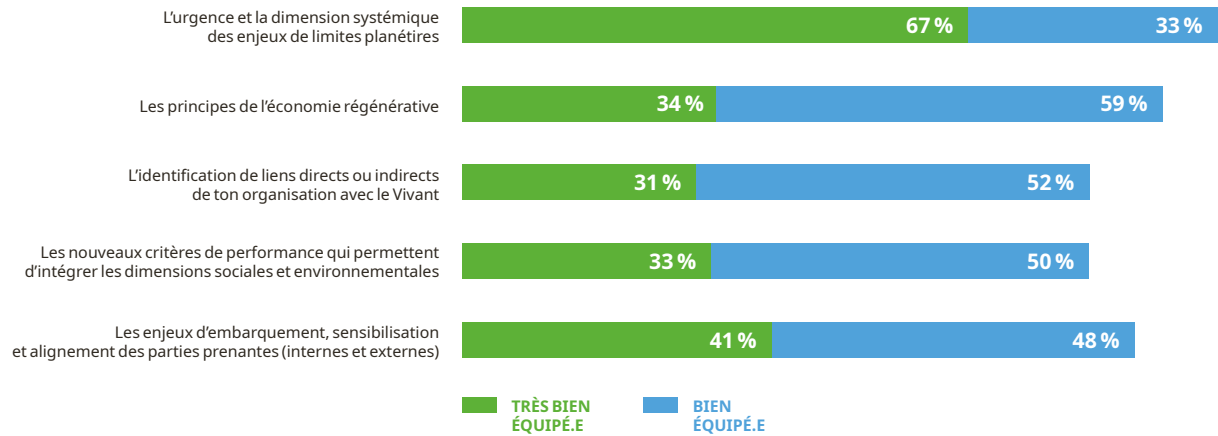
Les participants à la CEC Pacifique n'ont pas caché leur colère, leur tristesse ou encore leur anxiété en prenant conscience de l'ampleur de l'urgence, et de leurs responsabilités. Pour autant, ils se sentent désormais impliqués, engagés, prêts à agir. Ils ont l'espoir de pouvoir

manager ce changement ensemble, de transformer leur modèle d'affaires, ils ont manifesté leur envie de poursuivre et de maintenir la dynamique.

À l'issue du parcours CEC, comment qualifies-tu ta capacité à agir en faveur de la transition écologique au sein de ton organisation ?



À l'issue du parcours CEC, comment évalues-tu ton niveau de prise de conscience et de compréhension des dimensions suivantes ?

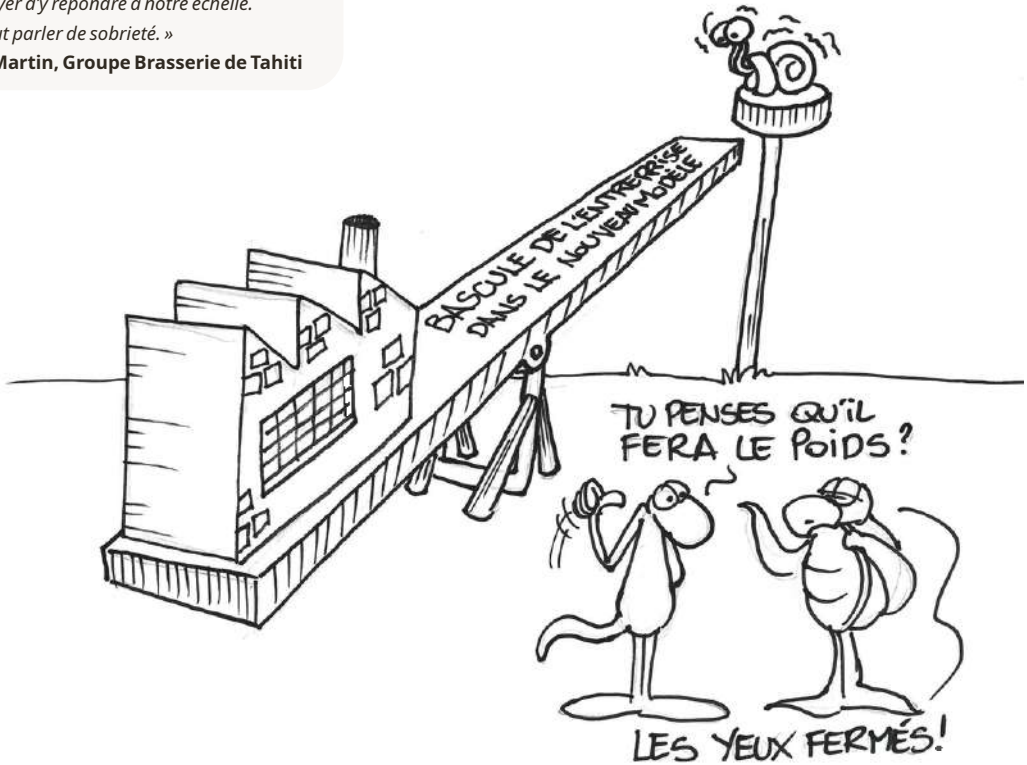


« Parcours intéressant, éprouvant mais on a appris beaucoup de choses, la vision et la sensibilisation aux limites planétaires. La tâche est immense pour graver la montagne vers la transition écologique. On va essayer d'y répondre à notre échelle. Oui, on peut parler de sobriété. »

Tutehau Martin, Groupe Brasserie de Tahiti

« Je trouve que tout le monde devrait suivre ce parcours pour être plus éclairé sur les enjeux climatiques et l'urgence des actions à mener à tous les niveaux. »

Ornella Lichon, Fenua Smart



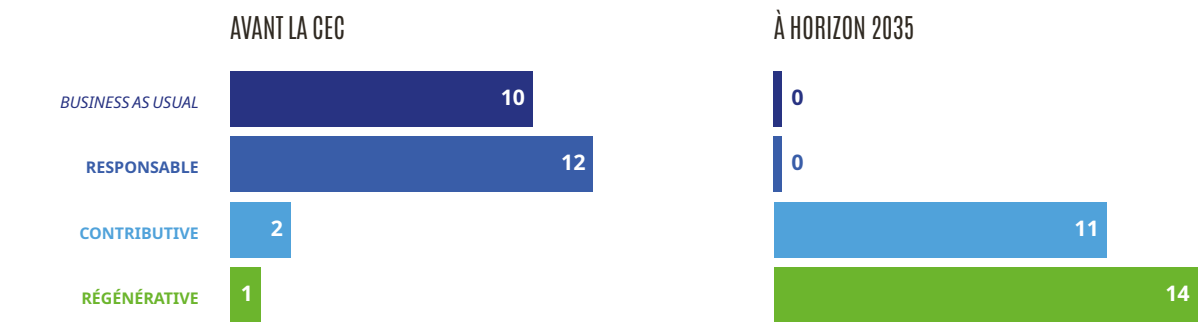
La transformation des organisations

Changement de cap

La CEC Pacifique a permis de changer le cap des entreprises participantes. Le mouvement est remarquable. À l'horizon 2035, elles sont 11 à se voir "contributive" contre 2 aujourd'hui et 14 à se voir "régénérative" contre une aujourd'hui. Dix se disent "business as

usual" et douze "responsables". À l'horizon 2035, aucune ne s' imagine plus ni l'un ni l'autre. C'est une véritable bascule, pleine d'espoir, qui confirme la dynamique du parcours.

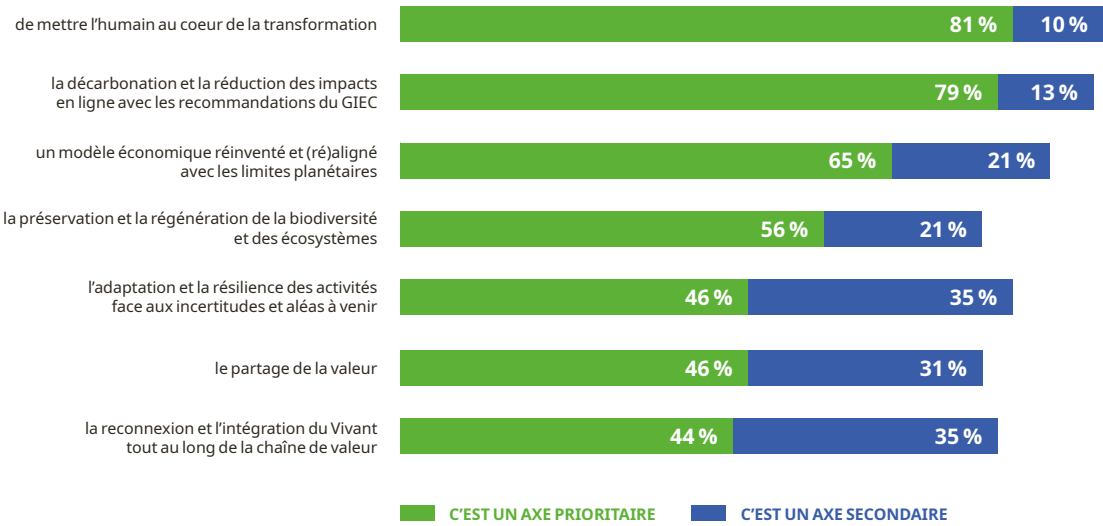
À quel type de modèle économique associez-vous votre organisation ?



La construction des Feuilles de Route a mobilisé les participants tout au long des sessions. Celles-ci ont traduit les changements des participants lors du parcours.

Prendre soin des humains, décarboner les activités, s'adapter aux aléas à venir, partager la valeur, réintégrer son activité dans les limites planétaires, tels sont les ingrédients que l'on retrouve dans la quasi-totalité des Feuilles de Route.

À horizon 2035, votre Feuille de Route permettra...



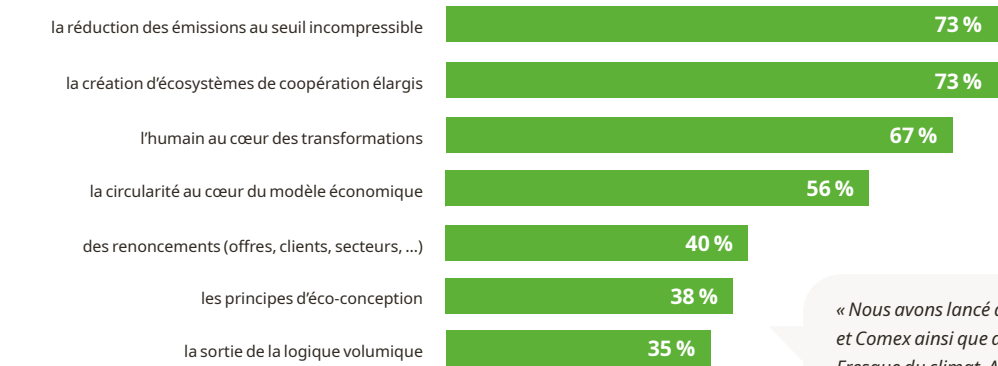
Base : 48 répondants

Les axes prioritaires et secondaires des Feuilles de Route

La rédaction des Feuilles de Route a permis de faire émerger les fondements de l'économie circulaire. La réduction des émissions au seuil incompressible dès que possible (73%) et la création d'écosystèmes de coopération élargis (73%) sont en tête des objectifs des participants. Mais ce n'est pas tout, le parcours CEC Pacifique les a menés à (re)placer l'humain au cœur des transformations (67%) et la circularité (56%) au cœur du modèle économique.

Ils sont d'ores et déjà prêts (40%) à certains renoncements : offres, clients, secteurs... Enfin, les participants entendent se reposer sur les principes d'éco-conception (38%) et annoncent envisager une sortie de la logique volumique (35%).

Dans votre Feuille de Route vous intégrez...

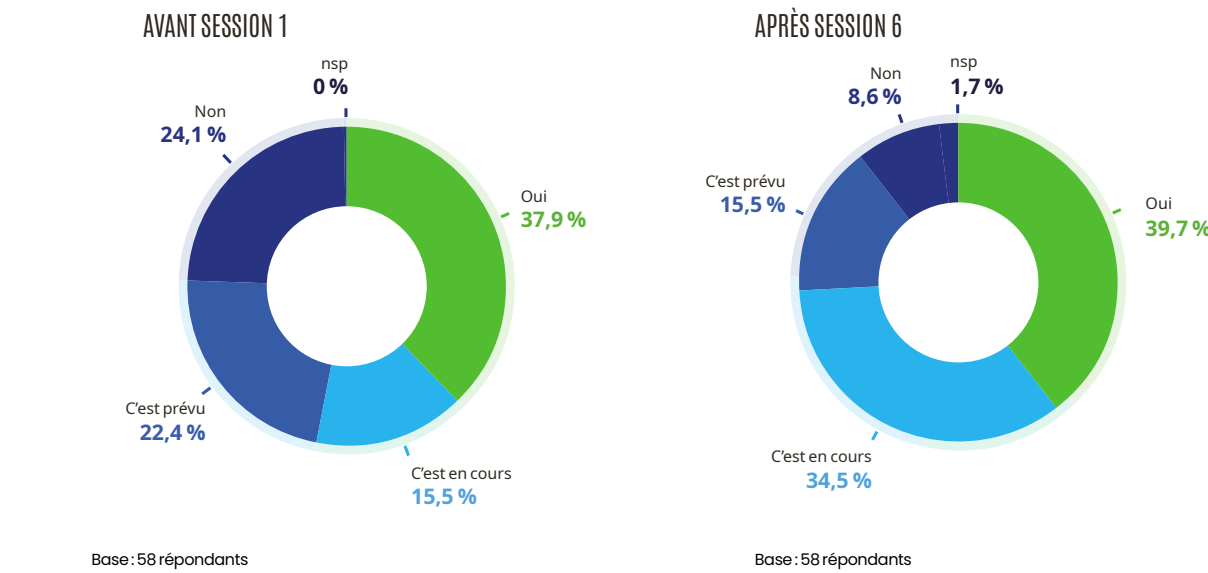


« Nous avons lancé des actions de sensibilisation du Codir et Comex ainsi que des équipes aux enjeux écologiques type Fresque du climat, Atelier 2 tonnes ou encore The Week, etc. En plus, nous cherchons les moyens d'économiser l'énergie, réduire les déchets, encourager le tri... »
Brice Meunier, Socredo

Actions de sensibilisation des équipes

Les participants de la CEC Pacifique ont été autant de relais. Ils ont, au sein de leur entreprise ou service, alerté les directions et les équipes, ils ont partagé leurs savoirs et connaissances, ils ont communiqué leur enthousiasme et leur engagement, plantant les graines du changement.

Avant le parcours, parmi les organismes qui souhaitaient mettre en place des actions de sensibilisation (38%), une poignée d'entre eux avait lancé la dynamique (15,5%), une autre l'envisageait (22%). Après le parcours, le nombre d'actions en cours avait été multiplié par deux (34,50%) et l'effort se poursuit.



Compréhension des enjeux

Une fois le parcours terminé, les participants ont été interrogés sur leur niveau de prise de conscience et de compréhension de différentes dimensions. Les chiffres témoignent de la bascule qui s'est opérée. Ainsi, tous ont pris conscience de l'urgence et de la dimension systémique des enjeux de limites planétaires.

Ils sont 93% à avoir intégré les principes de l'économie régénérative et 84 % à avoir identifié les liens directs ou indirects de leur organisation avec le vivant. Pas moins de 83% d'entre eux ont réussi à définir les nouveaux critères de performance qui permettent d'intégrer les dimensions sociales et environnementales.



25 Feuilles de Route

Sur les 32 organisations embarquées au départ de la CEC Pacifique, 29 Feuilles de Route ont été remises, 25 sont publiées avec un accord de diffusion.

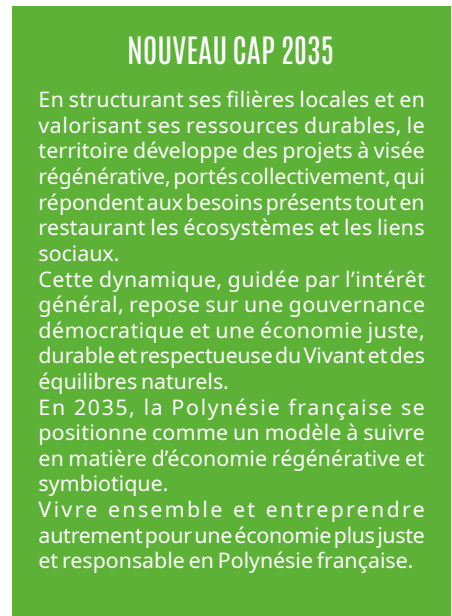
Elles témoignent de l'évolution des participants et de leurs organisations, mais aussi de leurs visions. Ces Feuilles de Route sont toutes très différentes, à l'image des participants, elles révèlent toute la richesse du parcours.

Il y est question :

- de justice sociale,
- de démocratisation des décisions,
- de gestion raisonnée des ressources,
- de réduction de l'empreinte carbone,
- de coopération,
- de préservation,
- de réparation du vivant, etc.

Ces Feuilles de Route vous sont livrées en l'état pour mettre en lumière la diversité des participants et respecter leur cheminement.





La première session de travail de la CEC nous a fait l'effet d'un électrochoc. Nous avons pensé à nos enfants, et à l'ensemble des activités menées par l'ADE au regard des urgences qui nous ont été présentées.

Depuis plusieurs mois, nous avons engagé des travaux d'élaboration de la stratégie de développement économique « CAP 2033 – A fano ra », sur la base d'une vision politique portée par le gouvernement et qui a été affichée bien avant l'ouverture de la CEC Pacifique. Cette stratégie a été pensée avec une logique de forte croissance et de développement de nombreuses activités parfois très impactantes sur la biodiversité. L'objectif de 600 000 touristes signifie naturellement plus d'émissions de carbone pour venir sur le territoire, plus de consommation de ressources.

Lors d'un conseil interministériel le gouvernement à insister sur la nécessité d'appuyer la stratégie sur 2 piliers essentiels : la culture et l'environnement. Le fait que les réflexions amenées par la CEC arrivent au moment où nous sommes en train de finaliser ce document stratégique est une véritable opportunité pour nous rappeler ce qui est essentiel et d'en prendre conscience.

Et parce que nous pensons que ce sera la volonté politique mais aussi celle des polynésiens, alors osons aller vers un cap ambitieux et proposer un plan d'actions qui soit en accord avec les principes d'une économie plus juste, solidaire, responsable et régénérative.

Une étape importante est déjà franchie, la volonté de mettre en œuvre le Plan Climat (PCPF) tout juste voté à l'Assemblée. La Stratégie de développement économique « Cap 2033 – A fano ra » est englobante. Elle embarque la mise en œuvre du Plan Climat de la Polynésie française et s'assure que l'ensemble des engagements de développement qui seront pris tiendra compte des orientations, préconisations et actions opérationnelles du Plan Climat.

Nous sommes convaincus que notre action d'aujourd'hui impactera positivement les générations futures. Ainsi, l'ADE s'engage à opérer un réveil écologique en réorientant sa mission vers une transition économique alignée sur les impératifs environnementaux et sociaux du territoire. L'ADE se positionne comme un acteur clé de la transition vers un modèle économique résilient, respectueux des équilibres naturels et porteur de sens pour les générations futures.

La formation de l'ensemble des parties prenantes aux enjeux climat, eau et biodiversité.

 UNE ENTREPRISE INDÉPENDANTE	 SERVICES	 11 - 250 SALARIÉS	 TAHITI (987)	 POLYNÉSIE FRANÇAISE	CA 11 À 100 M€
  GWENVAEL RONSI-HARDY Directeur Général  JÉRÉMY TAUTE Technicien Prévention des Risques Sécurité et Environnement					
BILAN CARBONE SCOPE 1 2 3	OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035 DE 0 À 50%	 MODÈLE (DECLARATIF)	 BUSINESS AS USUAL POINT DE DÉPART	 CONTRIBUTIF CAP 2035	

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment transformer l'aéroport de Tahiti pour en faire un hub inspiré par le Vivant et pour le Vivant, respectant son écosystème global, s'implantant totalement dans le tissu polynésien et participant activement au développement du transport intermodal inter et intra-îles ?

NOUVEAU CAP 2035

L'aéroport bénéficie de son nouveau terminal. L'architecture des bâtiments a été pensée et adaptée pour répondre aux contraintes climatiques de Tahiti. Ces éléments permettent d'accueillir les passagers dans un environnement lumineux, ventilé, sécurisé, favorisant les échanges et le contact avec la Nature. Tous les occupants de la plateforme sont engagés dans une démarche régénérative. Leurs activités s'intègrent parfaitement à l'aéroport et répondent aux besoins des collaborateurs, des touristes et de la population locale. L'aéroport dispose d'infrastructures de production d'ENR, permettant d'alimenter en électricité les bâtiments et équipements de la plateforme, tout en limitant l'empreinte carbone des activités. À l'horizon 2035, ADT est "net zéro émission" dans le cadre de ses activités sur la plateforme.

SURSAUT

Les aéroports jouent un rôle essentiel de mobilité au niveau mondial aussi bien pour le rapprochement des personnes que pour des besoins logistiques mais avec un coût trop important en matière d'externalités environnementales. La question peut se poser d'être ou ne pas être dans cette industrie. Ce n'est pas en fuyant que l'on résout les difficultés. Face à l'urgence climatique et sociétale il nous faut tous agir et ne pas attendre. L'industrie du transport aérien est face à des défis structurels et l'environnement des aéroports de Tahiti encore plus compte tenu de son éloignement géographique. Intégrer la CEC était pour la société et pour moi une évidence. Nous avions déjà des objectifs de développement durable et de décarbonation avant de nous intégrer à la CEC mais notre participation à celle-ci nous a permis d'avoir encore plus conscience des enjeux et surtout de prendre le temps pour rebâtir notre Feuille de Route avec plus d'ambitions et d'intégrer pleinement la régénération dans nos actions.

Levier 1

Décarboner l'aéroport de Tahiti Faa'a

Objectif d'impacts mesurables

- Net zéro émission scope 1 et 2 d'ici 2040

- Réduire les émissions scope 3 de 50% en ciblant 2040

Plan d'actions

- Obtenir la certification Airport Carbon Accreditation niveau 3 en 2025

- Obtenir la certification ACA niveau 5 (plus haut niveau de certification délivré par l'ACI) d'ici 2040

- Eclairer nos infrastructures et équipements (bâtiments, balisage piste...) en LED d'ici 2035

- Construire un parc photovoltaïque complet alimentant l'ensemble des infrastructures et occupants de l'aéroport pour le terminal en Zone Sud puis pour la Zone Nord.

- Imposer progressivement une obligation net zéro émission dans toutes les sous concessions de l'aéroport

- Favoriser le développement d'une filière SAF (carburant d'aviation durable) pour le remplissage carburant des avions à Tahiti

- Intégrer des récupérateurs d'eau de pluie pour alimenter l'arrosage espaces verts (embellissement) et les réseaux sanitaires de l'aérogare en zone sud.

Levier 2

Mettre la biodiversité au cœur de nos actions

Objectif d'impacts mesurables

- Intégrer des espèces végétales endémiques de Tahiti sur l'emprise aéroportuaire d'ici 2027

- Limiter au maximum le nombre de prélèvements d'espèces animales réalisés chaque année

Plan d'actions

- Implanter des espèces végétales endémiques pour la filtration et le nettoyage des eaux du canal de rejet des eaux de ruissellement

- Améliorer la gestion, le traitement et l'évacuation des eaux usées de l'aéroport

- Réaliser une étude biodiversité avec plan d'actions permettant l'optimisation de la gestion et de l'embellissement des espaces verts, de la gestion du péril animalier, dès 2025

- Former les équipes "Infrastructures Espaces Verts" et "Péril Animalier" aux enjeux environnementaux

- Sensibiliser la population environnante de l'aéroport aux enjeux de sécurité et d'environnement (gestion animaux domestiques, gestion espaces verts)

- Interdire l'utilisation de produits phyto sanitaires sur l'emprise aéroportuaire

Levier 3

Améliorer nos offres de services pour faire de l'aéroport un lieu de vie et d'échanges

Objectif d'impacts mesurables

- Rendre la plateforme aéroportuaire attractive pour le business et particulièrement pour les entreprises engagées dans une démarche régénérative

- Proposer d'autres alternatives à la voiture pour les trajets des collaborateurs et des touristes sur Tahiti

Plan d'actions

- Mettre à disposition un parking à vélos pour les collaborateurs et clients de la plateforme

- Travailler avec les communes pour le développement de pistes cyclables sécurisées sur l'axe Arue-Punaauia

- Proposer une salle de repli avec douches pour les collaborateurs de la plateforme, favorisant ainsi le recours aux mobilités douces sur les trajets domicile/travail

- Inciter les collaborateurs de la plateforme au covoiturage pour leurs déplacements domicile / travail (challenges, sensibilisations)

- Mettre à disposition des bornes de recharge à énergie propre de véhicules électriques sur nos parkings, pour le public et pour les sociétés de location de véhicules

- Développer un centre de services pour limiter le recours aux véhicules personnels pour les collaborateurs et riverains proches de l'aéroport (centre médical, crèches, garderies, installations sportives...)

Levier 4

Engager nos parties prenantes

Objectif d'impacts mesurables

- Sensibiliser 100% des collaborateurs ADT aux enjeux environnementaux d'ici 2027

- Doubler le poids de la dimension environnementale dans nos objectifs de Politique Générale dès 2026 par rapport à 2024

- Imposer progressivement des clauses RSE en lien avec nos objectifs lors du renouvellement des marchés avec nos prestataires

- Réduire de 25% la consommation d'eau sur la plateforme aéroportuaire à partir de 2035

- Appuyer le développement de filières de production et de formations locales en lien avec les métiers de l'aéroport

Plan d'actions

- Organiser des "Green Dej" ADT, ouverts à tous les collaborateurs ADT, chaque trimestre, pour évoquer et débattre autour d'un thème spécifique RSE, dès 2025

- Organiser des formations/sensibilisations du personnel aux enjeux environnementaux dès 2025

- Mettre à disposition un composteur et former l'association du Fare Hei à son utilisation pour valoriser les déchets organiques produits (couronnes de fleurs) dès 2025

- Mettre en place des partenariats de formation pour le développement des compétences des métiers aéroportuaires

- S'intégrer dans le Plan Local d'Urbanisme et de voirie, avec l'ensemble des parties prenantes

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

- Collaborateurs ADT : développement d'une culture régénérative au travers de communications internes régulières, d'actions de sensibilisation/formation obligatoires et participatives/incitatives, de participation sous bannière ADT à des événements territoriaux (sociaux, environnementaux...), de mise à disposition d'outils et d'indicateurs régénératifs dans le cadre de leurs activités.

- Population locale / touristes : communications impactantes au sein de l'aéroport pour présenter les enjeux et les actions mises en place

- Scolaires : organisation de visites de la plateforme, de présentation des métiers de l'aéroport. Participation aux forums de l'emploi, des formations et métiers. Accueil de stagiaires pour la découverte des métiers de l'aéroport.

- Partenaires publics / privés : participation aux groupes de travail issus du parcours CEC. Engagement dans le développement de filières locales de productions, formations liées aux activités de l'aéroport. Accompagnement dans le changement de modèle économique de certains acteurs pour pouvoir convaincre les autorités à délivrer les autorisations administratives pour les nouveaux projets.

UN GROUPE

INDUSTRIE

251 - 5000 SALARIÉS

TAHITI (987)

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CA

100 M€ À 1 MRD€

AIR TAHITI

ÉDOUARD WONG FAT

Directeur Général

FRANCK LAUMONIER

Conseiller Directeur général

BILAN CARBONE SCOPE

1

2

3

OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035

MODÈLE (DECLARATIF)

BUSINESS AS USUAL

POINT DE DÉPART

CONTRIBUTIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Et si Air Tahiti transformait son modèle d'affaires dans le respect des limites planétaires, tout en continuant à assurer son rôle essentiel de connectivité pour les populations ?

NOUVEAU CAP 2035

En 2035, Air Tahiti a changé sa façon de desservir les îles, en utilisant de nouveaux vecteurs bas carbone, en réorganisant ses opérations et en mobilisant ses parties prenantes.

SURSAUT

Acteur historique en Polynésie française, Air Tahiti est depuis 67 ans le lien vital entre les îles. Des décennies de passion et d'engagement durant lesquelles nous avons créé 48 dessertes aériennes pour répondre aux besoins des résidents et des touristes. Cependant, nous sommes aujourd’hui confrontés à un double défi :

- L’environnement, qui constitue l’atout touristique majeur de notre destination, est menacé ;
- Les attentes des voyageurs évoluent, privilégiant des formes de tourisme plus responsables et moins émettrices de carbone.

La CEC nous a permis d’engager des actions structurantes sur ces sujets, qui n’étaient pas jugés prioritaires jusqu’ici.

Levier 1

Décarboner au seuil incompressible. Mettre en œuvre tous les leviers pour réduire les émissions de CO2 : opérations, solutions techniques, carburants alternatifs.

Objectif d'impacts mesurables

Réduire de 10% les émissions de CO2 par PKT (Passager-Kilomètre-Transporté) d'ici 2030.

Lancer une filière locale de production de biocarburant d'ici 2035.

Plan d'actions

Élaborer un plan d'action à partir du premier bilan carbone réalisé cette année.

Renouveler la flotte avec des moteurs plus performants réduisant l’empreinte carbone de 4%

Optimiser les profils de trajectoire de vol et de roulage

Augmenter le coefficient moyen de remplissage des avions en passagers et fret

Équiper en panneaux solaires tous les bâtiments

Agir sur les scope 2 et 3 du bilan carbone

Lancer une étude collaborative sur la création d'une filière locale de production de biocarburant

Poursuivre l'étude d'une desserte en jet des Marquises, réduisant de 20% l'empreinte carbone par passager

Levier 3

Engager une politique d'économie circulaire avec l'ensemble des parties prenantes : réduire et valoriser les déchets issus du produit en vol, des usages administratifs, des produits de l'assistance aux compagnies internationales, des escales et du centre technique

Objectif d'impacts mesurables

Réduire de 20% les déchets générés par l'activité aérienne d'Air Tahiti d'ici 2030

Recycler 50% des déchets d'ici 2030

Remporter la Tortue d'Or des entreprises d'ici 2030*

Plan d'actions

Réduire au minimum l'utilisation des consommables à bord et au sol

Pour le reste, utiliser des consommables recyclables

Mettre en place une collecte sélective de nos déchets sur l'aéroport de Tahiti

Mettre en place un tri des déchets de notre activité (bâtiment administratif, à bord) et, avec les compagnies internationales, des déchets de leur activité

Passer une convention avec Fenua Ma pour une gestion optimale des déchets

Levier 4

Régénérer les écosystèmes locaux : participer à des projets locaux ayant des impacts positifs sur les limites planétaires

Objectif d'impacts mesurables

Mise en place d'une éco-participation obligatoire de 100 F/billet à horizon 2030, représentant 50 à 100 millions FCFP par an

Obtenir la certification « Entreprise protégeant la biodiversité », décernée par la DIREN

Plan d'actions

Identifier ou co-construire des projets régénératifs locaux

Instaurer une éco-participation obligatoire sur chaque billet touristique (les touristes voyageant pour profiter de l'environnement local)

Certifier ces projets pour les intégrer dans les offres de compensation carbone

Mobiliser le personnel autour d'initiatives locales, en particulier dans les îles

Levier 5

Mobiliser nos parties prenantes sur les sujets sociaux et environnementaux : fournisseurs, communes, partenaires, actionnaires, collaborateurs

Objectif d'impacts mesurables

100% du personnel administratif et des escales formés à la Fresque du Climat d'ici 2030

20% des conseils municipaux formés à la Fresque du Climat par Air Tahiti d'ici 2030

50% des parties prenantes externes adhérant à la charte sociale et environnementale d'Air Tahiti d'ici 2030

Plan d'actions

Créer des initiatives de collaboration sur les sujets sociaux et environnementaux

Utiliser nos supports de communication pour sensibiliser le grand public (IFE, magazine...)

Sensibiliser les collaborateurs à l'urgence climatique. Former des formateurs internes à la Fresque du Climat.

Créer une charte sur les sujets sociaux et environnementaux pour lesquels Air Tahiti est exemplaire. En tant qu'acteur systémique du Pays, demander l'adhésion des parties prenantes externes

Intégrer des critères sociaux et environnementaux dans la sélection des fournisseurs"

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

La réussite de cette transformation repose sur une mobilisation forte de nos actionnaires, collaborateurs, fournisseurs, communes et partenaires. Dans ce contexte, nous comptons sur le soutien des institutions et sur une collaboration étroite pour faire de cette Feuille de Route une véritable opportunité pour l'avenir de notre Territoire.

• Récompense décernée par Fenua Ma pour la gestion des déchets. Fenua Ma est l'organisme chargé de la gestion et du traitement des déchets en Polynésie française.

36

37

UNE SUCCURSALE

SERVICES

11 - 250 SALARIÉS

TAHITI (987)

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CA

11 À 100 M€

Allianz

XAVIER DUCERF

Directeur régional

BÉATRICE DALLERY

Chef de projet

BILAN CARBONE SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035

MODÈLE (DECLARATIF)

RESPONSABLE

POINT DE DÉPART

RÉGÉNÉRATIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment devenir et incarner un modèle sociétal et de durabilité sur la protection des biens, des personnes et des responsabilités, lié au vivant, capable d'avoir un impact positif territorial et d'inspirer les autres structures Allianz d'Outre-Mer ?

NOUVEAU CAP 2035

En 2035, Allianz Polynésie :

- est exemplaire dans sa politique RSE, en interne, et avec ses parties prenantes (distributeurs, partenaires, prestataires...).
- a transformé son business model (offres produits, service client, prévention des risques) vers un modèle régénératif.
- s'engage exclusivement avec des partenaires qui partagent les mêmes valeurs régénératives.
- est devenue le principal catalyseur d'un modèle durable et régénératif sur le marché de l'assurance.
- a embarqué l'ensemble des territoires ultra marins d'Allianz dans son modèle régénératif.

SURSAUT

Les constats partagés durant la Session 1 bousculent nos certitudes sur les questions d'environnement et de climat. Ils nous amènent à prendre conscience à titre personnel de l'urgence à agir et à dépasser la question de la décarbonation pour nous interroger sur le rôle que notre entreprise pourrait avoir dans la régénération des ressources naturelles.

Forts de ces constats, nous avons bâti au fil des sessions de la CEC une conviction selon laquelle nous pouvons agir au niveau du territoire de la Polynésie, en intégrant notre démarche dans la stratégie environnementale et sociétale de notre Groupe.

Nous souhaitons à présent décliner notre conviction dans un plan d'actions.

Nous avons aussi l'ambition de décliner notre plan d'action territorial dans les autres territoires de l'Outre-Mer. Cette agrégation de déclinaisons locales permettra d'être impactant et catalyseur sur l'ensemble de nos territoires.

38

Levier 1

Être exemplaire, en intégrant le développement durable au sein d'Allianz Polynésie.

Objectif d'impacts mesurables

Nombre de réunions de sensibilisation de collaborateurs sous marque Allianz .

Nombre de structures sous marque Allianz labélisées durables.

Taux d'engagement des collaborateurs sous marque Allianz dans des actions sociétales et régénératives.

Plan d'actions

Embarquer tous les collaborateurs sous marque Allianz dans une démarche d'engagement durable et sociétal.

100% des structures Allianz labélisées durables en Polynésie.

Les enjeux écologiques et sociétaux sont systématisés dans nos politiques RH.

Bâtir la stratégie de communication clients.

Levier 2

Être un acteur impactant dans la transition écologique au travers des offres de protection des biens, des personnes et des responsabilités.

Objectif d'impacts mesurables

Taux de primes IARD reposant sur des offres décarbonées et pouvant être en partie utilisées pour des actions de développement durable.

Taux des clients Allianz ayant changé leur modèle de mobilité.

Nombre de bornes électriques installées à partir de conseils d'Allianz auprès de ses clients.

Taux des contrats Épargne orientés vers des fonds de transition.

Plan d'actions

Avoir une offre produits et de services intégrant la transition énergétique en IARD et en ADP.

Avoir une politique d'indemnisation durable.

Mettre la prévention des risques dans une logique d'entreprise à missions vis-à-vis des clients Particuliers, Pros et Entreprises.

Levier 3

Être un acteur de la transformation territoriale en Polynésie.

Objectif d'impacts mesurables

Taux des Pros et Entreprises vertueux.

Nombre de partenaires territoriaux de l'économie circulaire.

Nombre de fournisseurs partenaires qui ont basculé sur un modèle durable voire régénératif.

Plan d'actions

Conclure avec nos partenaires et distributeurs des partenariats de transition.

Coconstruire avec des partenaires des offres de transition alliant des solutions d'assurance et des solutions techniques.

Levier 4

Être un acteur catalyseur en Polynésie et sur les autres territoires de l'Outre-Mer.

Objectif d'impacts mesurables

Nombre de Directions Régionales Outre-Mer ayant basculé sur un modèle durable et régénératif.

Nombre d'assureurs locaux qui ont décidé de faire basculer leur modèle vers un modèle durable et régénératif.

Nombre d'entreprises clientes locales labélisées régénératives.

Plan d'actions

Être acteur de la création d'un label régénératif territorial.

Systématiser les enjeux de développement durable dans la politique interne et externe.

Embarquer les autres territoires de l'Outre-mer.

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

1- Écosystème interne Allianz

Déployer les formations et communication pour embarquer les collaborateurs sous marque Allianz dans la stratégie de durabilité et d'impact positif territorial.

2- Écosystème externe

Créer un réseau de coopération avec d'autres entreprises territoriales autour de notre stratégie .

Intégrer nos partenaires (fournisseurs, prestataires) dans notre démarche.

Développer les axes de préventions sur tous les marchés.

Intégrer notre stratégie dans le processus de constructions et d'évolution de nos offres IARD et Vie (Directions Techniques Direction Outre-Mer).

39

UNE ENTREPRISE
INDÉPENDANTE

SERVICES

11 - 250 SALARIÉS

TAHITI
(987)

POLYNÉSIE
FRANÇAISE

CA

MOINS DE 1 M€

UNE FILIALE

COMMERCE

11 - 250 SALARIÉS

TAHITI (987)

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CA 11 À 100 M€

BANQUE DE POLYNÉSIE

ANDRÉ ALVES DA SILVA

Directeur Général

MATTHIEU CHANDELIER

Directeur RSE

BILAN CARBONE SCOPE

12

OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035

-50%

MODÈLE (DECLARATIF)

BUSINESS AS USUAL

POINT DE DÉPART

CONTRIBUTIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment construire avec l'écosystème des solutions et services financiers adaptés et respectueux des enjeux environnementaux et sociaux afin d'accélérer la transformation durable en Polynésie française ?

NOUVEAU CAP 2035

En tant qu'acteur économique responsable, la Banque de Polynésie s'inscrit dans une démarche collective, avec des engagements volontaristes, structurés autour de l'accompagnement de ses clients dans leurs actions et la sensibilisation de ses parties prenantes internes et externes sur les enjeux liés à la préservation et la restauration de la biodiversité ; l'intégration des sujets sociaux, de bien être au travail et les enjeux liés au dérèglement climatique.

Avec détermination mais aussi avec humilité face aux enjeux, la Banque de Polynésie met en œuvre ces engagements ESG avec 6 objectifs prioritaires déclinés en actions concrètes

SURSAUT

La mission première d'une banque est de rendre possible les projets de ses clients, qu'ils soient personnels ou professionnels. Pendant longtemps, nous avons exercé ce rôle avec sérieux et engagement, en cherchant à financer l'économie et accompagner nos clients vers leurs ambitions.

Mais notre passage par la Convention des Entreprises pour le Climat a tout changé. Cette expérience nous a poussés à revenir à l'essence même de notre utilité et à questionner notre impact réel sur le monde. Nous avons pris conscience que nos choix de financement, nos décisions stratégiques et nos modèles économiques ne sont pas neutres : ils influencent directement la trajectoire écologique et sociale de la Polynésie française.

Au fil des conférences, des ateliers et des échanges avec d'autres dirigeants engagés, un déclic s'est produit. Nous avons visualisé un futur où la Banque de Polynésie ne se contente plus d'accompagner l'économie, mais la transforme, en devenant un moteur de la transition vers un modèle régénératif, respectueux des limites planétaires et porteur de prospérité durable.

Mais visualiser ce futur ne suffit pas. Le travail ne fait que commencer. Prendre cette voie exige des efforts, des renoncements, du courage. Cela demande de repenser notre métier, de faire évoluer nos offres, d'accompagner nos collaborateurs et nos clients vers de nouveaux repères.

Heureusement, nous ne sommes pas seuls dans cette aventure. La grande force de la CEC réside dans son collectif : une dynamique puissante où les entreprises unissent leurs forces pour bâtir un modèle économique plus résilient. Aujourd'hui, nous faisons partie de ce mouvement et nous avons une certitude : il est possible d'allier performance et impact positif, rentabilité et responsabilité. Il ne tient qu'à nous de transformer cette conviction en action.

42

Levier 1

Une Banque engagée sur une cible de réduction de son empreinte carbone pour compte propre entre 2019 et 2030

Objectif d'impacts mesurables

-50% d'émission carbone pour compte propre entre 2019 et 2030.

Plan d'actions

Améliorer notre suivi de consommation

Augmenter la part des EnR dans notre mix énergétique

Déployer en interne la mobilité douce

Repenser nos rénovations/travaux sous l'angle RSE

Réduire nos consommations globales et tendre vers le 0 papier à horizon 2030

Levier 2

Une Banque accompagnant ses clients pour décarboner nos activités

Objectifs d'impacts mesurables / Plan d'actions

Cartographier nos portefeuilles corporate en mesurant nos encours des secteurs les plus émissifs

Mise en place de cible de décarbonosation sur les secteurs prioritaires

Création d'un suivi permettant de mesurer l'évolution de nos encours et le respect de nos engagements (Politiques sectorielles, Respect des droits humains, protection de l'environnement et de la biodiversité...)

Nouer des partenariats pour accompagner nos clients (bilan carbone, label)

Levier 3

Une Banque prenant des engagements en tant d'employeur responsable, offrant un environnement de travail épanouissant, adapté et performant, tout en favorisant l'engagement et le pouvoir d'impact des collaborateurs

Objectif d'impacts mesurables

Collaborateurs ayant réalisé la Fresque du climat > 30%

Déploiement du Mécénat de compétence

Signature d'une politique handicap.

Plan d'actions

Sensibiliser nos collaborateurs à travers un programme de formation (formation e-learning, ateliers...)

Faire intervenir nos partenaires pour sensibiliser les collaborateurs

Signature d'une politique handicap pour garantir l'égalité des chances et l'inclusion des personnes en situation de handicap.

Etudier la mise en place du Mécénat de compétence

Promouvoir la pratique du sport et une alimentation équilibrée

Levier 4

La Banque de Polynésie vise à développer une gamme de produits et services permettant d'accompagner ses clients dans leur transition écologique et de développement des territoires

Objectifs d'impacts mesurables / Plan d'actions

Faire monter en compétence les équipes commerciales sur l'appropriation de l'offre environnementale & sociale et dans l'intégration des enjeux RSE de nos clients

Elargir le périmètre des clients concernés par les analyses RSE de leur activité

Accroître notre contribution à la finance durable

Accompagner les entreprises dans leur stratégie de transformation

Travailler avec des acteurs locaux pour intégrer et agir en faveur de la biodiversité

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

Une Banque, moteur de la transformation du territoire en favorisant les échanges entre les parties prenantes.

Nos objectifs sont :

- Agir selon la charte de la finance durable en Polynésie dont l'objectif est la mise en place de critères ESG communs avec les acteurs économiques.
- Nouer des partenariats et actions de sponsoring en soutien de nos priorités : biodiversité terrestre et marine, sport (rugby), handicap, entrepreneuriat au féminin.
- Continuer à intégrer une démarche de labélisation (Exemple en 2024 avec l'obtention du label « Fenua Engagé »).
- Multiplier nos actions auprès des jeunes et publics en difficultés avec des actions d'éducation financière et budgétaire.

43

UNE ENTREPRISE
INDÉPENDANTE

COMMERCE

11 - 250 SALARIÉS

TAHITI
(987)

POLYNÉSIE
FRANÇAISE

CA

MOINS DE 1 M€

BLUE STAR

LOANA CHIOCCHI

CEO et Gérante

OLIVIA GODELUCK

Directrice et co-gérante

BILAN CARBONE
SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION
CARBONE 2035

MODÈLE
(DECLARATIF)

RESPONSABLE

POINT DE DÉPART

RÉGÉNÉRATIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment notre entreprise peut-elle transformer chaque pas en une action qui régénère les écosystèmes, valorise les savoir-faire locaux, réduit les importations tout en créant une dynamique coopérative et régénérative pour le bien-être des communautés polynésiennes et de leur environnement ?

de régénérer à la fois la biodiversité et le bien-être humain. Grâce à ces actions, notre entreprise contribue à un avenir plus juste, en régénérant le vivant et en cultivant l’harmonie avec la planète.

SURSAUT

NOUVEAU CAP 2035

En 2028, Blue Star est un modèle économique qui met l’humain au centre de son fonctionnement. Nous avons transformé l’entreprise en une S C O P (société coopérative et participative), avec 51% du capital et 65% des droits de vote détenus par les salariés. En 2035, Blue Star est un modèle économique régénératif, nous intégrons des pratiques systémiques qui maximisent la régénération des ressources naturelles, en réduisant notre impact environnemental à son seuil incompressible, avec la réduction, autant que possible, de notre empreinte carbone environnementale, par exemple en maximisant le recyclage, tout en reconnaissant qu’un certain niveau d’impact restera inévitable, comme une part d’importations qui peut être nécessaire si aucune alternative locale viable n’existe. Nous sommes profondément ancrés dans des dynamiques locales et nous avons non seulement réduit de 40% à 50% notre dépendance aux importations, et avons activement créé un écosystème économique local et circulaire, capable

Le déclic est venu d’engagements personnels dans des initiatives de préservation des écosystèmes marins et de promotion de l’agriculture biologique en Polynésie. En tant qu’auditrice bénévole pour des certifications et responsable d’un groupe local SPG Biofeta, ces expériences ont nourri une réflexion profonde. Des lectures inspirantes sur la décroissance et l’entraide, ainsi que des œuvres comme Demain, le film, ont renforcé ce cheminement, porté par un rêve : créer un lieu en pleine nature dédié à l’autonomie. Cette prise de conscience a guidé des choix stratégiques en terme, notamment, de collaboration. Nous avons orienté l’entreprise vers des fabricants utilisant des matières recyclées et des procédés respectueux de l’environnement. Un engagement concret pour l’économie circulaire En 2018, inspirée par l’association kenyan Ocean Sole, notre entreprise a initié un projet local de collecte et de recyclage des savates usagées. Des bacs dédiés ont été installés

afin de permettre au consommateur de réduire une partie de l’impact écologique, et un partenariat a été noué avec l’association Huma Mero pour transformer ces déchets en objets utiles et valorisés, comme des objets artistiques : statues, porte-clés, boucles d’oreilles, etc. Ce projet constitue une étape clé de notre engagement en faveur de l’économie circulaire. Il incarne notre ambition : « Créer une savate qui marche pour le fenua. » Les sessions avec la CEC Pacifique de 2024, ont ensuite été un tournant, révélant la vulnérabilité de l’entreprise face à la dépendance aux ressources naturelles et aux chaînes d’approvisionnement globales. Cette prise de conscience a ouvert la voie à une nouvelle vision : placer l’adaptation et la résilience au cœur de notre stratégie, afin d’assurer un avenir durable et régénératif pour la fabrication de savates (tongs), soit en local, soit en partenariat avec nos voisins du Pacifique.

Levier 1

Prendre toutes nos décisions pour transitionner vers un modèle économique régénératif et circulaire

Objectif d’impacts mesurables

- D’ici 2029, atteindre 20% des ventes sous forme de location ou d’abonnement SAV.
- D’ici 2030, réduire de 20% la part de nos produits importés.
- D’ici 2034, créer 2 nouvelles chaînes d’approvisionnements locales.
- D’ici 2030, créer 5 partenariats stratégiques avec d’autres entreprise locales et dans le pacifique.
- D’ici 2027, mettre en place un indicateur comptable écosystémique pour mesurer l’impact positif sur la biodiversité.

Plan d’actions

- Transitionner vers un modèle économique basé sur l’économie de fonctionnalité (location, abonnement, échange de produits usagés). ventes sous forme de location ou d’abonnement SAV de ta savate, faire un partenariat avec d’autres recycleries existantes.

- Réduire nos importations et développer les filières locales de valorisation des déchets, plastique avec usine local existante qui peuvent transitionner.

- Créer un écosystème économique collaboratif et mutualiser des ressources avec d’autres acteurs locaux complémentaires, concurrents locaux embarqués, et avec nos voisins dans la région pacifique.

- Intégrer des principes de comptabilité écosystémique pour mesurer l’impact positif sur la biodiversité et les communautés.

Levier 2

Innover, sourcer des produits, matériaux biosourcés, biodégradables terre et eau

Objectif d’impacts mesurables

- Une gamme 100 % biodégradable d’ici fin 2029, soit en production locale, soit avec nos partenaires étrangers.
- Et pour les nouveaux investissements R&D progressivement :
 - Tester au moins 3 prototypes d’ici fin 2029.
 - Atteindre 50 % des matériaux locaux ou biosourcés dans la production à l’étranger d’ici 2028 et d’ici 2030 dans les matériaux locaux du fenua.
 - Monter au moins 2 partenariats avec des chercheurs, UNIF, ou artisans, en local d’ici fin 2026.

Plan d’actions

- Concevoir des savates et des textiles bio-régénératifs, biodégradables ou compostables avec nos partenaires étrangers.
- Développer des produits innovants : comme des savates qui auraient une fonction pollinisatrice, savates génératrices d’énergie, des tshirts aux textiles enrichissant les sols, des savates pour des ballades en forêt, des ballades à la plage et qui auraient une fonction régénérative à chaque pas.
- Intégrer des matériaux biosourcés et locaux (caoutchouc naturel, fibres végétales locales).
- Collaborer avec des chercheurs sur l’Université en local, étranger l’université de l’économie bleue, et des artisans dans le but de réussir à fusionner l’innovation et les traditions locales.

Levier 3

Produire et s’approvisionner de manière responsable

Objectif d’impacts mesurables

- Construire ou optimiser une unité de production locale fonctionnant à 80 % avec des énergies renouvelables d’ici 2030, à l’image de PochEco.
- Nouer 5 accords de partenariat avec des producteurs régénératifs d’ici 2029.
- Un rapport de traçabilité pourrait être publié dès 2030.

Plan d’actions

- Investir dans des infrastructures locales pour renforcer l’autonomie et réduire la dépendance aux importations. Construire ou optimiser une unité de production locale fonctionnant à 80 % avec des énergies renouvelables. Faire revivre nos machines de production stockées dans nos ateliers. Collaborer avec des partenaires locaux qui disposent de machines complémentaires pour broyer des plastiques, caoutchouc, ou qui chauffe le plastic et les polymères en local. Recenser toutes les machines en locales qui existent pour construire des solutions chaussantes responsables.

- Actionner des partenariats avec des producteurs locaux ou avec des pays producteurs qui utilisent ou qui pourraient utiliser des pratiques régénératives.

- Mettre en place une chaîne d’approvisionnement transparente et traçable

Levier 4

Valoriser l’économie circulaire et le recyclage

Objectif d’impacts mesurables

- Atteindre un taux de retour de 30 % des produits en fin de vie d’ici 2028.
- Recycler 80 % des déchets de production en nouveaux produits d’ici 2028.
- Concevoir 3 nouveaux produits dérivés à partir de matériaux recyclés d’ici 2027.
- Associer 5 entreprises locales à la chaîne de recyclage d’ici 2027.

Plan d’actions

- Mettre en place un programme de reprise, de réparation et de revalorisation des produits
- Transformer des savates (tongs) usagées en de plus importants objets, produits (semelles recyclées, objets artisanaux) ; tableaux artistiques d’envergures
- Développer un modèle de reprise et de réutilisation en fin de vie des produits : avec la conception de 3 nouveaux produits dérivés à partir de matériaux recyclés
- Collaborer avec des entreprises locales pour maximiser la valorisation des déchets

Levier 5

Embarquer, sensibiliser à l’intérieur comme à l’extérieur

Objectif d’impacts mesurables

- Avoir un “représentant du Vivant” au sein de la gouvernance exécutive d’ici le Semestre 1 de 2026, embarquer et former 100 % de nos employés aux limites planétaires
- Organisation de 5 ateliers de sensibilisation des consommateurs, tous les 5 mois à partir

du premier semestre 2026, pilotés par nos « employés-ambassadeurs »

- Devenir un employeur attractif reconnu pour ses convictions
- Générer au moins 15 nouveaux emplois locaux induits d’ici fin 2027.

Plan d’actions

- Créer une session de formation spécifique sur les enjeux environnementaux et sociaux pour tous les nouveaux arrivants.

- Concevoir et mettre en oeuvre un programme de formation continue en matière de durabilité et d’appréhension des nouveaux enjeux pour l’ensemble des métiers.

- Former et embarquer nos employés et nos partenaires dans notre vision et dans les pratiques écoresponsables.

Former 100 % de nos employés à la Fresque du climat, à la prise en considération du vivant dans leurs pratiques personnelles.

- Éduquer les consommateurs à l’impact environnemental via des ateliers et événements avec l’organisation de 5 ateliers de sensibilisation pilotés par nos « employés-ambassadeurs ».

- Créer des emplois locaux induits autour de la production et du recyclage.

Levier 6

Inspirer et Influencer

Objectif d’impacts mesurables

- D’ici le semestre 2 de 2028, obtenir au moins 1 certification majeure (B-Corp)
- Contribuer activement à 3 projets locaux sur l’écologie et l’économie circulaire d’ici 2030
- Intégrer des mesures d’incitation fiscale aux entreprises régénératives d’ici 2027

Plan d’actions

- Certifier l’entreprise avec des labels internationaux (B-Corp)
- Contribuer à des initiatives locales collectives et dans la région pacifique pour la régénération écologique et sociale : reboisement et agroforesterie, restauration des sols par des pratiques de permaculture ou d’agriculture régénérative, réintroduction d’espèces, remise en route des mangroves ou forêts sous-marine
- Valorisation des savoirs et savoir-faire locaux comme la remise en route et l’application stricte de Rahui dans toutes les zones de la Polynésie avec la création de systèmes de gouvernance partagée et participative.
- Influencer les politiques publiques, les banques, en collaborant avec les autorités pour intégrer des mesures d’incitation fiscale aux entreprises régénératives d’ici début 2027. Influencer les banques pour soutenir à taux 0% des projets qui vont vers des modèles économiques régénératifs.

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

Rejoindre ou développer avec plusieurs acteurs économiques et sociaux un pôle de recherches et d’innovation sur les matières régénératives locales qui remplace les polymères industriels, sorte de FAB LAB coopératif et participatif, qui englobe des acteurs dans la récupération des déchets, les importateurs de pneus, les utilisateurs de déchets de plastique, des usines locales qui produisent du plastique, les chercheurs de l’UNIF du Pacifique et d’Asie

44

45

UN SERVICE ADMINISTRATIF DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

PUBLIC - ADMINISTRATION TERRITORIALE

11 - 250 SALARIÉS

TAHITI (987)

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CA

-

DIRECTION DU BUDGET ET DES FINANCES

SANDRA SHAN SEI FAN

Directrice

CÉCILE GASTAMBIDE

Chargée de mission

BILAN CARBONE SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035

MODÈLE (DECLARATIF)

RESPONSABLE

POINT DE DÉPART

RÉGÉNÉRATIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment favoriser et accompagner l'essor de politiques publiques qui concourent à la résilience de la Polynésie française et à la régénération de ses écosystèmes ?

NOUVEAU CAP 2035

En 2035, 75% des dépenses cotées du budget de la Polynésie française concourent à :

- la lutte contre le changement climatique
- l'adaptation au changement climatique et la prévention des risques naturels
- la gestion des ressources en eau
- la transition vers l'économie circulaire, la gestion des déchets
- la lutte contre les pollutions de l'eau, de l'air, et des sols
- la préservation de la biodiversité, la protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

SURSAUT

La démarche de verdissement du budget a été engagée par la DBF avant d'avoir intégré le parcours de la CEC Pacifique. Cette intégration a d'ailleurs été validée parce qu'elle correspondait au plan annuel de performance pour l'année 2024 présenté par le Gouvernement au moment du débat budgétaire 2024. Mais le parcours CEC nous a fait prendre conscience de l'urgence de lancer nos travaux et de la nécessité d'être plus ambitieux dans nos objectifs. Et surtout nous avons compris que tout ralentissement, pire tout retour en arrière aurait des conséquences irréparables.

Levier 1

Mettre au point la méthodologie de cotation : le budget vert de la Polynésie française.

Objectif d'impacts mesurables

- Disposer d'une méthodologie complète validée par les parties prenantes (groupe de travail, partenaires DIREN / DPE / DIM etc.).
- Disposer d'outils informatiques pour mettre en œuvre le verdissement du budget (masque de saisie FBO, macro de compilation etc.)
- Avoir créé un comité pluridisciplinaire de cotation verte en charge de la relecture et de la consolidation du budget vert.

Plan d'actions

- Déterminer le périmètre de cotation et le calendrier de déploiement
- Déterminer les critères de cotation et les règles de graduation
- Mettre au point les outils de cotation des opérations, de la rédaction du cahier des charges jusqu'au produit fini
- Fixer la méthode de suivi et de consolidation des cotations (comitologie)

Levier 2

Élaborer la stratégie de verdissement du budget de la Polynésie française

Objectif d'impacts mesurables

- Obtenir du Gouvernement l'adhésion à la démarche via des objectifs annuels chiffrés pour le budget 2026
- Intégrer la démarche de verdissement dans le processus budgétaire : faire des critères environnementaux un élément d'arbitrage dès le budget 2028
- Inscrire la Polynésie française dans un programme de notation extra-financier dans les 3 prochaines années

Plan d'actions

- Mettre en place des actions de sensibilisation et des communications officielles à l'attention des membres du gouvernement à la stratégie de verdissement (sessions d'informations et ateliers, communications en conseil des ministres etc.)
- Proposer et faire valider des objectifs opérationnels pour chacun des items (% d'opérations vertueuses au regard des 6 items étudiés)
- Proposer une modification du processus budgétaire qui intégrera la démarche environnementale comme élément d'arbitrage (circulaire gouvernementale)
- Faire réaliser une évaluation de la collectivité via un programme de notation extra-financier (PEFA vert, comptabilité écologique ou autre cadre : à déterminer selon pertinence)

Levier 3

Embarquer les acteurs publics et les acteurs privés dans la démarche environnementale.

Objectif d'impacts mesurables

- 75% de projets structurants qui concourent à la transition écologique
- 100% des prestataires sur des critères de respect des normes écologiques systématique
- La réglementation sur les aides en nature et financières et le code polynésien des marchés publics sont modifiés dans les 5 prochaines années
- Objectif difficilement mesurable : adhésion d'un maximum d'acteurs du secteur privé (entreprises, particuliers, associations etc.) à une démarche écologique par la restriction de l'octroi des aides et autres subventions au financement de projets ayant un impact positif sur l'environnement et en renforçant les critères environnementaux dans les marchés publics

Plan d'actions

- Sensibiliser et former les chargés d'opérations et chefs de service à l'importance du verdissement, puis sur la démarche engagée : principe, méthodologie, objectifs
- Faire appliquer la réglementation en vigueur, notamment la réglementation énergétique des bâtiments (REBPF)
- Participer à l'élaboration de schémas directeurs et dispositifs règlementaires qui concourent au verdissement du budget
- Promouvoir auprès des prestataires de la collectivité, le recours à des organismes de certification de la démarche écologique
- Contribuer aux travaux de révision des textes relatifs aux aides financières pour intégrer les critères environnementaux dans les critères d'éligibilité
- Contribuer aux travaux permettant de rendre les critères environnementaux plus ambitieux voire obligatoires dans les marchés publics relevant du code Polynésien des marchés publics

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

Les parties prenantes externes : les élus, le gouvernement, le MEF, les AMO, prestataires et fournisseurs, les citoyens, les appuis techniques extérieurs (DB État), les banques, l'AFD et la Banque des Territoires, l'État, les satellites

Les parties prenantes internes : les agents de la DBF, les agents de l'administration dont les chargés d'opérations, les services et établissements publics.

Les partenaires / facilitateurs : le délégué interministériel au climat, la conseillère finance climat du MEF, la DIREN, la DPE, la DCO (DCO à embarquer).

Nouvelles parties prenantes à adresser : acteurs de la transition écologique, organisations environnementales (pour travailler sur les critères environnementaux), experts en évaluation d'impact environnemental (pour évaluer les projets et leur conformité avec les objectifs de durabilité), nouveaux fournisseurs de fonds verts ou fonds climat (nouvelles sources de financements), consultants en RSE (pour choisir et s'aligner sur des objectifs sociaux, éthiques et inclusifs), associations sociales et ONG (pour vérifier et accompagner si nécessaire le respect du plancher social).

Partie SURprenante à imaginer (avec qui nous pourrions collaborer alors que ce ne serait pas naturel) : Pablo Servigne, spécialiste en collapsologie, pour préparer la résilience et la survie des populations au mieux.

46

47



- Instaurer un nouveau modèle de gouvernance
- Intégrer la dimension environnementale dans tous les nouveaux projets et gestes quotidiens de la vie de l'entreprise en interne
- Développer de nouvelles coopérations avec les parties prenantes externes sur site avec de nouveaux acteurs pour une démarche plus inclusive et pédagogique.

UN GROUPE

INDUSTRIE

251 - 5 000 SALARIÉS

TAHITI (987)

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CA 11 À 100 M€

EDT ENGIE

DIDIER POUZOU

Président Directeur Général

YANN WOLFF

Directeur technique & performance

BILAN CARBONE SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035

25 %

MODÈLE (DECLARATIF)

BUSINESS AS USUAL

POINT DE DÉPART

RÉGÉNÉRATIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment faire évoluer l'offre électrique Polynésienne vers plus de justice, de sobriété, moins de carbone en consommant moins de biens, moins de ressources tout en délivrant pour tous une énergie durable, sociale dans la juste quantité au juste prix ?

NOUVEAU CAP 2035

En 2035, dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec la Polynésie et les communes, EDT Engie offrira à tous une énergie durable, abordable, dans un juste volume (sans renoncer aux bienfaits de la vie moderne) en créant un maximum de richesses localement. Une attention particulière sera apportée au plus démunis d'entre nous

SURSAUT

Découverte du problème systémique qui remet en cause notre modèle... Nos solutions sont une partie du problème.

52

Levier 1

Être exemplaires sur la décarbonation et la sobriété de nos activités : appliquer l'accord de Paris en baissant de 15 % en 5 ans nos consommations de carburant (hors génération électrique) et nos consommations électriques.

Objectif d'impacts mesurables

Consommation électrique par site et consommation de carburant par service

Plan d'actions

Plan d'action 2025 : test de la démarche sur Marama Nui et monitoring de Puurai en vue d'un plan d'action 2026.

Levier 2

Libérer les énergies renouvelables partout où nous intervenons, développer toutes les solutions crédibles.

Objectif d'impacts mesurables

Taux d'Enr où nous intervenons

Plan d'actions

PV Tahiti, Biomasse , biocarburants

Levier 3

Accompagner nos clients vers plus de sobriété

Objectif d'impacts mesurables

Moins 10 % de consommation en 2030

Plan d'actions

Réaliser des audits, réaliser des guides et des études. Négocier avec le Pays un plan d'action

Levier 4

Favoriser le recyclage et les circuits courts d'approvisionnement

Objectif d'impacts mesurables

500 compteurs recyclés par an et lancement sous 2 ans de 2 filières locales d'approvisionnement

Plan d'actions

Finaliser l'accord avec Face, la Fondation Agir contre l'exclusion et lancer un programme poteaux made in Marquises

Levier 5

Mettre 5 % de nos clients les plus fragiles sous bouclier tarifaire et les accompagner vers plus de sobriété

Objectif d'impacts mesurables

Nombre de clients aidés

Plan d'actions

Refonte de la classe petits consommateurs, mise en place process MDE clients, mise en place filière PV pour tous

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

Le personnel, les clients et les autorités concédantes vont être mobilisées pour s'impliquer à nos cotés sur ces sujets.

53

UNE FILIALE

SERVICES

11 - 250 SALARIÉS

TAHITI (987)

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CA

MOINS DE 1 M€

europ assistance

you live we care*

RABII KARROUMI

Directeur général

MARINE NOGUIER

Directrice des ressources humaines

BILAN CARBONE SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035

MODÈLE (DECLARATIF)

BUSINESS AS USUAL

POINT DE DÉPART

CONTRIBUTIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment, dans le respect des limites planétaires, participer à la construction d'une nouvelle offre de soin pour la Polynésie française qui permette à la fois de promouvoir la pleine santé et d'offrir une prise en charge médicale *in situ* et/ou optimisée ?

NOUVEAU CAP 2035

En 2035, Europ assistance :
La santé est organisée de la façon suivante accessible, bas carbone.

Un acteur majeur efficace de la santé en Polynésie, intermédiaire entre la CPS et les professionnels de santé à la fois pour :

- Améliorer et coordonner les parcours de soin et ainsi limiter les Evasans inter-îles, réduire le temps en Evasan, réduire les coûts
- Développer une offre de téléconsultation qui permette de venir en soutien des soignants dans les îles éloignées.
- Renouer la collaboration avec le système hospitalier en NZ et ainsi orienter de façon privilégiée les patients vers Auckland vs la métropole et en refusant les Evasans à destination des provinces en métropole.

SURSAUT

2024 : la claque !
2024 est l'année de la prise de conscience de la fin d'un système basé sur le pillement des ressources naturelles nous conduisant irrémédiablement à la remise en cause des conditions d'habitabilité de l'Homme sur la Terre.

2024 : la fin d'un système
2024, le changement c'est vraiment maintenant.
Europ assistance Pacifique représente 1% de l'effectif total du groupe mais œuvre sur 30% de la surface planétaire essentiellement maritime. Nous avons le devoir d'agir maintenant et demain.
Avec nos 31 partenaires polynésiens, nous nous engageons résolument à faire changer le monde.
Europ assistance devra participer au sauvetage de la planète pour pouvoir prétendre à continuer de sauver des vies.

54

CC BY NC ND

Levier 1

Réduire notre empreinte carbone au seuil incompressible

Objectif d'impacts mesurables

Réaliser un bilan carbone

Recyclage des déchets

Plan d'actions

Réaliser le bilan carbone d'Europ assistance Pacifique afin de fixer le point de départ de notre action.

Un SSIAD (Service de Soins Infirmiers à Domicile) génère divers types de déchets, dont une part organique issue des soins aux patients (déchets biodégradables comme les pansements en matériaux naturels, compresses non souillées, etc.). En partenariat avec TSP, le projet de recyclage des déchets organiques vise à optimiser la gestion de ces déchets pour réduire leur impact environnemental et améliorer leur valorisation.

Levier 2

Evasaner différemment pour améliorer la qualité de soin et limiter l'empreinte carbone.

Objectif d'impacts mesurables

Développer les partenariats avec la Nouvelle-Zélande pour réorienter les Evasans à destination de la métropole

Renoncer aux evasans vers la province en métropole

Coordonner les parcours de soins pour rendre efficaces les Evasans inter-îles

Plan d'actions

Le développement de partenariats avec la Nouvelle-Zélande pour orienter les évacuations sanitaires (Evasans) des territoires ultramarins vers ce pays, plutôt que vers la métropole, répond à plusieurs enjeux médicaux, logistiques et économiques.

Travailler en partenariat avec les médecins prescripteurs du Centre hospitalier de Polynésie française afin de rediriger les evasans métropolitaines exclusivement vers Paris.

Europ assistance propose de faire évoluer le partenariat entre la Caisse de Prévoyance Sociale, le Centre hospitalier de Polynésie française, les structures de santé publique et les médecins libéraux pour offrir une prise en charge coordonnées des evasans inter-îles et ainsi améliorer la prise en charge des patients dans une logique de mutualisation des moyens et d'économie de santé.

CC BY NC ND

Levier 3

Développer des nouvelles offres de soins en fédérant un écosystème et en proposant des partenariats innovants et vertueux

Objectif d'impacts mesurables

Développer une offre de téléconsultation

Création d'une offre de soin grâce à des bateaux soignants

Plan d'actions

En évitant les trajets vers les structures médicales situées à Tahiti, la téléconsultation réduit les émissions de CO2 liées aux transports. Une étude a montré que l'utilisation de la téléconsultation pendant la pandémie a permis de réduire les émissions de CO2 de 21 465,8 tonnes. Moins de consultations en présentiel signifie moins de besoins en infrastructures physiques, ce qui réduit la consommation d'énergie et les émissions associées. En parallèle, la téléconsultation permet aux patients d'accéder plus facilement et rapidement aux soins évitant également une dégradation de l'état du patient. La téléconsultation facilite le suivi régulier des patients, notamment pour les maladies chroniques, en permettant des consultations plus fréquentes et moins contraignantes. Un parcours de soins anticipé, coordonnée et suivi participe activement à l'efficacité de la promotion de la santé.

En partenariat avec le ministère de la santé, la direction de la santé, l'arass, les dispensaires situés dans nos îles ainsi que la CPS, Europ assistance développe une offre de téléconsultation à destination des îles éloignées.

En partenariat avec le Ministère de la santé, la Direction de la santé, l'Arass, les dispensaires, les armateurs, les transports publics situés dans nos îles ainsi que la Caisse de Prévoyance Sociale, le projet de bateaux soignants inter-îles vise à améliorer l'accès aux soins pour les habitants des îles isolées en déployant un navire médicalisé. Ce bateau serait équipé d'une équipe de professionnels de santé (médecins généralistes, infirmiers, dentistes, spécialistes, etc.) et disposerait du matériel nécessaire pour réaliser des consultations, soins de base, diagnostics et actes médicaux courants.

Levier 4

Devenir un acteur de la promotion de la pleine santé

Objectif d'impacts mesurables

Europ assistance s'engage comme acteur de la promotion de la santé. La sensibilisation de la population polynésienne permet de changer les comportements et d'encourager des pratiques bénéfiques à la société et à l'environnement. L'objectif est l'amélioration de la santé de la population polynésienne encourageant les comportements préventifs dans les entreprises, dans les écoles, dans les églises ... (hygiène, alimentation, vaccination, dépistage).

Plan d'actions

Intervention avec des professionnels de santé
Visites médicales de prévention et dépistage au sein des entreprises : diabète, hypertension,
Programme de sport

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

Ministère de la santé
Direction de la santé
Caisse de prévoyance sociale
Tahiti Nui Télévision
Les écoles
Les églises
Les associations

55

NOUVEAU CAP 2035

En 2035, la Polynésie française a relevé le défi de l'autonomie alimentaire, adoptant un modèle durable et résilient. FenuasMart joue un rôle essentiel dans la structuration de l'agro-transformation, en maximisant la circularité à l'échelle du bassin Pacifique puis Polynésien.

Grâce à un approvisionnement local et responsable, l'entreprise contribue activement à la consolidation et à la préservation des écosystèmes, tout en réduisant les déchets et en favorisant une économie régénérative.

Fenua sMart est une jeune startup dédiée à la valorisation des produits locaux, avec l'ambition d'offrir aux Polynésiens des aliments à la fois délicieux, sains et nutritifs. Elle est née de ma volonté de répondre aux besoins et aux fragilités révélés par la crise du COVID-19, en proposant une alternative durable à la malbouffe.

Grâce à la CEC, j'ai pris conscience des leviers essentiels au développement économique de nos activités, et plus particulièrement de la mienne. Les enjeux environnementaux ne doivent pas être de simples indicateurs de performance (KPI), mais un pilier central dans la construction d'un modèle durable, vertueux et régénératif.

Cette prise de conscience ouvre une véritable opportunité : repenser notre approche et bâtir un nouveau modèle économique capable de structurer l'émergence d'une industrie d'agro-transformation en Polynésie française. Il était impensable de laisser passer une telle occasion.

Générer des impacts positifs sur nos écosystèmes :
- Développer des partenariats pour favoriser les productions locales et responsables en lien étroit avec les acteurs locaux (agriculteurs, clients, fournisseurs ...).

UNE ENTREPRISE FAMILIALE

INDUSTRIE

11 - 250 SALARIÉS

TAHITI (987)

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CA 11 À 100 M€

Gaz de Tahiti

GEORGES SIU

Président-directeur général

LAURA SIU

Adjointe SG - Responsable RH et Projets

BILAN CARBONE SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035

MODÈLE (DECLARATIF)

BUSINESS AS USUAL

POINT DE DÉPART

CONTRIBUTIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Et si Gaz de Tahiti devenait un fournisseur de solutions de mix énergétiques bas carbone en Polynésie française tout en étant acteur du changement de paradigme pour un Fenua durable, robuste et régénératif ?

NOUVEAU CAP 2035

Depuis 50 ans, Gaz de Tahiti se positionne comme un fournisseur de gaz en Polynésie Française. Néanmoins, des applications industrielles de solutions de mix énergétique permettent d'envisager une transformation du modèle d'affaires de Gaz de Tahiti vers un modèle de services.

En 2035, Gaz de Tahiti aura montré son engagement à servir le Fenua avec excellence et avec cohérence vis-à-vis des enjeux climatiques planétaires. Les 10 années à venir marqueront une transformation du mode opératoire de Gaz de Tahiti qui passera de fournisseur de gaz à fournisseur de solutions de mix énergétique bas carbone et décarbonées.

Cette transition est nécessaire pour 2 raisons :

- Le propane et le butane constituent l'énergie de transition la mieux adaptée à la PF, dans une logique de décarbonation et de couplage aux énergies renouvelables. En effet, les gaz liquéfiés, bien que d'origine fossile, ont beaucoup d'atouts : ils sont hautement efficaces en énergie en termes de retour sur investissement, ne produisent pas de méthane (CH4), pratiquement pas d'oxyde d'Azote (Nox), bien moins de CO2 que le Diesel ou l'essence et pratiquement zéro particule.
- Gaz de Tahiti ne peut pas envisager un arrêt complet de son cœur de métier en 10 ans. La fourniture de gaz comprise dans celle de solutions de mix énergétique permet d'entrevoir des leviers de développement et de transition sur ces années.

SURSAUT

Avant la première session, nous avons vu la CEC comme une opportunité de nous remettre en question pour établir une politique RSE, entre autres.

À la fin de la première session, il est apparu évident que les enjeux allaient au-delà de nos considérations RSE et business-as-usual. Au départ, notre ambition était de réduire notre impact sur l'environnement. Aujourd'hui, il s'agit aussi de limiter l'impact de l'environnement sur nos activités (rupture d'approvisionnement par exemple), sur celles de nos partenaires et sur nos vies au quotidien, afin de construire un futur vivable pour les générations futures de notre Fenua. Ce qui est ressorti de la CEC au-delà de nos attentes, c'est également cet esprit collectif né de la prise de conscience collective : l'idée d'une nouvelle forme de partenariat public/privé, la naissance de coopérations inter-entreprises, le rassemblement d'acteurs économiques de toutes tailles autour d'un objectif commun : la préservation de la planète, de ses ressources pour la survie de l'espèce humaine.

En tant que dirigeants de Gaz de Tahiti mais aussi en tant que parents, nous nous sommes engagés dans la transformation de notre modèle économique au service du Fenua.

Levier 1

Réduire l'impact environnemental de notre activité cœur-business au seuil incompressible
Analyser nos procédés sur notre cœur de métier actuel et transformer en priorité ceux qui ont une empreinte écologique négative

Objectif d'impacts mesurables

1. Réduire au seuil incompressible les impacts négatifs de notre activité relatifs à l'empreinte carbone
2. Réduire au seuil incompressible les impacts négatifs de notre activité relatifs à la consommation de l'eau potable
3. Réduire au seuil incompressible les impacts négatifs de notre activité relatifs à la production et la gestion des déchets (ménagers, alimentaires, bureautiques et industriels)

Plan d'actions

- 1.1 Réaliser notre bilan carbone (scopes 1 à 3) en 2026 et définir un plan d'actions d'ici fin 2026 dans le but de réduire notre empreinte carbone.
- 1.2 Le mettre en œuvre sur les années suivantes
- 1.3 Intégrer dans les processus courants le suivi et l'analyse des données d'émission
- 2.1 Réactualiser au 3^e trimestre 2025 les données de consommation d'eau potable de 2024
- 2.2 Établir en 2025 un plan de réduction de consommation de l'eau potable de 50%
- 2.3 Intégrer dans les processus courants le suivi et l'analyse des données de consommations
- 2.4 Mettre en place une citerne de récupération d'eau de pluie ou de recyclage de l'eau pour le traitement de nos bouteilles (Lancement en 2026 - Terminé en 2027)
- 3.1 100% de notre personnel et affiliés (prestataires, intérimaires...) sensibilisés à la gestion des déchets en 2026 pour faire évoluer les comportements (fresque des déchets)
- 3.2 Établir une étude (en interne par le HSE ou en externe) sur notre traitement de déchets (Bilan Déchets) et établir un plan d'actions de réduction en 2026
- 3.3 Étudier les opportunités de (co)développement de la filière de traitement des déchets en PF (lancement 2025)

Levier 2

Être acteur de la réduction de l'empreinte carbone et de la transition énergétique dans tous les archipels de la Polynésie
Construire la robustesse des îles et des acteurs majeurs du Fenua en redirigeant notre offre vers la fourniture d'équipements et de conseils en solutions de mix énergétique à bas carbone voire décarbonées, efficaces et adaptées à notre territoire insulaire

Objectif d'impacts mesurables

1. Investir dans la R&D de solutions bas carbone voire décarbonées
2. Mettre en place des mesures de CO2 évité par les solutions bas carbone et les suivre régulièrement
3. Accompagner l'électrification des usages en utilisant des énergies bas carbone pour la production d'énergie électrique

Plan d'actions

- 3.1 Établir un partenariat d'expérimentation de cogénération en 2025

Levier 3

Intégrer les enjeux sociétaux et environnementaux dans la gouvernance de Gaz de Tahiti

Objectif d'impacts mesurables

- Définir les indicateurs extra financiers à présenter au Conseil d'Administration annuellement
- Environnementaux
- Sociaux
- Conditionner les prises de décisions d'investissements, de développement et continuité d'activité (START, STOP, REPLACE) aux actions à impact positifs
- Intégrer les leviers de redirection et les objectifs d'impacts ici présentés dans la politique de l'entreprise).

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

Pour influencer le changement des habitudes de consommation (énergétique, matérielle)

En interne :

- Sensibilisation de nos parties prenantes :
 - 100% de nos parties prenantes ont suivi une fresque du climat d'ici 2030
 - Actionnaires et personnel (GDT et Petropol et filiales) en 2025-2027
 - Prestataires réguliers en 2027
 - Autres partenaires en 2028
 - Formation de 5 fresqueurs internes Groupe
 - 100% des dirigeants des sociétés du groupe SIU fresqués en 2026 (climat, eau, biodiversité – à définir)
 - Sensibilisation systématique des nouveaux arrivants à la fresque du climat
 - Fédérer le groupe familial autour de la responsabilité socio-environnementale
 - Fresquer les salariés du groupe
 - Organiser de événements d'entreprises autour des enjeux sociaux et environnementaux et sur le thème de la qualité de vie (événements sportifs, formations, marche profonde...)

En externe :

- Redéfinir notre politique de sponsoring et dons en 2025 en faveur d'associations portant sur des causes sociales et environnementales
- Créer ou intégrer une fondation reconnue d'utilité publique ou d'intérêt général
- Faire du lobbying auprès du gouvernement en tant que partenaire
- Création d'une école de la sobriété énergétique (de l'économie régénérative), alliant acquisition de compétences techniques liées aux métiers de l'énergie et comportements responsables localement
- Intégrer des œuvres sociales et environnementales locales par le biais du mentorat en dédiant des heures de travail des salariés à ces œuvres (mécénat de compétences)

58

59

UNE FILIALE

SERVICES

11 - 250 SALARIÉS

TAHITI
(987)

POLYNÉSIE
FRANÇAISE

CA

11 À 100 M€

OSB

Océanienne de Services Business

RALPH LENTCHITZKY

Directeur général

KORALY GODEFROY

Chargée de Développement RH et RSE

BILAN CARBONE
SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION
CARBONE 2035

MODÈLE
(DECLARATIF)

BUSINESS AS USUAL

POINT DE DÉPART

CONTRIBUTIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment OSB peut influencer l'écosystème monétique et numérique en faveur du vivant en alliant innovation, inclusion et durabilité ?

NOUVEAU CAP 2035

En 2035, OSB est une entreprise locale, 100% numérique, accessible et inclusive, offrant des solutions de paiement et des parcours numériques adaptés à tous les profils. En intégrant innovation, flexibilité et durabilité, OSB contribue activement à la régénération des écosystèmes grâce à des partenariats stratégiques et à un engagement fort dans des projets philanthropiques. L'entreprise adopte une gouvernance responsable et mobilise ses ressources pour répondre aux enjeux sociétaux et environnementaux de manière proactive.

SURSAUT

La CEC a révélé une évidence : il est urgent d'agir pour préserver le vivant. Face aux défis environnementaux, fermer les yeux ou attendre ne sont plus des options, cela reviendrait à cautionner l'inacceptable. En tant qu'entreprise, nous avons le pouvoir d'engager notre personnel et nos partenaires dans une transformation responsable. En tant que prestataire de services 100% local, dans la monétique et le numérique, nous avons un défi : comment innover et intégrer des solutions avec notre écosystème qui puissent avoir un impact favorable sur le vivant ? La réponse ne viendra pas seule. Elle naîtra d'une intelligence collective, d'une co-construction avec nos collaborateurs et partenaires. Ensemble, en mobilisant nos expertises et notre créativité, nous pouvons trouver des solutions inédites et durables. La première étape est essentielle : sensibiliser nos équipes. C'est en embarquant chacun dans une vision commune que nous pourrons transformer notre manière de travailler, réinventer nos infrastructures, repenser notre offre et redéfinir nos relations externes. Nous en sommes convaincus : plus nous serons nombreux à agir, plus notre impact sera puissant. OSB s'engage pleinement dans cette voie, avec réalisme mais surtout avec détermination. Il est temps de transformer nos convictions en actions concrètes, au service du vivant.

62

Levier 1

Développer des solutions durables et accessibles tout en réduisant l'impact environnemental

Objectif d'impacts mesurables

Pourcentage de partenaires engagés dans une démarche régénérative.

Plan d'actions

Développer des services monétiques et numériques favorisant l'inclusion des populations défavorisées ou éloignées.

Offrir des options de paiement favorisant des achats responsables (cashback solidaire, micro-dons intégrés, indicateurs d'impact carbone sur les transactions...).

Intégrer des critères environnementaux dès la conception de nos produits et services, afin de minimiser leur impact écologique tout au long de leur cycle de vie. Cela inclut, la réduction de la consommation énergétique, l'utilisation de matériaux durables et recyclables, l'optimisation des processus pour limiter les déchets...

Déployer une offre de cartes numériques ou dématérialisées (réduction des cartes physique grâce aux paiements via smartphone).

Utiliser le laboratoire d'innovation pour rechercher, promouvoir et intégrer des solutions numériques et dématérialisées permettant à nos clients de s'engager dans une démarche régénérative.

Intégrer des indicateurs d'impact environnemental dans la plupart des projets pour évaluer et améliorer leur performance écologique.

Levier 2

Optimiser notre organisation et nos infrastructures dans une logique de réduction de notre empreinte carbone

Objectif d'impacts mesurables

Réduction mesurée de l'empreinte carbone (objectifs annuels à définir à l'issu du bilan carbone).

Progression de la part d'énergie renouvelable utilisée.

Plan d'actions

Mesurer l'empreinte carbone (scopes 1, 2 et 3) et mettre en place des actions pour réduire puis atteindre la neutralité carbone, tout en sensibilisant pleinement les collaborateurs d'ici 2025.

Construire un nouvel immeuble unique et écoresponsable répondant aux normes HQE, avec une livraison pour 2029-2030.

Encourager les comportements écoresponsables :

- Accélérer la digitalisation des processus internes pour réduire l'usage de papier.
- Encourager des pratiques de mobilité douce, comme le télétravail, le covoiturage ou l'utilisation de vélos et transports en commun.
- Mettre en place des incitations pour récompenser les collaborateurs adoptant des initiatives durables (réduction de leur empreinte carbone personnelle, participation à des projets locaux).

Levier 3

Sensibiliser en interne pour embarquer les collaborateurs et donner du sens aux actions qui vont être engagées

Objectif d'impacts mesurables

Nombre de collaborateurs formés aux fresques du climat et du numérique (objectif : 100 % d'ici fin 2025).

Plan d'actions

Mise en place d'une équipe d'Eco Warriors composée de collaborateurs représentatifs des différents niveaux hiérarchiques. Ces ambassadeurs seront chargés de porter les initiatives écologiques et de sensibiliser leurs collègues.

Fresques du Climat et du Numérique : former des groupes de fresqueurs (issus des Eco Warriors) chargés de former et sensibiliser tout le personnel.

Intégrer des objectifs environnementaux dans les plans individuels de développement des collaborateurs.

Communiquer régulièrement

Levier 4

Élargir notre influence au niveau des clients, prestataires et partenaires

Objectif d'impacts mesurables

Rapports réguliers :

- Suivi régulier des actions et ajustement des plans en fonction des résultats obtenus.
- Publication annuelle des avancées pour assurer transparence et engagement.

Plan d'actions

Sensibilisation et communication :

- Animer des sessions de formation à destination des acteurs externes à l'entreprise, sur la fresque du climat et la fresque du numérique.
- Communiquer activement sur les actions de développement durable pour inspirer et sensibiliser le marché.
- Participer à des événements et initiatives écologiques.

Orientations commerciales et associatives

- Privilégier des partenaires ayant un engagement régénératif (objectif : 50 % des fournisseurs d'ici 2030, seuil à ajuster en fonction du bilan carbone).
- Adopter une politique d'achat responsable intégrant des critères environnementaux

Levier 1

Développer des solutions durables et accessibles tout en réduisant l'impact environnemental

Objectif d'impacts mesurables

Pourcentage de partenaires engagés dans une démarche régénérative.

Plan d'actions

Développer des services monétiques et numériques favorisant l'inclusion des populations défavorisées ou éloignées.

Offrir des options de paiement favorisant des achats responsables (cashback solidaire, micro-dons intégrés, indicateurs d'impact carbone sur les transactions...).

Intégrer des critères environnementaux dès la conception de nos produits et services, afin de minimiser leur impact écologique tout au long de leur cycle de vie. Cela inclut, la réduction de la consommation énergétique, l'utilisation de matériaux durables et recyclables, l'optimisation des processus pour limiter les déchets...

Déployer une offre de cartes numériques ou dématérialisées (réduction des cartes physique grâce aux paiements via smartphone).

Utiliser le laboratoire d'innovation pour rechercher, promouvoir et intégrer des solutions numériques et dématérialisées permettant à nos clients de s'engager dans une démarche régénérative.

Intégrer des indicateurs d'impact environnemental dans la plupart des projets pour évaluer et améliorer leur performance écologique.

Levier 2

Optimiser notre organisation et nos infrastructures dans une logique de réduction de notre empreinte carbone

Objectif d'impacts mesurables

Réduction mesurée de l'empreinte carbone (objectifs annuels à définir à l'issu du bilan carbone).

Progression de la part d'énergie renouvelable utilisée.

Plan d'actions

Mesurer l'empreinte carbone (scopes 1, 2 et 3) et mettre en place des actions pour réduire puis atteindre la neutralité carbone, tout en sensibilisant pleinement les collaborateurs d'ici 2025.

Construire un nouvel immeuble unique et écoresponsable répondant aux normes HQE, avec une livraison pour 2029-2030.

Encourager les comportements écoresponsables :

- Accélérer la digitalisation des processus internes pour réduire l'usage de papier.
- Encourager des pratiques de mobilité douce, comme le télétravail, le covoiturage ou l'utilisation de vélos et transports en commun.
- Mettre en place des incitations pour récompenser les collaborateurs adoptant des initiatives durables (réduction de leur empreinte carbone personnelle, participation à des projets locaux).

Levier 3

Sensibiliser en interne pour embarquer les collaborateurs et donner du sens aux actions qui vont être engagées

Objectif d'impacts mesurables

Nombre de collaborateurs formés aux fresques du climat et du numérique (objectif : 100 % d'ici fin 2025).

Plan d'actions

Mise en place d'une équipe d'Eco Warriors composée de collaborateurs représentatifs des différents niveaux hiérarchiques. Ces ambassadeurs seront chargés de porter les initiatives écologiques et de sensibiliser leurs collègues.

Fresques du Climat et du Numérique : former des groupes de fresqueurs (issus des Eco Warriors) chargés de former et sensibiliser tout le personnel.

Intégrer des objectifs environnementaux dans les plans individuels de développement des collaborateurs.

Communiquer régulièrement

63

UNE ENTREPRISE INDÉPENDANTE

COMMERCE

1 - 10 SALARIÉS

TAHITI (987)

POLYNÉSIE FRANÇAISE

CA

MOINS DE 1 M€

PACIF'INK

GUILLAUME REYNAUD

Cogérant - Directeur Général

BILAN CARBONE SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035

MODÈLE (DECLARATIF)

RESPONSABLE

POINT DE DÉPART

RÉGÉNÉRATIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment PACIF'INK, exemplaire en la matière, peut-elle aider les entreprises et organisations à gérer leurs documents de manière durable et écologique par le passage progressif d'une démarche de décarbonation avec mise en œuvre d'une économie circulaire équilibrée entre physique et numérique, à une démarche régénérative du vivant par le soutien d'actions concrètes, positives et réalisables ?

NOUVEAU CAP 2035

Pacif'Ink sera une petite structure décarbonée et régénérative qui montrera l'exemple à son environnement afin de le polliniser dans sa démarche. Pacif'Ink aura placé l'Humain au centre de son organisation et de son développement et sera en mesure d'assurer son avenir par l'implication active de ses collaborateurs, formés et responsabilisés pour ce faire, et en s'appuyant sur des parties prenantes concernées par ses activités au travers de coopérations positives, d'associations et coopérations bienveillantes tournées vers le Bien Commun (la Nature), de fournisseurs et de clients impliqués et partageant les mêmes valeurs. Pacif'Ink aura pour mission de conseiller et d'accompagner ses clients dans la mise en œuvre de solutions pour gérer de manière écodurable, décarbonée et régénérative leurs documents tant sur leur utilisation quotidienne que sur leur stockage par un savant équilibre entre usage numérique et usage physique.

SURSAUT

La première session du parcours CEC a été particulièrement impactante dans la prise de conscience de l'état de notre Nature, des limites planétaires dépassées et de l'état d'urgence climatique dans lequel nous nous trouvons.

Pacif'Ink a été créée en 2018 dans un souci de participer à une moindre pollution de notre environnement insulaire par la mise en place d'une économie circulaire sur une classe de déchets plastiques à usage unique : les consommables d'impression.

Je n'imaginai pas que cela serait insuffisant pour garantir la pérennité de notre Monde ! Grâce à la CEC, j'ai pris conscience qu'il fallait à tout prix aller plus loin, d'une manière ou d'une autre, afin de ne rien avoir à regretter lorsque l'on sera au bout du chemin, au moment de léguer à nos enfants le monde dans lequel nous vivrons...

Cette prise de conscience a eu un impact direct dans ma manière de vivre personnellement mais également professionnellement. Une nouvelle stratégie s'est désormais imposée à moi : rester authentique et tenter de faire mieux que ce j'avais prévu de faire jusqu'alors.

Le parcours de la CEC m'aura ainsi permis de faire le bilan et de me rendre compte que nous étions déjà sur le bon chemin et dans la bonne direction. Il reste cependant à intégrer une nouvelle donnée, le régénératif, et cela implique de dépasser le simple cadre de l'économie circulaire et la décarbonation. Il faut aller plus loin vers le régénératif, d'une manière ou d'une autre !

64

Levier 1

Terminer le recentrage débuté en 2023 : préférer le « systémique - éco-vertueux - décarboné » au « volumique - non éco-vertueux - carboné » et être exemplaire en la matière.

Objectif d'impacts mesurables

- Œuvrer pour avoir un impact carbone positif à horizon 2030
- Préserver une taille limitée de l'entreprise à moins de 10 collaborateurs pour conserver une démarche systémique et agile orientée qualité et client.
- Travailler avec des prestataires, fournisseurs et clients orientés RSE, éco-durabilité et concernés par le régénératif (écolabellisés et/ou ayant une politique de décarbonation)
- Proposer des solutions de dématérialisation/GED écolabellisées à faible impact carbone et gérées localement
- Proposer un catalogue de machines essentiellement reconditionnées.

Plan d'actions

- Maîtriser notre impact carbone et décarboner dès que possible
- Faire un bilan carbone et suivre un plan d'action en découlant pour parvenir à l'équilibre, voire même à un bilan positif à horizon 2030
- Développer, mais sans mettre en péril notre liberté d'action et notre agilité : capacité à nous mouvoir en systémique et nous adapter au futur.
- Renoncer progressivement aux prestataires, fournisseurs et clients non impliqués dans une démarche RSE / décarbonée / écodurable
- Renoncer à participer aux marchés publics et privés orientés bas prix ou peu scrupuleux en termes de RSE
- Renoncer progressivement aux machines neuves dès lors qu'une reconditionnée est possible

Levier 2

Promouvoir et développer notre économie circulaire et le régénératif

Objectif d'impacts mesurables

- Être reconnu et visible comme un acteur responsable de l'économie circulaire et régénérative pour la gestion des documents et des impressions
- Participer à des groupes d'intérêt, associations, comités, commissions ou autres, œuvrant sur des sujets liés à l'économie circulaire et au régénératif
- Favoriser la coopération bienveillante pour le vivant avec des acteurs polynésiens
- Favoriser la coopération constructive avec les acteurs du secteur sans mettre en péril l'équilibre économique
- Soutenir plusieurs actions et projets liés à l'économie circulaire et/ou régénérative pour polliniser d'autres secteurs et d'autres pans de notre société polynésienne

Plan d'actions

- Participer à des actions régénératives
- Participation à des mouvements d'entreprises, forums et autres événements pour promouvoir notre démarche
- Initier et développer la coopération et la coopération sur la gestion des consommables avec les acteurs du secteur.
- Promouvoir et développer la coopération avec des acteurs polynésiens sur des projets circulaires ou régénératifs communs
- Soutenir des projets de décarbonation, régénératifs
- Promouvoir des actions concrètes

Levier 3

Placer l'Humain au centre du développement régénératif de notre organisation en vue de sa transmission et pérennisation

Objectif d'impacts mesurables

- Intégrer le régénératif au pilotage de l'entreprise et sensibiliser les collaborateurs
- Encourager chacun à s'engager au service d'initiatives locales vertueuses
- Former nos collaborateurs
- Favoriser l'inclusion locale des jeunes pour les rendre acteur de leur avenir régénératif

Plan d'actions

- Mettre en place des actions régulières pour sensibiliser nos collaborateurs aux enjeux de notre développement à visée régénérative : (fresque du climat, the Week, atelier empreinte carbone, extrait session CEC, etc.)
- Soutenir des projets, actions d'équipes ou individuelles concrètes en lien avec les valeurs de Pacif'Ink : sport, culture, actions environnementales et sociétales
- Donner les outils nécessaires à nos collaborateurs pour atteindre à titre individuel l'objectif des 2 tonnes
- Former et faire monter en compétences : programme annuel de formation personnalisé
- Favoriser l'emploi local et des jeunes : inclusion et transmission des outils, des valeurs
- Management participatif progressif pour responsabiliser, impliquer et faire participer

Être acteur dans les mouvements d'entreprises engagées : communauté CEC, plan Climat, etc.

Coopération et coopération avec d'autres acteurs polynésiens du secteur ou non.

Resserrer les liens avec les fournisseurs, prestataires, clients et collaborateurs pour améliorer ensemble l'empreinte carbone de notre structure, nos processus, produits et services.

Embarquer l'équipe en interne en organisant des sensibilisations et ateliers sur l'urgence climatique et les limites planétaires.

Communiquer sur nos actions et objectifs avec nos parties prenantes.

65

 ORGANISME PUBLIC	 SERVICES	 11 - 250 SALARIÉS	 TAHITI (987)	 POLYNÉSIE FRANÇAISE	 CA 11 À 100 M€
  VANESSA TIAIPOI Directrice  MAGNOLIA LO Cheffe de service adjointe					
 BILAN CARBONE SCOPE	 OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035	 MODÈLE (DECLARATIF)	 RESPONSABLE POINT DE DÉPART	 CONTRIBUTIF CAP 2035	

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment amener nos usagers, demandeurs d'emploi et entreprises, à devenir les acteurs d'une économie locale à visée régénérative sans pour autant exclure ceux qui en sont le plus éloignés et nous assurer de notre mission de service public accessible à tous ?

NOUVEAU CAP 2035

En 2030, le Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles capte l'ensemble des demandeurs d'emploi qui souhaitent travailler et des entreprises qui recherchent un salarié. Il contribue au développement d'une économie inclusive, résiliente et émancipatrice qui valorise ses ressources propres et ses traditions et qui préserve et régénère son environnement.

Pour cela, le SEFI a réussi à :

- Former et rendre fières les équipes de salariés du service des compétences acquises et de l'impact de transformation que leurs actions auprès des usagers ont sur la planète ;
- Sensibiliser, former et/ou accompagner tous ses usagers à la nécessité de prendre en compte les limites planétaires dans leur activité ;
- Flécher les dispositifs d'aide notamment financières uniquement sur des emplois qui participent à la transformation écologique ou à la préservation de l'environnement ;
- Participer à l'élaboration de politiques publiques de l'emploi plus justes, solidaires et respectueuses de la planète

SURSAUT

La mission principale du Service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelles est de faciliter la rencontre des demandeurs d'emploi et des entreprises sur le marché du travail. Faire en sorte que chaque individu trouve sa place dans la société en accédant à un emploi digne qui lui correspond et satisfaire les besoins des entreprises génératrices d'activité économique et créatrice d'emploi anime à la fois nos réflexions stratégiques avec le Ministère de l'emploi pour élaborer des politiques publiques efficaces mais aussi les équipes qui ont à cœur de jouer pleinement leur rôle dans l'accompagnement de nos publics.

Le défi aujourd'hui est de relier les enjeux socio-économiques qui sont les nôtres aux enjeux du vivant et à l'urgence écologique qui s'impose à nous. L'élaboration de la politique publique de l'emploi et la mise en œuvre des dispositifs d'accompagnement des publics doivent impérativement intégrer cette préoccupation sociétale et ne pas en faire une problématique à part.

Levier 1

Être reconnu comme un service qui œuvre en faveur de la transition écologique en étant exemplaire dans notre fonctionnement interne

Objectif d'impacts mesurables

- Tous les salariés sont formés aux enjeux de la transition écologique et des modules dédiés à suivre obligatoirement sont intégrés au plan de formation continue
- Un plan d'actions annuel qui fixe des objectifs de développement durable à atteindre est co-construit avec les salariés
- L'impact carbone de notre fonctionnement interne se réduit chaque année

Plan d'actions

- Réaliser un plan de formations pour les agents du service avec :
 - Création d'un itinéraire de formations « tronc commun »
 - Création des itinéraires de formations « métier »
 - Accompagnement des managers lors de l'élaboration du plan de formations de leur unité
 - Mise en place d'un espace commun d'accès à de la documentation technique et/ou supports de formation permettant aux agents le maintien ou la montée de leurs compétences
- Rationnaliser et diminuer l'utilisation de nos consommables :
 - Eau
 - Papier
 - Électricité notamment climatisation
 - Transport (diminuer les trajets des agents par le télétravail et changer le parc automobile pour des véhicules « propres »)
 - Tri des poubelles
 - Compost
 - Mini recyclerie
- Permettre aux agents de faire des propositions innovantes et de les mettre en place (intrapreneuriat)
 - Visites d'entreprises à modèles régénératif
 - Espace commun de ressources inspirantes
 - Outils et méthodologie d'idéation
 - Mettre en place des ateliers/réunion/RDV sur la thématique pour créer une culture commune
 - Information/Formation/Sensibilisation "NUMÉRIQUE" :
 - > Veille documentaire accessible à tous ;
 - > Envoi par mail d'affiches ou de fascicules ou de newsletter selon la thématique abordée ;
 - > Groupes de discussion sur la plateforme collaborative.
 - Mise en place d'ateliers sous différentes formes :
 - > Mise en place de « Café débat » portant sur une thématique du DD (tri des déchets, consommation d'énergie, style de vie) avec Visio pour les antennes ;
 - > Visionnage de vidéos de sensibilisation, de témoignages, de conseils, tutos ;
 - > Présentation/conseils d'intervenants (Fenua Ma, Porteur de projets ICRA agissant dans le DD, DIREN, SPAA, Face, etc.).

Levier 2

Rendre les usagers que nous accompagnons acteurs de la transition écologique et de la préservation de l'environnement

Objectif d'impacts mesurables

- Tous les demandeurs d'emploi qui bénéficient des dispositifs du SEFI maîtrisent les savoirs de base liés à la transition écologique
- La part des demandeurs d'emploi qui trouvent un emploi qui intègre les enjeux de la transition écologique et du développement durable augmente chaque année
- La part des entreprises éco-responsables qui proposent des emplois au SEFI augmente chaque année

Plan d'actions

- Intégrer l'apprentissage du développement durable dans toutes les formations proposées et financées par le SEFI
 - Des modules sont dédiés et des projets réalisés durant les formations et une évaluation du niveau de connaissance est effectué
 - Les appels d'offre lancés par le SEFI intègrent des critères d'évaluation des dossiers d'offre sur l'organisme et sur la prestation proposée
 - > La mise en place d'une politique RSE par les Organismes de formation ;
 - > La prise en compte d'objectifs de développement durable dans les moyens et méthodologies pédagogiques ;
 - > La prise en compte dans le suivi post formation d'un accompagnement pour les publics encore fragiles.
 - Une certification co-construite avec les entreprises est mise en place pour identifier le niveau de connaissance en matière de transition écologique des demandeurs d'emploi
- Proposer un accompagnement dédié aux entreprises pour les aider à réaliser des offres d'emploi dans lesquelles le développement durable est intégré :
 - Programme d'acculturation pour les entreprises les plus éloignées
 - Outils et méthodologie d'aide à la définition des postes
 - Accompagnement à la rédaction des offres d'emploi
- Identifier et tagger toutes les offres d'emploi qui concourent à la transition écologique et à la préservation de l'environnement et les mettre en avant
- Quantifier et qualifier les offres d'emploi vertueuses (données statistiques) pour pouvoir mesurer et évaluer les actions mises en place

Levier 3

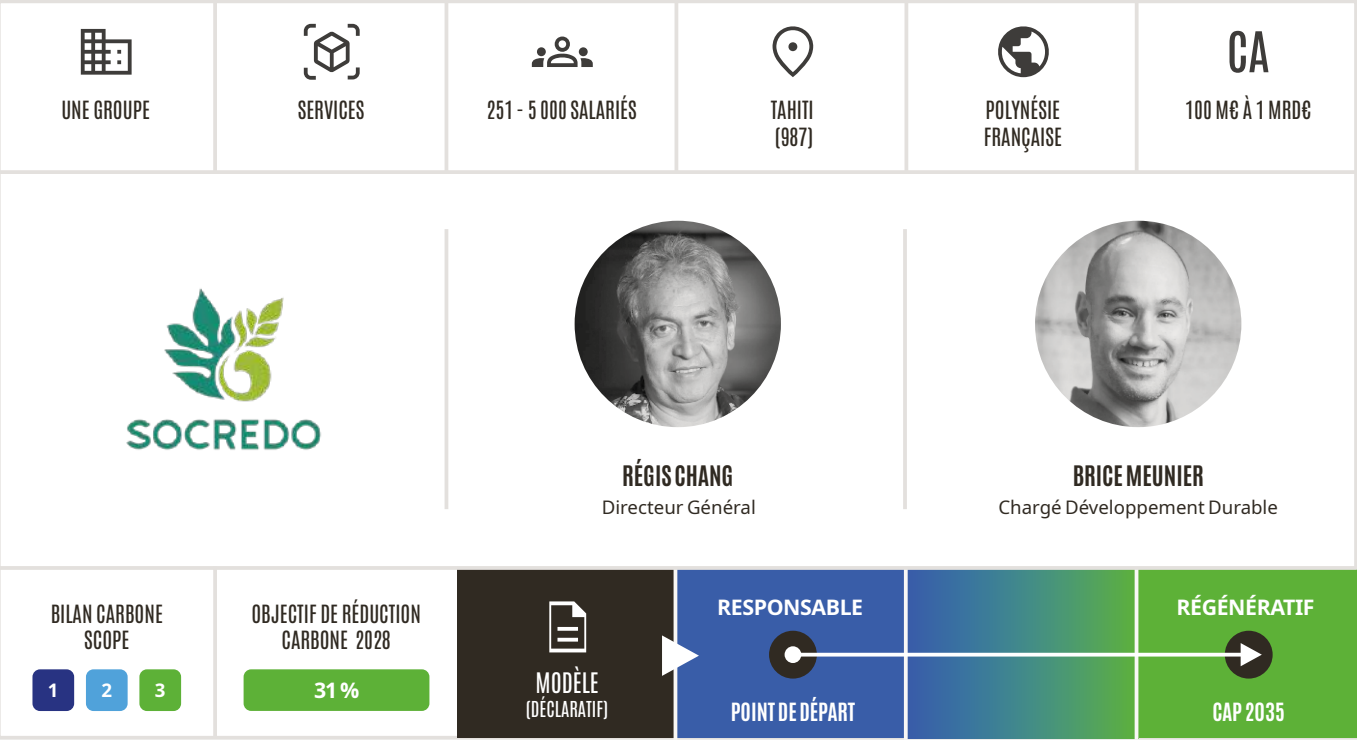
Élaborer des politiques publiques de l'emploi impactantes qui intègrent les enjeux de transition écologique et de préservation de l'environnement

Objectif d'impacts mesurables

- Tous les dispositifs d'emploi et de formation professionnelle intègrent les enjeux de transition écologique et de préservation de l'environnement (aides exclusivement dédiées et/ou bonification des aides)
- La part du budget du SEFI dédiée à des emplois qui intègrent les enjeux de transition écologique et de préservation de l'environnement augmente chaque année.
- Les actions du SEFI sont coordonnées aux actions des autres opérateurs publics et privés de l'emploi.

Plan d'actions

- Mettre en place des critères objectifs qui permettent d'identifier les entreprises, les emplois et les stages vertueux pour pouvoir ensuite suivre et évaluer ceux qui bénéficient d'aides publiques dédiées.
- Intégrer à tous les dispositifs d'aide du SEFI les enjeux de transition écologique et de développement durable :
 - Le demandeur d'emploi ne peut bénéficier d'un dispositif d'aide que s'il a acquis les savoirs de base en la matière
 - Le SEFI octroie des aides financières (aides au contrat de travail) en priorité ou exclusivement aux entreprises engagées dans le développement durable
 - Seules les entreprises engagées dans le développement durable peuvent accueillir des demandeurs d'emploi en stages financés par le SEFI
- Développer des partenariats interservices pour consolider les parcours des demandeurs d'emplois vers les emplois vertueux, les formaliser, les suivre et évaluer leurs impacts
- Identifier parmi les acteurs publics et privés de l'emploi, ceux qui ont une stratégie et/ou des actions tournées vers la transition écologique et le développement durable ou qui veulent s'y engager :
 - Co-construire une Feuille de Route communes et poursuivre les mêmes objectifs compris par tous
 - Construire une base de données communes pour mieux suivre et évaluer les actions et leurs impacts
 - Mettre en place des systèmes de certifications ou labellisations partagées pour pouvoir valoriser ceux qui s'inscrivent dans la démarche
 - Imaginer une gouvernance participative et constituer de comités techniques et de comités de pilotage pour coordonner les stratégies et les actions



NOUVEAU CAP 2035

En 2035, SODIVA aspire à un avenir où :

- Le parc automobile en Polynésie compte plus de 80% de véhicules propres, avec une diminution notable de la pollution.
- Le réseau de bornes de recharge est généralisé, alimenté par de l'électricité solaire produite localement, et accessible gratuitement.
- La gestion des batteries est optimisée grâce à un Centre de Réparation de Batteries (CRB) implanté à Tahiti, qui prolonge leur durée de vie et, une fois en fin de cycle, les convertit en dispositifs de stockage d'énergie.
- Le démantèlement des véhicules en fin de vie est organisé pour garantir une seconde vie aux pièces et composants par le biais du recyclage.

Cette vision pragmatique privilégie une transition vers des solutions durables plutôt qu'un passage forcé au 100 % électrique, évitant ainsi les dérives d'une utopie politico-industrielle potentiellement déstabilisante.

SODIVA, en tant qu'importateur automobile majeur en Polynésie française, s'engage à transformer son modèle économique dans une optique de régénération. En s'inscrivant dans une démarche d'économie circulaire et de transition énergétique, l'entreprise vise à améliorer la qualité de vie des Polynésiens et celle de ses salariés, tout en repensant son offre et ses pratiques. Ce projet ambitieux s'appuie sur une collaboration étroite avec la Convention des Entreprises pour le Climat du Pacifique et les acteurs locaux. Au travers du parcours CEC, nous avons pris conscience qu'il fallait changer notre business modèle d'affaire et qu'il était nécessaire de faire des renoncements, notamment celui du volume, peu compatible avec les limites planétaires et qu'il fallait également arrêter d'importer des véhicules polluants. Ce parcours nous a permis de nous réinventer en créant de nouveaux services et une autre manière de faire du business en lien avec le vivant et notre environnement.

- Régénérer le vivant :
 - Prendre conscience de l'extraction des terres rares afin de rendre à la terre ce qui a été pris à la terre.
 - Replanter et protéger la nature grâce aux coopérations.

UNE ENTREPRISE
INDÉPENDANTE

SERVICES

1 - 10 SALARIÉS

TAHITI
(987)

POLYNÉSIE
FRANÇAISE

CA

MOINS DE 1 M€

TAHITI
Expert
DMC

KAHA BROWN

Directrice générale

JADE ALLAIN

Cheffe de projet

BILAN CARBONE
SCOPE

OBJECTIF DE RÉDUCTION
CARBONE 2035

20%

MODÈLE
(DECLARATIF)

CONTRIBUTIF

POINT DE DÉPART

RÉGÉNÉRATIF

CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment être moteur dans la création d'un nouvel écosystème fédérateur autour duquel nos expériences de voyages participeront à la régénération des écosystèmes terrestres et marins ainsi qu'à un meilleur équilibre social ?

NOUVEAU CAP 2035

Nous avons l'ambition d'être un acteur engagé d'un nouveau modèle de voyages en Polynésie, qui profite à toutes les parties prenantes, par la production de sens, d'émotions et de connexions, qui permet le développement de nouvelles activités systémiques et intègre la régénération du vivant et l'inclusion sociale.

SURSAUT

En arrivant à la CEC nous avons été frappés dès le début par une situation climatique alarmante et un changement de paradigme nous est apparu comme évident et essentiel ! Basés sur un modèle qui intégrait uniquement la décarbonation de séjours nous avons pris la décision de faire évoluer notre modèle vers un modèle qui met au centre de l'activité les enjeux environnementaux et sociaux de la destination !

Mais une question s'est posée : Comment être moteur dans la création d'un nouvel écosystème fédérateur autour duquel nos expériences de voyage participeront à la régénération des écosystèmes terrestres et marins ainsi qu'à un meilleur équilibre social ?

Pour ce faire, nous avons décidé de créer une nouvelle marque « Tahiti Regenerative Travel » qui vise à concevoir, accompagner et vendre des séjours qui permettent aux communautés locales de s'élever économiquement et aux écosystèmes de se régénérer.

74

Levier 1

Rediriger notre offre

En renonçant à un segment de clientèle et à une partie du chiffre d'affaires pour se concentrer sur la création d'un nouveau type de tourisme plus durable et inclusif

En créant des nouveaux séjours/itinéraires qui intègrent le vivant et les limites planétaires

En proposant la compensation carbone avec la réalisation systématique d'un bilan carbone de chaque séjour

En établissant un suivi de l'impact positif créé (environnement, économie, social)

Objectif d'impacts mesurables

- Développer le soutien aux actions de préservation et de régénération de la biodiversité terrestre et marines

- Construire une économie de la fonctionnalités en permettant d'augmenter la réparabilité des déchets ménagers/légers à Tahiti et ses îles

- Transformer l'impact négatif des émissions de CO2 en une action régénérative par une contribution volontaire chiffrée

Plan d'actions

- Réfléchir aux moyens d'intégrer systématiquement le vivant

- Créer différentes expériences de voyage régénératives qui répondent aux enjeux environnementaux et sociaux de la destination

- Mettre en place un système de contrôle et de suivi de la mise en oeuvre des séjours et des émissions carbone liées aux itinéraires

- Établir un bilan moral chiffré des capitaux financier, social et environnemental

Levier 2

Rassembler les nouvelles parties prenantes et engager une collaboration transversale

Par la résilience et l'adaptation de notre entreprise pour intégrer la nouvelle offre

En trouvant un format de financement équitable pour ce nouveau modèle économique

Objectif d'impacts mesurables

- Contribuer à l'inclusion sociale et économique, à l'insertion professionnelle

- Élever le niveau d'éducation grâce à la formation des parties prenantes

Plan d'actions

- Nouer des collaborations avec des structures en adéquation avec les valeurs sur lesquelles les expériences de voyages sont basées

- Établir des partenariats structurants avec des acteurs inscrit dans une démarche éco-responsable pour la conception et la pérennisation de l'offre

- Former les parties prenantes par le biais de partenariats, de mécénat de compétences

Levier 3

Inspirer à donner du sens à notre action et influencer les acteurs locaux au travers de nouvelles actions concrètes

Objectif d'impacts mesurables

- Développer un réseau de partenaires

- Conquérir et embarquer de nouveaux segments

Plan d'actions

- Sensibiliser à la place du vivant dans l'action

- Rendre le contenu communiqué irrésistible

- Nouer des partenariats avec des acteurs locaux

- Partager le retour d'expérience des clients

Levier 4

Adopter un nouveau modèle de rémunération durable et répartir la valeur monétaire de façon plus juste

Objectif d'impacts mesurables

- Financer de façon juste et équitable les parties prenantes de Tahiti Regenerative Travel

- Obtenir un financement durable

Plan d'actions

- Créer une structure intégrant les parties prenantes impliquées

- S'appuyer sur la force des réseaux internationaux

- Nouer des partenariats financiers (banques, pouvoirs publics)

MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES

• En proposant un nouveau type de tourisme plus ancré dans les valeurs polynésiennes

• En participant au développement d'actions de préservation et de régénération de l'environnement local et d'activités professionnelles et associatives

• En fédérant les parties prenantes au travers d'une vision commune et des valeurs partagées, par le biais d'une communication transparente et de récits sincères et authentiques

• En travaillant en collaboration et de manière transversale avec des acteurs engagés

• En favorisant la résilience de l'environnement polynésien au travers d'actions à impact positif lié aux séjours mis en place

75

 UNE FILIALE	 SERVICES	 1 - 10 SALARIÉS	 GROUPE FRANCE / POLYNÉSIE / MALTE	 POLYNÉSIE FRANÇAISE	CA MOINS DE 1 M€
  PASCAL RAVEL CEO  MAEVA JACQUET Responsable commerciale					
BILAN CARBONE SCOPE 1 2 3	OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035 NET ZERO	 MODÈLE (DECLARATIF)	RESPONSABLE  POINT DE DÉPART		RÉGÉNÉRATIF  CAP 2035

QUESTION GÉNÉRATIVE

Comment pouvons-nous modifier notre positionnement et notre business model pour devenir un catalyseur d'écosystèmes régénératifs sans oublier notre ADN qui est d'explorer ?

NOUVEAU CAP 2035

En 2035 le groupe s'appelle Time to ReGen et se constitue d'un réseau de RegenHouse bio-inspirés et implanté autour de la planète où nous pouvons mettre en marche les territoires vers une économie régénérative en s'appuyant sur nos solutions de conseil, de formation et d'innovation régénératives et collaboratives.

SURSAUT

Ingénieur Aéronautique de formation j'ai dirigé des compagnies aériennes. Puis en 2009 j'ai créé Time to Fly, pour aider les acteurs de l'aviation à se développer. En tant qu'entrepreneur dans le secteur de l'aviation, je n'avais jamais remis en cause mon modèle jusqu'à ce que ma fille de 16 ans me dise « papa, toi en fait, tu fais rien pour la planète » rien de surprenant puisqu'à 10 ans déjà elle refusait de manger du nutella pour protéger les orangoutans. Première claque, premier sursaut. C'est donc en 2019 que le groupe s'est orienté vers le développement durable et la décarbonation. La crise du COVID nous a fortement impactés, et nous avons dû nous réinventer, explorer. En 2023, je débarque à Tahiti pour lancer TTFP, une filiale du groupe basée à Tahiti. J'étais confiant dans les premières approches liées à ma volonté de décarboner l'aviation Polynésienne, pour ensuite étendre la démarche au reste de l'économie, pour cartographier son empreinte. Et puis une rencontre en amène une autre, et je me retrouve avec TTFP sélectionné pour participer à la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC) Pacifique. Et la première session a entraîné le deuxième sursaut : la compréhension que la simple décarbonation, aussi primordiale soit-elle, ne suffira pas.

Levier 1

Faire de la mesure d'impact sur les limites planétaires le cœur de notre mission

Objectif d'impacts mesurables

- Développer des Diagnostics basés sur les Limites planétaires
- Mise en place d'une étude impact projet afin d'accompagner la prise de décision
- Maîtriser et développer les méthodes de Plan d'action Regen
- Recrutement d'un Directeur Développement Regen
- Mise en place d'une comptabilité socio environnementale
- Maîtriser notre Bilan Carbone + Limites Planétaires Se doter d'outils numériques responsables

Plan d'actions

- Boussole Limites planétaires à développer en utilisant ou développant des outils adaptés.
- Developper une prestation de stratégie Climat à proposer à nos clients
- Adapter la méthode du Bilan Carbone à la mesure d'impact de projets afin de faciliter la prise de décision extra financière
- Former à la méthode ACT pas à pas
- Développer l'accompagnement à la conformité CSRD
- Adapter la stratégie ReGen à chaque territoire
- Expérimenter les méthodes LIFT et CARE et choisir une comptabilité socio-environnementale à déployer.
- Tableau de bord K2I (Key Impact Indicator) pour le Groupe et les parties prenantes
- Déploiement du tableau de bord K2I chez les clients
- Créer TIme to Innov, société du groupe en charge de développer les outils numériques responsables pour soutenir la Feuille de Route.
- Travailler sur une IA régénérative.

Levier 2

Transformer nos salariés en gardiens de la nature

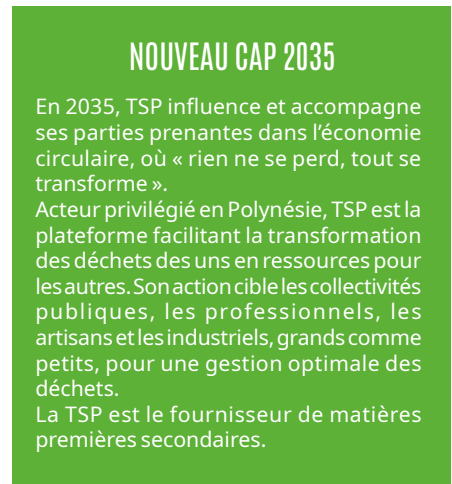
Objectif d'impacts mesurables

- Définir le rôle de gardien de la nature
- Tous les salariés sensibilisent
- Valeurs de recrutement
- Donner du temps pour les projets ReGen
- Plan d'actions
- Le Gardien de la nature s'assure de notre position sur les Limites Planétaires et de promouvoir la connexion au vivant.

- Demander aux salariés de transmettre les valeurs à travers des sensibilisations (fresque ou autre) sur des sujets qui les touchent.
- Mettre au point avec Time to Learn les sensibilisations et fresques.
- Définir des critères de recrutement liés aux spécificités locales et territoriales.
- Donner des heures de dispo pour travailler sur des projets ReGen ou des projets personnels liés à la nature. Ces projets pourront donner lieu à une création de projet Time to...
- Levier 3
- Se connecter au vivant au travers d'écolieux Regen House
- Objectif d'impacts mesurables
- Territorialiser l'activité
- ReGen House
- Animer l'écosystème Time to Regen
- Développement international local
- Plan d'actions
- Recentrer l'activité sur les territoires, décentraliser le développement
- Se former à la mise en place d'un lieu bio-inspiré et régénératif (Mai 2025)
- Ancrer notre lien à la nature dans un lieu bio-inspiré et régénératif à chaque développement territorial
- Sensibiliser / Former / Héberger / Influencer / Incuber / Promouvoir l'économie circulaire dans chacune des ReGen House
- Identifier les territoires sur lesquels nous pouvons nous implanter afin de faire bouger l'écosystème
- Maintenir le statut d'Alumni CEC Pacifique et s'impliquer dans les CEC de chaque territoire
- Levier 4
- Faire entrer la nature dans notre gouvernance
- Objectif d'impacts mesurables
- Formation au Regenerative Leadership
- Création du Time to Regen Group
- Mettre au point des gouvernances alternatives
- Transformer en groupe à mission
- Donner une place à la nature dans la gouvernance
- Plan d'actions
- Former les leaders au Regenerative Leadership, première session 2025 pour P. RAVEL
- Restructuration du groupe pour une holding principale Time to ReGen
- Définir un fonctionnement type holocratie en premier lieu, puis adapter aux territoires
- Faire les démarches entreprise à mission pour Time to ReGen et les filiales

- Définir un modèle de gouvernance permettant de donner une voix à la nature au sein d'un conseil de mission qui regroupera des personnalités de chaque territoire.
- Levier 5
- Pratiquer le renoncement collaboratif
- Objectif d'impacts mesurables
- Développer la collaboration pour déployer la boussole
- Développer le Troc regen
- Mettre en place un scoring des clients et des projets
- Renoncer à travailler avec les entreprises ne souhaitant pas entrer dans le ReGen
- Mettre en place de la formation Open Source
- Plan d'actions
- Sur chaque territoire, ne pas forcément avoir des experts TTFP pour tous les diagnostics de la boussole. Trouver des collaborations permettant d'offrir une stratégie climat complète.
- Pour les prestations de conseil ou formation réserver une partie de la rémunération à un échange de prestation plutôt qu'une monétisation ou utiliser des monnaies locales ou durables. Promouvoir une monnaie locale.
- Pour toutes les prestations nous proposerons une évaluation regen du client. Ce scoring sera adapté au secteur. En commençant par l'aviation et en étendant ensuite.
- Si le client ne souhaite pas se mettre en marche nous devons renoncer à travailler avec.
- Créer une plateforme collaborative de formation, permettant de se former gratuitement, basé sur des échanges de contenu et donc la sauvegarde des connaissances
- MOBILISATION DES ÉCOSYSTÈMES
- La mobilisation des écosystèmes se fait sur plusieurs plans :
- À travers l'implantation territoriale et ReGen house qui permettront de créer des communautés régénératives regroupant nos partenaires, clients, sous-traitants. Les actions qui seront menées sont de l'incubation, de la sensibilisation, du co-working, la réalisation des Bilans Carbone et des projets régénératifs.
- Les salariés du groupe, en tant que gardiens de la nature, sont chargés de maintenir le lien avec leurs écosystèmes (écoles, formation, recrutement, sociétés du groupe, projets régénératifs)
- Intervention dans le congrès, groupes de travail, conférences, pour mobiliser les écosystèmes qui nous concernent avec en premier lieu l'aérien, mais aussi les autres industries que nous accompagnons.
- Appartenance aux Alumni de la CEC et aux autres initiatives régénératives afin de continuer d'apprendre et comprendre cet écosystème.





Kihi :

Les crises climatiques et l'urgence planétaire sont des réalités qui ne m'étaient pas inconnues. Dans notre environnement de travail, nous mesurons l'effet papillon de nos actions, dont l'impact peut se faire ressentir à l'autre bout du monde.

Lors d'opérations de nettoyage des plages, nous avons pu constater que des déchets en provenance de la Chine, de la Russie, de la Corée ou encore de l'Amérique du Sud s'accumulent sur des îles quasi inhabitées.

La rédaction d'une lettre à mon enfant du futur a été une épreuve émotionnellement forte, me faisant prendre conscience que nous sommes tous responsables de l'héritage que nous laisserons à nos enfants. Aujourd'hui, forts de ce savoir, nous nous engageons dans un changement drastique et nécessaire pour l'avenir.

Les mots qui résonnent en moi depuis le parcours de la CEC : Coopération, Partage, Sobriété et Régénération.

Pierre :
Des discussions menées avec des proches m'ont conduit à entendre certains des arguments développés par des climatoseptiques « attributionnistes » (ceux qui reconnaissent la réalité du changement climatique mais qui affirment qu'il s'agit d'un cycle naturel et que l'activité humaine n'est pas mise en cause). Ces discours de personnes qui me sont chers m'ont fait prendre conscience du long chemin qui reste à parcourir pour avoir un mouvement de fond de nos sociétés pour qu'un élan commun pousse l'ensemble des utilisateurs de la Planète à aller dans le même sens de la préservation de notre Pacha Mama.

Pourtant, même si j'avais le sentiment de l'importance de participer à la CEC, je n'imaginai pas la « claque » de la première session de la CEC en général et de la lettre à mon petit fils en particulier... Cette claque m'interdit tout retour au confort de l'ignorance.

Le meilleur moyen pour y arriver est de coopérer, dialogue avec nos parties prenantes.

 UN ORGANISME PUBLIC	 ENSEIGNEMENT	 11 - 250 SALARIÉS	 TAHITI (987)	 POLYNÉSIE FRANÇAISE	 11 - 100 M€
 JEAN-PAUL PASTOREL Président HÉLÈNE JORJY Coordinatrice du projet Narua					
 BILAN CARBONE SCOPE	 OBJECTIF DE RÉDUCTION CARBONE 2035 DE 25 À 40%	 MODÈLE (DECLARATIF)	 RESPONSABLE POINT DE DÉPART	 CONTRIBUTIF CAP 2035	

QUESTION GÉNÉRATIVE

Et si l'UPF devenait un campus
exemplaire du monde de demain,
moteur de l'engagement étudiant,
tirant parti de l'héritage culturel
polynésien pour créer et transmettre
des savoirs, des compétences pour
inventer des solutions durables au
service du Vivant et des générations
futures ?

NOUVEAU CAP 2035

D'ici 2035, l'Université de la Polynésie
Française se réinvente pour devenir une
université des transitions, un modèle
unique de formation, de recherche et
d'innovation respectueux du Vivant,
ancré dans son territoire insulaire et
connecté aux grands enjeux globaux.

SURSAUT

La participation de l'Université de la Polynésie Française(UPF)à la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC) Pacifique a été une expérience profondément transformatrice, nous incitant à repenser notre rôle en tant qu'institution d'enseignement et de recherche face aux défis climatiques.

En effet, la Polynésie française, de par sa géographie, est particulièrement vulnérable aux effets du changement climatique. Face à ces défis, l'UPF ne pouvait plus se contenter d'un rôle d'observateur.

La nécessité de former des étudiants outillés pour comprendre et agir sur ces transitions était devenue une évidence. C'est au travers de cette prise de conscience qu'a émergé une nouvelle dynamique de transformation interne, portée par le projet Nārua, lauréat de l'appel à projet ExcellenceS du dispositif France 2030. Concrètement, l'UPF a donc non seulement revu ses formations de premier cycle pour former des étudiants engagés et compétents, mais elle a aussi amorcé une démarche de transformation institutionnelle pour incarner l'exemplarité.

L'expérience de la CEC Pacifique a permis à l'UPF de capitaliser sur son engagement éducatif en l'élargissant à une vision territoriale et collaborative. La grille de lecture de la « théorie du donut » – qui réconcilie besoins sociaux et limites planétaires – a été une révélation en camp de base pour penser un nouveau modèle universitaire aligné sur la transition écologique.

En collaborant avec des acteurs socio-économiques du territoire, la CEC Pacifique a renforcé l'idée que la transformation de l'UPF ne pouvait être isolée. Elle devait être intégrée à une dynamique collective, impliquant entreprises, collectivités et citoyens. C'est dans cette coopération territoriale que l'université a trouvé un levier puissant pour structurer sa Feuille de Route et par suite, son schéma directeur du développement durable et de la responsabilité sociétale et environnementale (DD&RSE).

Le sursaut est là, et il ne fait que commencer !

Levier 1

Piloter la transformation dans le respect des limites planétaires et du plancher social,et engager nos communautés et notre écosystème

Objectif d'impacts mesurables

- 1. Lancer une dynamique de transformation ambitieuse et collective :
 - 2025 : adoption d'un schéma directeur du développement durable et de la responsabilité sociale et environnementale (DD&RSE)
- 2. Construire une politique de transition inclusive et à visée régénérative :
 - 2026 : 100% des parties prenantes mobilisées et formées aux enjeux environnementaux et sociaux
 - 2027 : adoption d'une politique de transition intégrant la valeur du Vivant
- 3. Ancrer cette politique dans le territoire via une gouvernance partagée :
 - 2027 : adoption d'un pacte territorial pour la régénération, inspiré des réalités locales et des réalités polynésiennes

Plan d'actions

- Pour asseoir cette transition, l'université commence par cartographier les acteurs internes et externes à mobiliser. Elle s'appuie sur la dynamique initiée par la CEC pour finaliser, d'ici fin 2025, un schéma DD&RSE structurant.
- Dès 2026, un parcours de transformation collective est lancé, adossé à la stratégie de l'établissement, fédérateur et porteur d'une vision à long terme. Cette démarche repose sur une gouvernance ouverte et territoriale, incluant un conseil de la transition, et s'appuie sur des ressources humaines, matérielles et financières mobilisées pour garantir l'opérationnalité de l'ambition fixée.

Levier 2

Former des étudiants citoyens du monde de demain, engagés et responsables, acteurs de leur territoire et de ses transitions

Objectif d'impacts mesurables

- 1. Proposer une offre de formation pluridisciplinaire, tournée vers les grands défis planétaires, adossée à la recherche et ouverte à l'international :
 - 2030 : 100% des enseignants et des étudiants formés à ces enjeux
- Création de 4 formations pluridisciplinaires de 1^{er} cycle : transitions, tourisme durable, océan et économie bleue, ingénierie durable, en lien avec les partenaires académiques internationaux
- 2035 : Révision du tronc commun des enseignements pour y intégrer les transitions.
- 2. Développer une offre de formation continue utile au territoire et à ses transitions
- 3. Favoriser une insertion professionnelle utile et engagée :
 - 2035 : 80% des diplômés intègrent ces grands enjeux dans leur métier

Plan d'actions

- L'université forme l'ensemble de sa communauté enseignante aux transitions, en appui sur des pédagogies actives. Les étudiants sont sensibilisés dès leur intégration par des formats immersifs (fresques, ...) et des projets valorisés académiquement (crédits ECTS).
- Les transitions deviennent un fil conducteur de toutes les formations initiales et continues (modules dédiés, cursus spécialisés), du premier cycle au doctorat, y compris pour les étudiants internationaux. Cette refonte repose sur une co-construction avec les acteurs locaux et les partenaires internationaux du réseau Nārua, intégrant les savoirs traditionnels et les besoins du territoire.

- Enfin, le tronc commun est revisité pour ancrer systématiquement les grandes transitions, tandis que l'accompagnement à l'orientation est renforcé pour connecter les compétences acquises aux métiers de demain.

Levier 3

Promouvoir une recherche éthique, ouverte et responsable, dans une perspective régénérative pour la planète

Objectif d'impacts mesurables

- 1. Réorienter les savoirs vers la régénération du système Terre :
 - 2035 : politique de recherche responsable, intégrative et pluridisciplinaire ; 40% des publications en open source.
- 2. Ancrer la recherche dans les dynamiques territoriales et internationales :
 - 2035 : Doublement des partenariats internationaux dans les domaines d'excellence de l'UPF
- Accompagnement de l'entrepreneuriat étudiant et des start-ups à visée régénérative.
- 3. Créer un lieu d'innovation et d'expérimentation au service des transitions :
 - 2030 : Lancement du « Lab des transitions » (RégénLab) : espace fédérateur entre recherche, formation, société et entrepreneuriat durable

Plan d'actions

- L'UPF développe un cadre favorisant la collaboration scientifique, avec une instance de dialogue entre laboratoires (conseil des laboratoires), pour stimuler les approches pluridisciplinaires. Les enjeux environnementaux et sociaux sont intégrés dans la formation doctorale grâce à des modules ciblés.
- La recherche renforce le lien science-société sur les défis planétaires par le biais de rencontres avec les acteurs économiques du territoire et de démarches participatives.
- Enfin, le Lab des transitions s'appuie sur les dispositifs existants (PEPITE, NAHITI) pour catalyser les projets scientifiques et entrepreneuriaux, en lien étroit avec les besoins du territoire et les ambitions climatiques globales.

Levier 4

Transformer le campus au service du Vivant, dans le respect des limites planétaires

Objectif d'impacts mesurables

- 1. Réduire l'empreinte carbone du campus :
 - 2026 : Audit énergétique, y compris numérique
 - 2027 : - 5% de GES par rapport à 2025
 - 2035 : - 25 à 40% de GES, y compris laboratoires
- 2. Optimiser la gestion durable des ressources :
 - 2026 : Tri sélectif généralisé, suivi énergétique des bâtiments
 - 2035 : 50 % des déchets recyclés ou compostés
- 3. Aligner les achats sur des critères écologiques et solidaires :
 - 100% des marchés publics intégrant des critères durables ambitieux
 - 1/3 des achats publics issus du réemploi ou de l'ESS
- 4. Réduire l'impact des mobilités longues distances :
 - 2026 : Adoption d'une charte des déplacements sobres pour les étudiants et personnels
- 5. Proposer une alimentation durable, locale et équilibrée :
 - Menus végétariens quotidiens, indicateurs carbone
 - 50% de produits locaux et biologiques
- 6. Préserver et reconnecter la biodiversité sur le campus :
 - 2026 : Plan biodiversité intégrant des espèces locales
 - 2035 : Infrastructures reconnectées au Vivant

Plan d'actions

- L'université s'engage à réduire son empreinte en menant un bilan carbone complet dès 2025, puis en réorientant sa stratégie d'infrastructures vers des matériaux biosourcés et circulaires. Elle met en œuvre une politique de sobriété numérique incluant formation, éco-conception et gestion durable des équipements.
- Les mobilités longues sont repensées grâce à une charte, des alternatives virtuelles et des dispositifs incitatifs. Les achats responsables sont encadrés par un guide valorisant l'ESS, les labels environnementaux et l'engagement sociétal réel. L'offre alimentaire est transformée, soutenue par des actions de sensibilisation et des consultations diététiques accessibles.
- Enfin, le campus devient un terrain d'expérimentation vivante avec des potagers partagés et un rapport annuel DD&RS pour piloter les avancées.

Levier 5

Offrir une vie de Campus épanouissante et inclusive

Objectif d'impacts mesurables

- 1. Renforcer l'inclusion et la lutte contre les discriminations :
 - 2028 : 100% des associations étudiantes formées aux enjeux d'inclusion
 - 2030 : formations obligatoires pour tous sur l'égalité, la prévention des discriminations et des violences de genre ; 80% des étudiants satisfaits des services d'accueil
 - 2035 : Accessibilité accrue pour les personnes en situation de handicap.
- 2. Déployer une politique d'engagement et de responsabilité sociale :
 - 2029 : Obtention du label DD&RS
 - 2035 : 25% des étudiants investis dans des projets liés aux transitions
- 3. Améliorer le bien-être et les conditions de travail des personnels :
 - 2026 : Baromètre social biannuel, plan de formation au management participatif et à la prévention des risques psychosociaux
 - 2030 : Hausse du recours aux aides sociales (soutien psychologique, logement...)
- 4. Adapter les compétences aux enjeux DD&RSE :
 - 2027 : Diagnostic des compétences et des besoins futurs de l'UPF
 - 2028 : Déploiement d'une offre de formation continue pour accompagner l'évolution des métiers
 - 2029 : 50% des pers. formés aux nouveaux enjeux
 - 2035 : Modèle de gestion durable des carrières
- 5. Favoriser le bien-être et la qualité de vie sur le campus
 - 2026 : Mise en place de dispositifs de soutien psychologique
 - 2035 : +40% de participation aux activités culturelles, sportives et artistiques
- 6. Ouvrir des espaces partagés et intergénérationnels
 - 2026-2028 : Aménagement de tiers-collaboratifs à la BU ouverts aux étudiants, entrepreneurs et retraités ; +50% de fréquentation de ces espaces
 - 2030 : 80% des événements ouverts aux habitants et aux partenaires du territoire

Plan d'actions

L'université adopte une charte de l'inclusion, renforce l'égalité femmes-hommes, et améliore les conditions de travail par la participation, la flexibilité et un meilleur accompagnement social. Elle forme aux compétences des transitions, intègre les projets à impact dans les cursus et soutient les initiatives étudiantes (fonds d'aide aux projets responsables, ...). Des activités bien-être sont proposées à tous (yoga, méditation, sport-santé...). Enfin, un réseau de citoyens ambassadeurs du campus renforce le lien avec le territoire, autour d'espaces partagés et de dynamiques intergénérationnelles (jardins pédagogiques, espaces verts ouverts ...).



Les projets coopératifs

L'INTENTION

Susciter l'émergence de projets coopératifs territoriaux inspirés des écosystèmes vivants

L'environnement est un bien collectif qui appelle une responsabilité partagée. Cela nécessite de devoir faire face à des problématiques sociologiques, politiques, territoriales. Aussi, l'idée de développer des projets communs au-delà de l'élaboration des Feuilles de Route des entreprises a rapidement émergé au sein de la CEC dès 2021. En Polynésie, un territoire à la fois morcelé et contraint, cette dynamique s'est imposée. Très vite, pendant le parcours, un besoin d'avancer ensemble s'est fait sentir. Dès la deuxième session, les participants ont porté une attention toute particulière sur des questions qui concernaient les entreprises privées comme les administrations et institutions du territoire.

LA MÉTHODE

L'équipe CEC s'est mise au service des questions collectives.

Étape N°1 : Appréhender les enjeux du territoire

Les dynamiques à visée régénératives cherchent la création de valeur positive pour les écosystèmes et les territoires. Comment répondre aux enjeux de redirection écologique en prenant soin du vivant en Polynésie ? Lors de la session 2, les premières réflexions ont commencé. Les participants ont été amenés à s'intéresser aux projets qui pouvaient répondre aux besoins fondamentaux. En guise de préparation au développement de projets coopératifs pour notre territoire, quatre intervenants ont participé à une table ronde croisée : Sébastien Deux, gérant du bureau d'études GT Industrie PF, Mounia Ait Ofkir, directrice de l'AFD en Polynésie, Pascaline Jamet, directrice adjointe de FACE Polynésie et Armelle Merceron, professeure agrégée d'économie et de gestion, ancienne ministre, femme engagée au sein de l'UFFO Polynésie. À la question « Comment changer de modèle ? », trois leviers ont été identifiés : le 1^{er} levier, la prise de conscience, l'engagement ; ensuite la contrainte par la réglementation et la fiscalité ; et enfin le financement. Les participants ont été encouragés à avoir une approche globale centrée sur l'amélioration de la vie des populations et à collaborer avec les pouvoirs publics. L'animation d'ateliers nommés Ruches coopératives a permis l'expression de tous, d'appréhender et structurer les enjeux et les problématiques de notre territoire polynésien sur les thématiques suivantes : se nourrir, se loger, se déplacer, financer le monde résilient, travailler et créer, gérer les ressources et déchets.

Étape N°2 : Susciter la créativité

En session 3, sur le principe d'un jeu de l'oie imaginé par l'équipe CEC, les groupes de travail ont cheminé par étapes depuis la synthèse des besoins communs exprimés préalablement, aux pistes d'idées à des propositions de projets coopératifs concrets.

Étape N°3 : Déclic

Fallait-il challenger les premiers projets et faire participer l'ensemble des dirigeants et Planet Champions aux thématiques territoriales ? Affirmatif. Et c'est en session 4 que le déclic s'est produit. Un questionnaire interactif a permis de récolter près de 700 propositions toutes confondues. Un travail considérable de synthèse a été réalisé

La finance s'engage

Les acteurs publics et privés majeurs de la finance présents sur le parcours, reconnaissant l'absolue nécessité de répondre à l'urgence climatique et plus largement aux défis environnementaux, de biodiversité, économiques et sociaux auxquels la Polynésie française doit faire face, se sont engagés à être moteurs d'une transition énergétique, écologique, économique, socialement juste et inclusive et respectueuse des limites planétaires et à contribuer aux plans et politiques sectorielles. La Socredo, la Banque de Polynésie, La Sofidep et Ofina ont élaboré, puis signé une charte de la finance responsable au terme de la session 6.

Cette chartre repose sur quatre principes directeurs :

- Reconnaissance des limites planétaires et des socles sociaux : nous intégrons dans nos actions la prise en compte des limites écologiques définies par la science et le respect des droits fondamentaux des populations.
- Enjeux d'atténuation, d'adaptation et de préservation de l'environnement : en Polynésie française les enjeux d'adaptation aux aléas climatiques et de préservation de l'environnement sont primordiaux. Bien que modeste à l'échelle mondiale, l'atténuation des émissions du territoire impose un devoir d'exemplarité et de transformation de la société vers un modèle plus durable.
- Transition juste et inclusive : nous agissons pour garantir que la transition écologique profite à tous, en réduisant les inégalités et en soutenant les communautés les plus vulnérables.
- Innovation et transformation culturelle : nous soutenons des modèles économiques innovants et favorisons un changement de nos cultures d'entreprises et de nos institutions, nos pratiques et nos relations avec les parties prenantes.

par l'équipe CEC en un temps record pour extraire l'essentiel de ces propositions. Celles-ci ont servi de base à des débats stimulants et extrêmement enrichissants. Les participants se sont positionnés avec beaucoup d'enthousiasme et une belle énergie. Les projets coopératifs territoriaux étaient nés !

Étape N°4 : Action et concrétisation

Dix projets ont pu être approfondis en session 5, certains ont été regroupés parce que cela faisait sens. Quatre ont finalement été retenus : îlots de culture en ville, Charte de la finance responsable, Maison du climat, Partenariat public/privé. L'un d'entre eux, la Charte de la finance responsable, a été signée en fin de parcours.



LES CHALLENGES

Quatre projets coopératifs sont à ce jour engagés à différents stades d'avancement

autour du financement du monde résilient, de la coopération et de la résilience du territoire et de la préservation de la biodiversité

PROJET	THÉMATIQUE	PORTEURS	AVANCEMENT			
			IDÉE	PROJET DÉFINI	RÉALISATION ENGAGÉE	PROJET CONCRÉTISÉ
Charte pour une finance responsable	Financer le monde résilient	Socredo Banque de Polynésie Sofidep Ofina	✓	✓	✓	✓
Îlots de culture	Coopération et résilience territoriale	AOA Polynesian Forests	✓			
Partenariat Public Privé	Coopération et résilience territoriale	Gaz de Tahiti ADE Banque de Polynésie DB Tahiti	✓	✓		
Climate house	Coopération et résilience territoriale	Soram Time to Fly Pacifique AOA Polynesian Forests Université de la Polynésie française	✓			

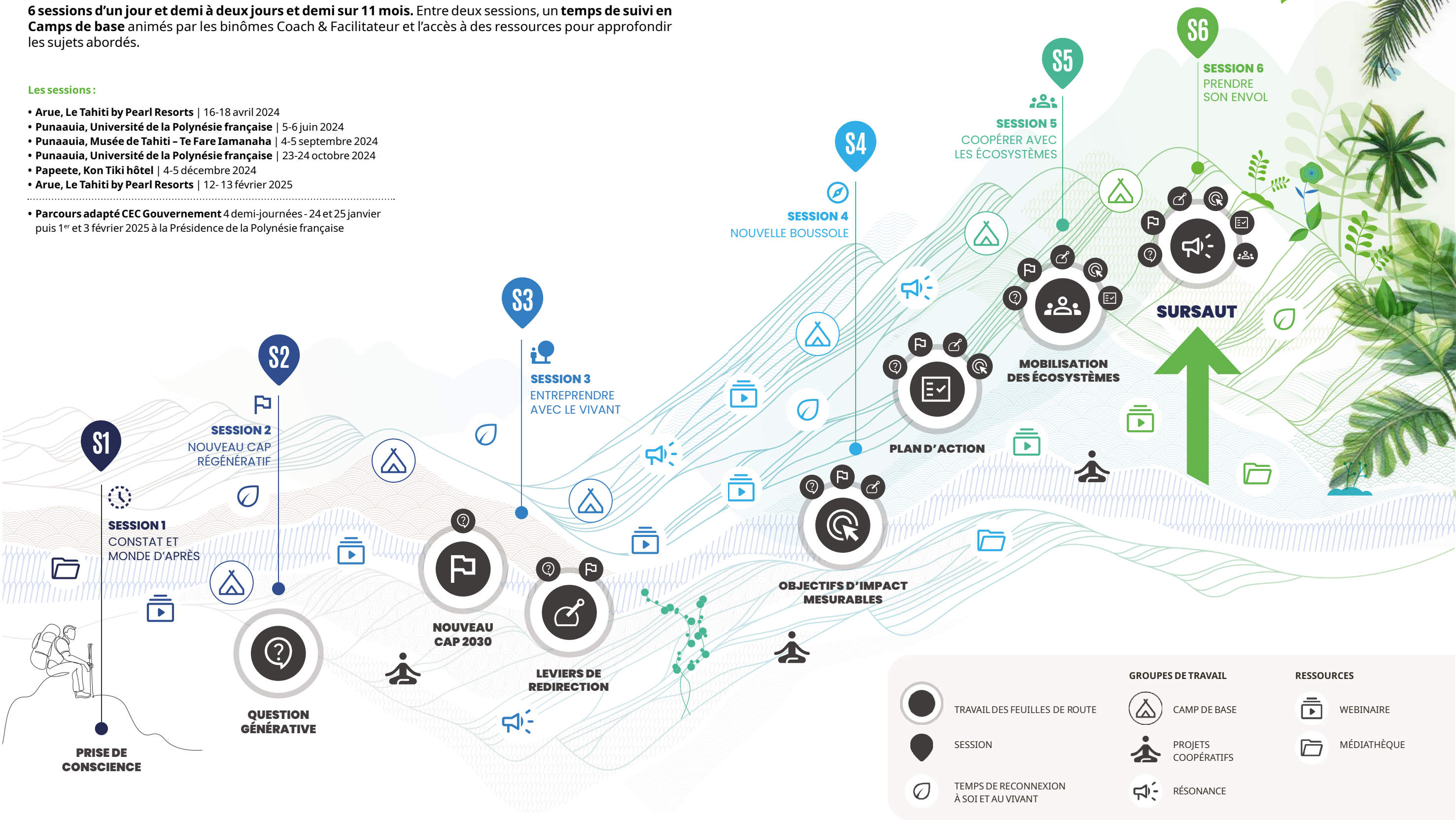


Le journal de bord des sessions

6 sessions d'un jour et demi à deux jours et demi sur 11 mois. Entre deux sessions, un temps de suivi en Camps de base animés par les binômes Coach & Facilitateur et l'accès à des ressources pour approfondir les sujets abordés.

Les sessions :

- Arue, Le Tahiti by Pearl Resorts | 16-18 avril 2024
 - Punaauia, Université de la Polynésie française | 5-6 juin 2024
 - Punaauia, Musée de Tahiti – Te Fare Iamanaha | 4-5 septembre 2024
 - Punaauia, Université de la Polynésie française | 23-24 octobre 2024
 - Papeete, Kon Tiki hôtel | 4-5 décembre 2024
 - Arue, Le Tahiti by Pearl Resorts | 12- 13 février 2025
- Parcours adapté CEC Gouvernement 4 demi-journées - 24 et 25 janvier puis 1^{er} et 3 février 2025 à la Présidence de la Polynésie française



Session 1

| 16-18 avril 2024

Constat et monde d'après, une première session bouleversante



La première session de la CEC Pacifique s'est tenue du 16 au 18 avril 2024 à l'hôtel Le Tahiti by Pearl Resorts, à Arue, sur l'île de Tahiti, en Polynésie française. Bercés par l'océan dans la baie de Matavai, les participants sont arrivés les uns après les autres, décidés, motivés, engagés. Certains ont partagé leurs doutes, tous ont fait part de leur enthousiasme à démarrer une aventure pleine de sens.

Ils attendaient de cette aventure « d'avoir des clés », « des outils », « des connaissances sur les enjeux », « une vision plus claire sur les problématiques », ils voulaient « du concret », mais aussi « faire l'expérience du collectif ». Ils ne savaient pas encore à quel point leur vie allait basculer.

Nature et culture

L'accueil s'est fait au soleil couchant dans les jardins de l'hôtel. Les participants ont été invités à former un cercle tout autour de Tuariki Teai, un jeune polynésien de 14 ans, fils spirituel du grand homme de culture John Mairai.

Les 64 dirigeants d'entreprises et représentants d'administrations de Polynésie française ainsi que les 14 membres de l'équipe CEC Polynésie ont, ensemble, porté une attention toute particulière au vibrant ōrero de Henri Hiro déclamé par Tuariki.

Le terme « ōrero désigne à la fois l'art oratoire, le discours, ou l'orateur lui-même ou encore l'action de déclamer ou de prononcer un discours. Cet art ancestral réservé autrefois à des initiés comme des messagers royaux, des récitateurs de généalogie ou encore des harangues guerrières, tient toujours une place importante dans la vie polynésienne et c'est pourquoi Tuariki a été le premier à prendre la parole.

*Ja ora te natura / Bonjour la nature
Tahiti e, Tahiti-nui ! / Ô Tahiti, Tahiti la grande
Tahiti nui māre'are'a, Tahiti i te afeafe rau / Grande Tahiti à la brume dorée, Tahiti aux milles sommets
Tahiti nui i te vai uri rau Ua rau te huru o te 'oto o te manu / Grande Tahiti aux milles rivières ténébreuses, Tahiti, aux milles chants d'oiseaux
Aruerue no to'u manava, Orofena e tū i te ra'i ātea, Tara faateni no te 'ai'a tumu / À toi Orohena, qui se dresse dans le ciel immense Toi le sommet qui chante mon pays
Tahiti no te Ao mā'ohi e / Tahiti du monde polynésien
A tō rā i te Arofa nui, E a huaai i te 'ati here / Engrosse-toi du grand amour, et enfante une descendance chérie
Ei papa, 'ei vauvau no te iho tupu nei, E a tau a hiti noa atu / Pour qu'elle devienne le roc et le réceptacle pour l'homme du pays à tout jamais*

Les bases étaient posées. Le collectif ancré et (re)connecté à l'aspect culturel de la démarche était prêt et attentif.

Pierre Baudry, P-dg de la TSP, une société qui propose des services adaptés aux collectivités dans les secteurs de la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables, a expliqué les raisons de sa présence. À la question : « Pourquoi participer à la CEC ? » il a répondu : « Parce que la question de savoir ce qu'on peut faire, nous qui vivons dans un petit milieu insulaire, a le mérite d'être posée. Je veux discuter avec des gens capables de me dire que ça vaut le coup d'y réfléchir, que ça vaut le coup de tenter. On a le droit de se tromper, on n'a pas le droit de rester sans rien faire ».

À ses côtés, Kaha Brown, directrice générale Tahiti expert DMC persuadée qu'on est arrivé à un moment critique de la vie sur Terre. « Je veux apprendre d'autres méthodes qui amènent à un changement à notre échelle et surtout à l'échelle collective ».

Un message d'Éric Duverger, fondateur de la CEC a permis de rattacher l'ouverture du parcours Pacifique à une dynamique collective plus large. Il a posé les trois mots qui allaient accompagner les participants tout au long des prochains mois : gratitude, aventure et partenariat. Les réalités scientifiques et biologiques sont incontestables, il est impératif de repenser les business models et susciter les prises de conscience intellectuelles et émotionnelles nécessaires.

« Nous y voilà »

Cette première session était dédiée au partage d'un constat unanime sur le dépassement des limites planétaires et les impasses de notre modèle de développement actuel. « Engager une bascule de l'économie extractive vers une économie régénérative d'ici 2030 », telle est la raison d'être de la CEC.

Les conférences se sont enchaînées : changement climatique et impact sur notre Territoire, biodiversité, explosion des crises, ressources et sobriété. Elles ont été complétées par des ateliers consacrés à quatre des neuf limites planétaires qui concernent tout particulièrement la Polynésie : sol, eau douce, acidification de l'océan et énergie, mais aussi par des temps de respiration comme une marche consciente dans la nature pour faire écho aux premiers sentiments, une méditation guidée permettant à chacun de se recentrer et de se connecter à son corps et son cœur.

Abîme et sursaut

Guillaume Reynaud, directeur général de Pacif'ink qui propose des solutions pour des impressions responsable a évoqué son « malaise » et son « mal-être ». « On nous a mis face à la situation. On a tous, déjà, un



certain nombre d'informations mais par facilité, par déni, on oublie. Ou alors, on n'en garde qu'une partie. Mais quand on assemble le tout, c'est l'abîme. À quoi bon continuer à vivre, avancer ? Le monde va dans le mur. »

Dans le public, l'émotion était palpable « J'ai pleuré, j'ai eu mal, je suis remué, je suis chamboulé et en même temps, je suis entouré de gens bienveillants qui ont tous eu la même prise de conscience » ou bien encore « Je suis au fond du trou suite au diagnostic présenté, même si j'avais conscience de beaucoup de choses, les chiffres sont là, les grands changements s'approchent à grande vitesse. » C'est la qualité et la rigueur des interventions qui ont permis cette prise de conscience implacable par les participants.

La dernière journée a plongé les participants au cœur des interactions entre nos sociétés, les organisations et le système Terre. La visioconférence d'Arthur Keller, spécialiste réputé des risques systémiques et des stratégies de résilience collective et intitulée « Que faire face aux enjeux systémiques inédits du 21^e siècle ? » reste l'un des temps forts de l'ensemble du parcours. Il a encouragé les participants à « faire différemment, [se] préparer aux ruptures, sortir du déni et [s']attaquer collectivement aux problèmes de fond », à « faire le choix du déclin plutôt que du déclin ». Son intervention a participé au passage au sursaut du collectif. Spécialisé en stratégie écologique, Côme Girschig a confronté l'auditoire à l'impérieuse nécessité d'une bifurcation, sortir de la logique volumique et démontre l'impasse de la technologie « Cela impose de faire autrement. »

Marie-José Brard, directrice générale d'Ofina, un établissement financier « perturbée » a témoigné de sa confiance. « Je suis décidée à y aller. L'urgence est là, on ne peut pas faire autrement. »

Cette première session a été également consacrée aux premières rencontres entre les dirigeants au sein de leur Camp de base, l'espace dédié aux travaux d'écriture de leur Feuille de Route durant tout le parcours. Accompagnés de leur binôme COFA (Coach Facilitateur), ils ont pris le temps de partager leurs compréhensions des constats, leurs ressentis et leur peine pour le monde. Cela a été la claque, la bascule, la plupart des participants ont dit avoir ressenti « une transformation profonde de leur perception de l'urgence écologique » éprouvant de la gratitude pour l'expérience vécue. Des liens se sont tissés, un sentiment d'appartenance à un collectif a émergé.

« Quand on assemble le tout, c'est l'abîme.
À quoi bon continuer à vivre, à avancer ? »



Lecture
par Silvy Deschamps-Baron

« Nous y voilà ! Nous y sommes. Depuis cinquante ans que cette tourmente menace dans les hauts-fourneaux de l'incurie de l'humanité, nous y sommes. Dans le mur, au bord du gouffre, comme seul l'homme sait le faire avec brio, qui ne perçoit la réalité que lorsqu'elle lui fait mal »

Fred Vargas,
extrait de La Troisième révolution, lu le 1^{er} jour.



Session 2

| 5-6 juin 2024

Cap vers le régénératif, quand l'émotion laisse place à la raison

Pour cette deuxième session, les participants ont repris le chemin de l'école. Ils se sont retrouvés à l'Université de la Polynésie française les 5 et 6 juin 2024. À cette occasion, ils ont pris place dans un espace propice à l'autonomie, la concentration, la persévérance, l'écoute en groupe et la production des premiers travaux sur leur Feuille de Route.

L'objectif de cette session, structurée en plénière en matinées et camps de base les après-midis, a été la réintégration des activités et des modèles économiques dans les limites planétaires durant deux journées. Marine Noguier, directrice des ressources humaines chez Pacifique Europ Assistance, a démarré la session plus consciente que jamais de son empreinte carbone. « Je ne pensais pas qu'en vivant en Polynésie on pouvait avoir une empreinte si importante. Il faut qu'on commence à réfléchir ensemble aux solutions ! »



Les journées ont permis aux participants de questionner la raison d'être de leur organisation, les principales composantes de leur modèle économique ainsi que leur éco-(in)compatibilité face aux enjeux environnementaux et sociaux. La théorie du Donut a présenté une vision optimiste de l'avenir commun de l'humanité : une économie planétaire qui crée un équilibre prospère, un espace sûr et juste pour tous grâce à son design distributif et régénératif. La voie est tracée, c'est par là que nous devons nous diriger !

Haere a nae, on y va !

Mathieu Baudin, directeur de l'Institut des futurs souhaitables, auteur, conférencier, historien et prospectiviste de formation, a exploré avec les participants les moyens de prévoir et de façonner demain. Il a listé les 3 "A" d'un futur souhaitable :

- Abandonner ce qui ne fonctionne plus,
- Améliorer ce qui peut être optimisé,
- Adopter de nouvelles pratiques.

Emery Jacquillat, président de la CAMIF, co-fondateur de la Communauté des entreprises à mission, s'est concentré sur la nécessité de penser la raison d'être de son entreprise et l'alignement de son modèle d'affaires. « Nous vivons une période extraordinaire, car c'est à nous de bâtir le monde de demain, dans lequel les générations d'après se sentiront bien ! » Romain Cristofini, directeur leadership régénératif et développement chez Lumia a mis en exergue un « modèle serviciel » dans lequel l'entreprise reste propriétaire des biens qu'elle loue. Dans cette dynamique, il devient possible d'aligner les intérêts de tous et de développer des solutions intégrées de réduction de consommation. En conclusion, il a rappelé que le terme « crise », qui peut être souvent synonyme de danger, devient en réalité une opportunité de changement. Let's go !

Parmi les dirigeantes présentes du parcours, Loana Chiocchi, gérante et associée de Blue star, une marque locale de tongs, la solution reste la prise de conscience et l'éducation : « il faut développer en nous notre raison d'être, qu'est-ce qu'on a envie de faire ? La nature n'a pas besoin de l'humain pour avancer, sans nous, elle se régénérera toute seule. Qu'avons-nous envie de vivre avec elle, comment collaborer avec elle ? » « On réfléchit désormais avec notre tête pour préparer notre Feuille de Route régénérative, est-ce qu'on va arriver ? », a interrogé Heimana Ah-Min, directeur de cabinet au ministère de l'Agriculture. « Pour l'instant, je trouve que les outils sont intéressants, je vais pouvoir les réutiliser avec mes équipes. Cela me servira, car je pourrai les mettre en œuvre rapidement. »

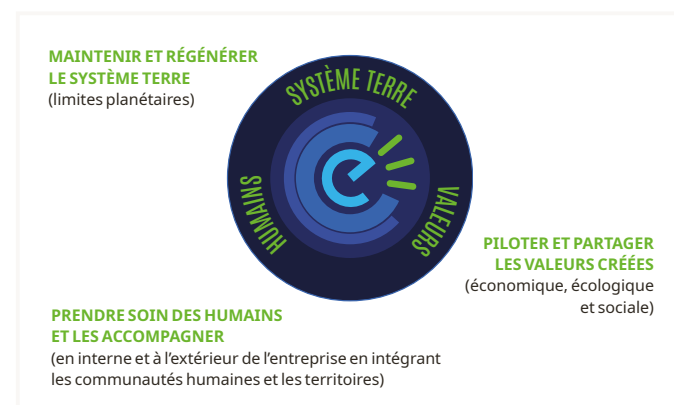


Comment changer de modèle ?

Dans le cadre de la préparation au développement de projets coopératifs, quatre intervenants ont participé à une table ronde croisée afin d'alimenter les réflexions et d'appréhender au mieux les enjeux de notre territoire. À la question « Comment changer de modèle ? », trois leviers ont été identifiés : la prise de conscience et l'engagement ; puis la contrainte par la réglementation et la fiscalité ; et enfin, le nerf de la guerre, le financement à travers des incitations portées par des partenaires comme le groupe Agence française de développement (AFD) qui peut financer, accompagner et accélérer les transitions. Les participants se sont mis en mouvement. Répartis en « ruches coopératives », ils ont identifié les enjeux et les problématiques de notre territoire polynésien sur des thématiques correspondants aux besoins essentiels humains : se nourrir, se loger/habiter, se déplacer, travailler et créer, gérer les ressources et les déchets ou encore financer le monde résilient. Cette deuxième session a posé les premières bases pour engager un avenir régénératif, grâce à une collaboration active et une réflexion approfondie. Quel est le principal problème à résoudre pour rendre son modèle économique compatible avec les limites planétaires et les enjeux sociaux ? À l'instar de la neige qui disparaît dans les stations de ski par les effets du changement climatique, à quel type de neige, nos organisations du Pacifique devront-elles faire face pour sauver notre habitabilité commune et la pérennité de leur organisation ? Les participants ont dû, pour cela, sortir de leur zone de confort. Les échanges, empreints de bienveillance et de coopération, ont



renforcé la confiance entre eux et ont donné naissance à une véritable communauté déterminée et engagée. Marine Noguier a conclu sur l'intérêt de la CEC à ce stade : « Elle rassemble des partenaires d'univers différents, de parcours différents qui représentent le monde d'aujourd'hui. Si nous, à notre échelle on arrive à s'entendre, à s'écouter, à trouver des solutions, on pourra le reproduire à l'échelle d'une entreprise, d'une commune et pourquoi pas, d'un pays ? » Elle a promis, comme d'autres à ses côtés, d'apporter créativité et ténacité.



Session 3

| 4-5 septembre 2024

Entreprendre avec le vivant, l'optimisme de retour



C'est la notion d'entreprendre avec le vivant qui a servi de fil conducteur à cette troisième session.

Les dirigeants polynésiens ont abordé ce nouveau rendez-vous avec entrain. « On a la chance très tôt, depuis notre plus jeune âge de baigner dans la nature, de vivre avec la nature, de vivre au rythme de la nature. On intègre très tôt, de manière consciente ou inconsciente, les questions de biomimétisme, c'est presque une évidence de poursuivre dans cette voie. » Pour autant, ils ont eu beaucoup à apprendre.

La session a eu lieu au Musée de Tahiti – Te Fare Iamanaha les 4 et 5 septembre 2024. Accueillis par un orchestre de musique traditionnelle composé de joueurs de flûte nasale et de *pahu* (tambour polynésien) et par l'incontournable danseuse et chef de troupe Marguerite Lai, ils ont été mis dans le bain sans transition. Au loin, entre les jardins du musée et la silhouette de Mo'orea, l'île voisine de Tahiti, dans le turquoise du lagon, passaient dauphins et baleines.

Kihi Tuiho, ingénieur d'études pour TSP, a « adoré » l'introduction de Marguerite qui « À sa manière sait nous secouer et nous remettre en question. Pourquoi est-on là ? Elle nous a rappelé que l'on appartient à la terre, mais que la Terre ne nous appartient pas. On commence à avoir des pistes d'idées, nos Feuilles de Route se dessinent en accord avec ce qui nous entoure ».

Au cœur du sujet

« Cette session commence bien, on a enfin l'impression de rentrer un peu plus dans le cœur du sujet », a commenté le directeur général d'Air Tahiti, Edouard Wong Fat.

Dubitatif en démarrant, Xavier Ducerf, directeur régional Alliant Polynésie, s'est lui aussi exprimé : « Je ne savais pas exactement ce qui allait sortir de tout cela, ce que j'allais pouvoir en faire, car je suis dans le monde du service et il est moins évident de se projeter dans la protection du climat, de comprendre le rôle de l'entreprise que lorsque l'on fabrique quelque chose, que l'on vend des produits. J'y vois plus clair aujourd'hui, en particulier grâce à la durée des sessions relativement longue. Je constate que ce temps était indispensable pour comprendre et maturer les idées ». Au cours de cette session, il a été question d'entreprendre avec le vivant, de révolution bleue, de biomimétisme ou encore d'économie symbiotique avec des intervenants de haut vol : Jean-Pierre Goux, Laura Magro, Isabelle Delannoy rappelant que « Dans un monde fini, il n'y a pas de durabilité sans régénération, et il n'y a pas de régénération sans coopération avec le vivant ».

Joie, enthousiasme, espoir

La présentation de projets, concrets, a permis d'avancer sur la piste des nouveaux récits, d'explorer des imaginaires inspirants et souhaitables de la transition qui restaient jusqu'alors sombres. Finalement, au cours de cette troisième session, l'équipe de la CEC Pacifique a senti les participants « sortir des émotions désagréables ». Ils se sont « reconnectés avec la joie, l'enthousiasme, l'espoir » !



« On commence à avoir des pistes d'idées, nos Feuilles de Route se dessinent en accord avec ce qui nous entoure. »



Session 4

23-24 octobre 2024

Nouvelle boussole, changer de repères et d'indicateurs

L'actualité est chaude au moment d'amorcer cette quatrième session. La 7^e limite planétaire relative à l'acidification de l'océan, pourrait être franchie, ce qui est très préoccupant pour nous au milieu du Pacifique. Les puits de carbone terrestres auraient massivement chuté en 2023 sous l'effet de gigantesques incendies et de sécheresses longues et répétées. La nécessité qu'ont nos entreprises de basculer leur modèle vers l'économie régénérative est impérieuse. C'est dans ce contexte que s'ouvre le parcours. Objectifs ? Créer et mesurer de la valeur environnementale, sociale et sociétale, réinventer sa performance, redéfinir ses indicateurs et repenser le partage de la valeur. Ces objectifs ont été au cœur des journées à ce moment du parcours.



Innovation et nouvelles coopérations

Cette 4^e session a été organisée une nouvelle fois à l'Université de la Polynésie française les 23 et 24 octobre 2024 dans une configuration différente, en partenariat avec les Nāhiti Innovation days ; ce qui ne tenait pas d'une coïncidence, bien au contraire !

Porté par l'université et les membres du consortium Nouvelles approches pour l'innovation et la technologie dans les îles de Polynésie française, l'événement baptisé Nāhiti Innovation days a réuni des entrepreneurs, chercheurs, étudiants et investisseurs autour de conférences, ateliers et tables rondes pour échanger sur la question : « Comment faciliter l'émergence des projets innovants en Polynésie et les accompagner à chaque stade de leur développement ? » Ainsi, les participants à la CEC ont pu rencontrer les acteurs de l'innovation et entrevoir de potentielles coopérations.

Mener la transformation interne

Complétée par les témoignages d'Alumni des parcours nationaux, cette session a été l'occasion de partager les actions de sensibilisation aux enjeux écologiques déjà mises en œuvre par les entreprises du parcours Pacifique, à l'attention des CODIR, COMEX et équipes : Fresque du Climat, Atelier 2 tonnes, The Week...

Elle a permis par ailleurs d'éclairer les dirigeants sur les fondamentaux du changement, notamment liés à l'emploi, à l'organisation du travail et la transformation culturelle de l'entreprise.

Premiers indicateurs de performance

Dominique Méda, auteure, professeure de sociologie, a posé le cadre des limites de la croissance, elle a invité les participants à changer de repères et à adopter de nouveaux indicateurs de richesse pour mieux mesurer ce qui compte vraiment et évaluer le bien-être d'une société. Gilles Bonvarlet, directeur général du groupe Sodiva, a fait part de ses changements. « Ma conscience a évolué entre ma volonté du 100% électrique que j'imaginais complètement adaptée à la Polynésie. Désormais, j'ai conscience qu'il faut respecter un certain nombre de prérequis avant d'importer les véhicules et se poser les bonnes questions dans le cadre de l'économie circulaire. »

Experte des enjeux environnementaux et des politiques publiques associées, Annabelle Berger a partagé les opportunités de la comptabilité socio-environnementale. Dorothee Browaeys, biologiste, spécialiste des enjeux économiques et politiques de l'écologie, a appelé à intégrer pleinement la valeur du vivant.

Pascal Ravel, le président de Time to fly, une société de conseil aéronautique, a témoigné. « On a vécu les montagnes russes, on est parti à fond, on a vécu un choc, il a été difficile d'encaisser la session 1. On commence à voir qu'il y a des outils, on s'intéresse à présent aux moyens de faire les mesures d'impact. »

Ces interventions sur le changement de repères et d'indicateurs, sur la comptabilité socio-environnementale, sur la valeur socio-écologique en territoires, ont fourni de précieux outils et des clés aux participants qui ont établi des indicateurs de performance adaptés à leurs secteurs et activités.

Les Feuilles de Route ont progressé. Après avoir identifié les leviers de redirection correspondant aux orientations majeures qui contribueront à réussir l'impact régénératif visé, les participants ont défini les objectifs d'impacts mesurables. Ils ont également fait avancer les projets coopératifs territoriaux : que faire ensemble pour changer la Polynésie ?

Pour André Alves Da Silva, directeur général de la Banque de Polynésie, toutes ces avancées ont été rendues possibles par la prise de temps et de recul. « Au quotidien, c'est compliqué, voire impossible, nous vivons à une vitesse infernale. » Il a poussé plus loin l'analyse, appréciant le pouvoir du collectif. « J'appartiens à un groupe, un environnement, j'ai des collègues qui ont des idées préconçues comme nous avons tous, avec la CEC je sais que je ne suis pas seul à réfléchir aux moyens d'avancer dans ce contexte ».



MODÉRATION ET SOBRIÉTÉ ENVIRONNEMENTALE



NOUS NE SOMMES PAS LE NOMBRI DU MONDE, C'EST LA NATURE!



23/10/2024 CEC
Munoz 2024

Session 5

| 4-5 décembre 2024

Embarquer ses écosystèmes, la coopération pour ouvrir de nouvelles voies

L'avant-dernière session de la CEC Pacifique a eu lieu à l'hôtel le Kon Tiki, à Papeete. Cet immeuble de huit étages est l'un des plus hauts de la ville, il surplombe le port de pêche et le port de commerce, il laisse le regard porter loin sur l'horizon. Son nom fait référence à l'incroyable histoire de Thor Heyerdahl (1914-2002). Anthropologue norvégien, celui-ci a cherché à prouver que les Inca avaient exploré le Pacifique. Pour ce faire, il a conçu un radeau qu'il a baptisé Kon-Tiki et sur lequel il a embarqué avec un équipage le 28 avril 1947 au Pérou. Le Kon-Tiki a dérivé sur 8 000 kilomètres, il a atteint l'archipel des Tuamotu 101 jours plus tard. Pour réussir, il faut toujours essayer, tels des explorateurs. La CEC est là pour essayer, encourager, accompagner. Romain Vidal, directeur général des hôtels Pearl Resorts : « Les enjeux environnementaux et écologiques dépassent l'individu et les entreprises. Avec la CEC, on est là pour ça, on ne trouvera peut-être pas la solution, mais on change individuellement et on changera professionnellement pour amoindrir, limiter et rendre compatible nos activités avec le monde de demain ».

« Cette bascule vers une économie régénérative doit se généraliser. Il faut embarquer tout le monde, cela ne doit pas rester qu'entre nous, il faut que cela se déploie, il faut en parler. On a besoin d'une contagion positive » exprime l'une des coach facilitatrice du parcours. C'est pour cette raison que la coopération a été l'élément fédérateur de cette session. Pour la toute première fois, des représentants de l'Agence française pour le développement (AFD), de l'Ademe, de l'Office français de la Biodiversité, des représentants des institutions du Pays, ou encore d'associations du territoire ont été conviés à des rencontres inattendues pour explorer les conditions de nouvelles coopérations, faire émerger de nouvelles alliances au service de la redirection écologique.



Coup de cœur

Parmi les temps forts de cette session, qui s'est tenue les 4 et 5 décembre 2024, sont à noter les témoignages Alumni et la conférence de Charlie Felgate sur le leadership régénératif. « Ce style de leadership s'inspire de la nature. Je suis convaincu qu'il n'y aura pas de transition vers une économie régénérative sans leadership régénératif, et pour cela il doit être incarné. » Un coup de cœur ! Grâce au leadership régénératif, « Nous nous réveillons à ce que cela signifie vraiment d'être pleinement humain ». Avec ses mots, ses arguments et son intention, Charlie Felgate a marqué les dirigeants et Planet Champions de la CEC Pacifique. Sur la plateforme aéroportuaire de Tahiti, Aéroport de Tahiti (ADT) essaie déjà d'engager de nouvelles collaborations avec les différents acteurs. « Voyons comment les faire évoluer dans le futur, comment agir ensemble au lieu d'être dans la compétition. Il faut créer des projets qui ont du sens et qui vont faire avancer la Polynésie et les Polynésiens », a résumé Jérémy Taute, de la direction technique d'ADT. Francine Tsiou-Fouc, directrice adjointe de la Direction de l'environnement (Diren) : « La CEC nous permet d'être ambitieux. La régénération peut peut-être prendre du temps, mais nous sommes désormais convaincus par le fait, qu'un plan d'actions réalistes pourra embarquer nos écosystèmes, nos collaborateurs, chaque acteur de notre société ».



Montée des curseurs

Les multiples exercices et ateliers de montée des curseurs ainsi que la poursuite des travaux d'écriture des Feuilles de Route lors de cette session ont permis d'ouvrir de nouvelles voies : percevoir le renoncement comme une opportunité, imaginer la façon d'intégrer le vivant dans les modèles d'affaires, prendre conscience plus concrètement des coopérations possibles. « Jusqu'alors on y pensait, peut-être, maintenant on les verbalise. Le challenge ? Les conforter et maintenir les relations que la CEC nous a permis d'avoir », a conclu Virginie Bruant, directrice de la société DB Tahiti. Pour Ralph Lentchitzky, directeur général de l'Océanienne de service business (OSB), la coopération est un mot-clé, « Elle démarre en interne, avec le personnel mais aussi les prestataires, fournisseurs, clients et même le gouvernement. C'est un travail quotidien ». Si on veut voir un changement dans le monde, il faut commencer par changer soi-même. « La CEC est un chemin de transformation personnelle avant d'être professionnelle. Ce mariage entre les deux est épineux en raison des contraintes et injonctions diverses, mais il est aussi puissant, transformateur, novateur, et plein d'espoir pour les générations futures qui s'inquiètent pour l'avenir » a résumé l'une des membres de l'équipe avec sagesse.



« Pourquoi est-on là ? (...) on appartient à la terre, (...) la Terre ne nous appartient pas. »



Session 6

Prendre son envol

Témoigner, s'engager, se projeter

| 12-13 février 2025

Une petite année s'est écoulée. L'équipe CEC Pacifique et les participants ont grandi, gagné en connaissance, mais aussi en confiance et en compétences. « *Moi, dirigeant, je suis prêt à prendre des risques, à me mettre en danger, et je l'affiche* », semblaient-ils dire. Ils ont vécu, ensemble, une épopée sans équivalent. Une fresque des Souv'Avenirs leur a rappelé les temps forts de leur parcours. La CEC Pacifique a commencé à écrire l'histoire du changement de ton territoire.

Vanessa Tiaipoï, chef de service au service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (Sefi), a participé à cette session pleine d'espoir. « *J'ai une foi profonde en l'être humain, en sa capacité de résilience, et les possibilités de changer, et donc je me dois moi-même de l'essayer et j'espère que plein de gens seront embarqués avec moi.* » Tout comme Widric Gandouin, responsable développement de la société de financement du développement la Polynésie française (Sofidep), « *On doit réagir et agir ensemble. Il y a encore des options, il faut les saisir rapidement* ».

Les lignes ont bougé

Tout au long du parcours, les lignes ont bougé. Torea Arsac directeur du service client Soram Pacifique, expert en solutions bureautiques à Tahiti, a confirmé, « *Chaque entreprise, chaque dirigeant, s'est donné à fond professionnellement, personnellement pour pousser les curseurs le plus loin possible* ».

Les participants se sont retrouvés, le 12 et 13 février 2025, là où tout avait commencé à l'hôtel Le Tahiti by Pearl Resorts, à Arue. L'heure n'était plus aux présentations, mais à la finalisation des Feuilles de Route, au bilan et aux remerciements.

La charte pour une finance responsable a été le premier projet coopératif territorial formalisé et signé par les quatre acteurs majeurs du secteur financier présents dans le parcours CEC Pacifique durant cette session. Une première victoire ! Elle traduit la volonté commune de répondre à l'urgence climatique et aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques du territoire



Cette session de clôture, cet instant solennel de remise des Feuilles de Route, a été un véritable moment de célébration. Elle s'est inscrite dans la culture polynésienne. Les participants ont pu savourer les fruits de leurs efforts, pour aller plus loin et ancrer tout ce travail sur le long terme, ils ont mis en terre des plants apporter à cet effet.

« Mon futur et celui de vos enfants »

Plusieurs interlocuteurs se sont relayés dont le gouvernement polynésien mais aussi des représentants des générations à venir. Mathilde Sintès, lycéenne, bénévole de la CEC Pacifique, du haut de sa quinzaine d'années, a adressé un message qui n'a laissé personne indifférent : « *Chaque Feuille de Route représente une partie de mon futur et celui de vos enfants. Aujourd'hui vous avez la responsabilité de notre*

avenir. Durant ces 11 mois, la CEC vous a donné les outils pour espérer sauver, ou du moins réparer à votre échelle la planète que vous nous laissez. Vos interrogations ont changé du moins pour ceux qui ont conscience de la situation. Mais Tahiti, la Polynésie, ce n'est pas juste une destination ce sont des générations d'histoires. »



La table ronde en présence des alumni Valérie Ader-Plaziat, fondatrice de Columbus consulting, Bertrand Bailly est co-fondateur de Davidson consulting, Matthieu Brunet, président d'Arcadie et du fondateur de la CEC, Éric Duverger a constitué un moment fort durant cette session, un coup de boost pour les participants qui ont longuement échangé avec eux. Tous s'accordent sur l'énergie nécessaire à déployer au quotidien à la transformation, le besoin d'y croire et de fédérer l'ensemble de son éco-système dans la joie.

Céline Maillon, responsable marketing et référente RSE chez Ofina, a interrogé : « *Le parcours s'achève. On se dit que c'est la fin ? Et bien non, ce n'est que le début de cette transformation pour un nouveau modèle économique* ».



Pour Hélène Jorry, directrice de projets stratégiques à l'Université de la Polynésie française (UPF), « *Le parcours nous a permis qu'on avance dans la bonne voie, nous nous sommes questionnés en profondeur, le travail reste à faire, il ne faut pas lâcher ! Il nous faudra continuer à entretenir les relations de coopérations* ».

« *L'enjeu désormais est d'avoir encore une économie dans 40 ou 50 ans, quand nous n'aurons plus ou peu de ressources, ou quand celles-ci n'arriveront plus ici en Polynésie. Il faut dès à présent travailler à la régénération des ressources et écosystèmes, il faut travailler ensemble, et différemment.* » sont les derniers messages de l'équipe pilote du parcours.

La suite dépendra de cette énergie collective qui s'est construite au fil des mois. Hoani Scoupe, Sofia Twanga, Eileen Maina étudiantes de la première promotion de la licence Sciences de la transition écologique et sociétale à l'UPF ont insisté : « *S'il y a bien quelque chose que l'on apprend dans notre licence, c'est qu'on ne peut pas traiter d'une problématique aussi grande seul, on attend que les acteurs du territoire trouvent des solutions ensemble !* »





Cérémonie de clôture une ode à la Terre

Minos s'avance, il porte une coiffe de plumes, de *niau*¹ et de petites nacres, un plastron et un *pareo* retenu par une ceinture d'apparat. Il souffle dans une conque marine – le *pu*² en tahitien- qui camoufle l'ensemble du visage. Il est le maître de la cérémonie qui met fin à la CEC Pacifique.

La scène se passe au Tahiti Pearl Beach Resort le 13 février 2025. La boucle est bouclée pour ce parcours jalonné d'ancrages culturels : le *ōrero* de Teariki en ouverture, l'intervention de Marguerite Lai dans les jardins du Musée de Tahiti et des îles, un lieu de mémoire polynésien, ou encore l'interprétation de chants polynésiens. Les participants sont à l'écoute des mots, à l'affût des gestes offerts avec grâce par l'homme de culture.

Teiva Manoi dit Minos est né à Tahiti, d'un père pasteur et d'une mère conteuse. Il a grandi bercé par la douceur des mots et les nuances du langage. Il est devenu un orateur de renom (il détient le record des prix du *ōrero* au *Heiva i Tahiti*³), mais également un homme de transmission puisqu'il enseigne l'art de la déclamation.

Le *ōrero* est une entité de la culture, c'est une occasion de dépasser ses propres limites, mais aussi de rendre hommage à des temps anciens. Il ne faut pas oublier que les langues polynésiennes ont été interdites à l'arrivée des Européens. Qui mieux que Minos, donc, pour conclure la première étape de cette aventure, tous ces mois partagés ?

Les participants et l'équipe de la CEC Pacifique étaient réunis pour cet ultime rendez-vous. Ils ont pris la mesure de leur engagement, des bouleversements qu'ils ont vécu. Grâce à cette dernière rencontre, ils ont pris conscience des relais qu'ils ont été puisqu'ils ont réussi à embarquer avec eux le gouvernement mais aussi l'ensemble des partenaires de la CEC Pacifique. Ils ont été des passeurs au sein de leur entreprise respective ainsi que de leur foyer.

C'est avec une grande émotion qu'ils ont pu contempler le chemin parcouru, qu'ils ont confirmé leur volonté de faire changer le cours des choses à leur échelle, mais aussi à l'échelle de leur territoire. Porté par les liens du collectif, ils ont renouvelé leurs vœux de pouvoir agir à leur niveau.

La CEC Pacifique a vogué des mois durant comme une pirogue sur l'océan, fixant un cap que l'équipage n'a jamais cessé de fixer. En cours de route, il leur a fallu traverser une première tempête, puis redoubler d'effort pour avancer, faire preuve de créativité, de courage et de persévérance malgré les doutes et les remises en question. Les dirigeants et leur Planet Champion sont tous restés à bord, ils sont arrivés à bon port. Ils sont, à présents, armés pour poser les bases et construire un avenir plus juste et durable sur leur territoire.

¹ Matériau à base de palme de cocotier.
² Coquillage dans lequel un trou est pratiqué pour y souffler. Cet instrument, répandu dans toutes les cultures de l'Océanie, sert à lancer des appels lointains, ou à convoquer la foule lors de fêtes ou cérémonies.
³ Manifestation culturelle traditionnelle (concours de chant, danse, sports traditionnels, courses hippiques...) qui a lieu chaque année au mois de juillet à Tahiti. Cette manifestation est née en 1881 sous le nom de Tiurai.



Nous allons terminer par ces paroles aujourd'hui
Devant le dieu Ta'aroa
Témoin du déroulement des choses depuis cette époque-là
À cette ère nouvelle et spéciale
Cette ère où la sagesse doit mûrir
Toi qui te trouves dans les cieux
C'est toi qui t'es levé, qui as créé, qui a agi
Tu veilles au respect de nos engagements et nos décisions
Tu en es le représentant et le garant
Tu guides nos projets et tu veilles
Nous avons effectué ce rahiri
Mais c'est toi qui nous as guidé
Ce qui nous manque, tu nous le donneras
Nous nous levons pour notre terre
Cette terre que tu as créée
Cette terre vivante

À toi CEC, tu veilleras au respect de nos décisions
Nous remettons cette étoffe entre tes mains
Tu en seras le veilleur
C'est toi qui as organisé ce programme de travail
Qui a guidé ces entreprises
Pour qu'elles changent leur manière de penser et d'agir
C'est entre tes mains.
En tant que représentants, nous vous remercions
D'avoir respecté cette tradition locale.

Soyons vigilants, soyons vigilants
Vous êtes avertis de ce qu'il faut changer
Et de vos engagements
N'hésitez pas à partager ce que vous avez vécu
Pour que cela perdure
Que cela ne s'arrête jamais.
Merci encore d'avoir respecté cette cérémonie
Voici ce que nous avons pu vous expliquer,
À vous de la CEC
Et à vous, représentants des entreprises
Merci pour cette rencontre
Que ce jour soit béni, à jamais! Merci de m'avoir écouté



**Munoz,
l'indispensable
homme de l'ombre**

La CEC Pacifique a fait appel aux talents du dessinateur Munoz qui a croqué de main de maître l'ensemble des rendez-vous du parcours. En Polynésie, ses traits de crayon et traits d'humour séduisent les lecteurs depuis plus de 20 ans. Danilo Munoz est né au Chili, son enfance a été marquée par le coup d'état du Général Pinochet en 1973 et les événements violents qui ont suivi. Il est arrivé en Polynésie en 1977, à l'âge de 11 ans. Il a obtenu un bac professionnel électro-technique mais sa passion est et reste le dessin. Depuis l'âge de 14 ans et ce jour où il est tombé par hasard sur une bande-dessinée de Gotlib, il donne à voir sa vision du monde en images. Il illustre des textes dans des quotidiens et des magazines pour dire la vie à Tahiti avec humour, justesse et poésie. Il participe à des séminaires d'entreprise et dessine les temps forts de ces événements pour apporter de la joie, de la légèreté et de la hauteur aux débats. « Cette expérience, ce challenge, m'a ouvert les yeux sur l'urgence climatique, m'a ouvert l'esprit sur les autres, moi qui ai tendance à rester enfermé dans ma bulle ; elle m'a ouvert des portes sur d'autres projets. En un mot ? Cela a été l'ouverture. »





'ARE



LES NATURISTES



TE'AVĀ



VAIMANAITOITO

L'expérience camps de base

Il est de tradition à la CEC que les participants cheminent individuellement et collectivement vers leur cap régénératif. Plénières, temps de travail, temps de reconnexion à soi et au vivant, la méthodologie visant à accélérer la bascule vers un nouveau modèle économique et social est unique et transformatrice.

Chaque session est un mouvement et les camps de base représentent l'une des clés de réussite de cette expérience profonde. Dans un cadre qui protège la confidentialité, invite à s'exprimer librement et faire face aux problèmes sans inhibition, les dirigeants et leur Planet Champion ont été rassemblés en groupes de travail stables tout au long du parcours.

Quatre camps de base ont permis cet accompagnement personnalisé des participants dans leur transition intérieure et leur transformation organisationnelle durant le parcours Pacifique.

Chacun comptait entre 7 et 8 organisations dont a minima un service de l'administration.

Animés par un binôme de coach et facilitateur appelé COFA, les camps de base ont été des lieux de réflexion intense, d'ouverture et de production des Feuilles de Route à visée régénérative pour chaque organisation participante.

Les moments partagés ont été forts pour les participants comme pour les COFA.

Professionnels de l'accompagnement de cadres dirigeants et d'organisations, huit coaches-facilitateurs ont ainsi mis au service de la CEC Pacifique leur expertise en dynamiques collaboratives, ils ont créé les conditions optimales pour que le potentiel de chacun puisse s'exprimer au sein du groupe.

Avec exigence et bienveillance, les COFA ont accompagné les dirigeants avec une écoute sincère et authentique, ils ont challengé les modèles d'affaires, ont su apporter de justes doses d'humour pour stimuler leur camp de base, rassurer sur le processus et lors des moments de prises de conscience. Leur disponibilité et leur énergie ont fait l'unanimité, leurs conseils ont été précieux et ont servi les individus tout autant que les groupes.

« J'ai beaucoup apprécié l'empathie et le dynamisme de tous. »
Christophe Balsan,
AOA Polynesian forests

« Beaucoup de patience, ils ont fait preuve également de beaucoup de compréhension vis-à-vis des Feuilles de Route de chacun, nous avons passé de bons moments, toujours à l'écoute et optimiste et très flexibles. »
Jade Allain, Time to Fly

« Merci infiniment pour votre patience, votre persévérance, merci infiniment pour le smile de Thuy-Lan et le dynamisme de Karine. Un pur bonheur d'avoir fait votre connaissance et celle de nos collègues de camps de base. Te'ava un jour, Te'ava toujours ! »
Francine Tisou-Fouc,
Direction de l'environnement

« La bienveillance de leur accompagnement, leur capacité à poser les bonnes questions et à toujours pousser à ouvrir le champ des possibles, leur sympathie – franchement c'était top ! »
Hélène Jorry, Université de la Polynésie française



Le pouvoir des mots

Les noms des camps de base ont été choisis par les participants eux-mêmes qui ont eu toute liberté pour les déterminer. Ils ont eu pour seule consigne de trouver des termes en lien avec le vivant et la nature. Voici en quelques mots une description de ces quatre camps :



C'est la vague en tahitien. Ce terme fait référence au mouvement vivant, naturel, irrésistible. Son énergie collective porte, soulève et transforme. Are est aussi une intention, une déclaration d'action pour une transition écologique viable et profitable. Décliné en « C'are », il est finalement le soin, l'attention portée à l'autre et à notre *fenua*¹, à nos océans, à nos communautés. C'est la capacité d'agir, de faire, ensemble et maintenant.



C'est le lien d'horizon en tahitien, celui que l'on trace ensemble, vers l'infini et l'au-delà ! C'est un cap partagé, un souffle qui se veut collectif pour avancer, lucide et joyeux, pour réinventer nos modèles au cœur même du vivant. « Te'Avā un jour, Te'Avā toujours ! »

¹ *Fenua* est un terme qui désigne l'île, la terre, le territoire et, par extension, la Polynésie française.



Libres et conquérants, les Naturistes manient l'humour et le sérieux pour rallier leur business au vivant. Leur mantra : mettre à nu les doutes et les peurs, les convictions et visions pour faire advenir une humanité à haute valeur.



Le terme est un assemblage de plusieurs mots, vai qui signifie l'eau, la source, mana, le pouvoir, l'énergie et itoitō, le courage. Derrière ce terme se trouve l'idée de la source, de l'eau qui jaillit, à la fois fragile mais potentiellement puissante et d'y ajouter le courage et la protection. Cela peut être le guerrier qui retrouve la source de son pouvoir, le pouvoir de la source jaillissante.

Un parcours CEC Gouvernement

Et si la Polynésie française devenait un modèle régénératif ?

La CEC Pacifique est terminée ? L'histoire commence.

La Polynésie a ceci de particulier qu'elle est une collectivité, dotée de compétences qui la rendent autonome dans le domaine de l'environnement, de l'énergie et de l'exploitation des ressources. Depuis 10 ans, elle affiche la volonté de « changer de modèle énergétique, changer de modèle économique et changer les comportements ».



Alors que les 64 dirigeants du parcours CEC Pacifique ont opéré leur « bascule régénérative », l'équipe a décidé de travailler de manière collaborative pour faire évoluer les contours du développement du territoire vers un modèle plus durable. Elle a mis au point un parcours CEC concentré et adapté pour le gouvernement polynésien. Celui-ci a eu lieu sur 4 demi-journées du 24 janvier au 3 février 2025, quelques jours avant la clôture du parcours Pacifique.

Notre association Cap Régénération Pacifique, pour briser le « triangle de l'inaction » avait pour ambition, depuis le début, d'associer les entreprises, les pouvoirs publics et la société civile à ce premier parcours hors les murs de l'hexagone.

En février 2024, à l'aube de la CEC Pacifique, Vannina Crolas, ministre de la Fonction publique, de l'Emploi, du Travail de la Modernisation de l'Administration et de la Formation professionnelle, avait assisté à la présentation du parcours en compagnie de responsables des organisations patronales, de certains services du Pays et des chefs d'entreprises. Convaincue que l'ensemble de l'écosystème local doit œuvrer ensemble vers une transition écologique, sociale et solidaire pérenne, l'équipe CEC et ministérielle avait collaboré durant plusieurs mois pour créer cette opportunité d'embarquement et de sensibilisation du Gouvernement.

Concrètement pendant quatre demi-journées, le Président de la Polynésie française Moetai Brotherson, les ministres et les directeurs de cabinet ont ainsi vécu l'expérience CEC. Ils se sont plongés dans un processus intense visant à :

- engager une vision systémique des enjeux des limites planétaires,
- explorer l'économie régénérative dans un contexte territorial,
- questionner le modèle socio-économique avec une vision régénérative,
- créer une alliance nouvelle entre le public et le privé pour une coopération territoriale durable,
- partager l'engagement des entreprises et des services publics de la CEC Pacifique.

Ensemble, ils se sont attardés sur les constats, les risques, les crises, l'urgence et les limites planétaires avant de mettre le cap vers une ambition régénérative des politiques publiques.

Ils ont été profondément touchés par les présentations, mais aussi la rencontre avec Arthur Keller qui a interrogé : que faire face aux enjeux systémiques du 21^e siècle ?

« Difficile, quand il fait beau, qu'il ne fait pas trop chaud, que l'on entend le bruit des vagues et que l'on apprécie la végétation tout autour de nous, de se dire que la fin du monde est juste là. Ce qui est sûr c'est que l'on ne peut pas rien faire. Nous n'en avons pas le droit ! C'est votre rôle, c'est notre rôle d'incarner ce désir de changement. »

Moetai Brotherson, président de la Polynésie française

Collectivité : des compétences partagées

La Polynésie française est une collectivité d'outre-mer, elle est « un territoire d'outre-mer doté de l'autonomie interne dans le cadre de la République » depuis le 6 septembre 1984. Son autonomie a été renforcée en 1996 puis en 2004.

Elle compte plusieurs institutions dont le gouvernement du territoire, l'Assemblée territoriale qui peut voter des « lois du pays » ou encore le Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française (CESEC).

Le gouvernement de la Polynésie française constitue l'organe exécutif de la Polynésie française. L'actuel gouvernement est présidé, depuis le 12 mai 2023, par Moetai Brotherson. La fonction gouvernementale est exercée par l'ensemble des ministres, au sein du conseil des ministres qui se réunit tous les mercredis sous la direction du président ou du vice-président.

Le Haut-commissaire, représentant de l'État, a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et de l'ordre public ; il veille à l'exercice régulier de leurs compétences par les autorités territoriales.



Paul Mauger, Line Randon, Laetitia Hédouin et Laurent Maunas sont intervenus respectivement sur le climat, l'effondrement du vivant, l'acidification de l'océan, ainsi que sur la pollution et l'usage des sols, afin de partager les constats des limites planétaires et les impacts sur le territoire. Des intervenants nationaux ont eux aussi joué le jeu, toujours plus impliqués : Anna Le Faouder a introduit les grands principes de l'économie régénérative, Sophie Garrigou s'est centrée sur l'adaptation des politiques publiques et Grégoire Fraty a retracé l'aventure de la Convention citoyenne pour le climat. Ils ont frappé fort et juste.

Des temps de travail ont été rythmés de rencontres avec les dirigeants engagés dans le parcours CEC Pacifique. Grâce à ces derniers, le gouvernement a pu prendre la mesure des avancées et de l'engagement du privé. Les partages d'expériences, les projets coopératifs territoriaux et les feuilles de route issus du parcours CEC Pacifique ont rendu cet CEC adaptée non seulement pragmatique, mais profondément concrète. Des graines ont été semées. De nouvelles formes de coopération sont possibles, elles émergeront sans nul doute entre les différents acteurs de notre territoire, qui désormais éclairés, sont désireux de construire un chemin résilient face aux enjeux écologiques.

Partenariat Public-Privé : les acteurs interpellent le gouvernement

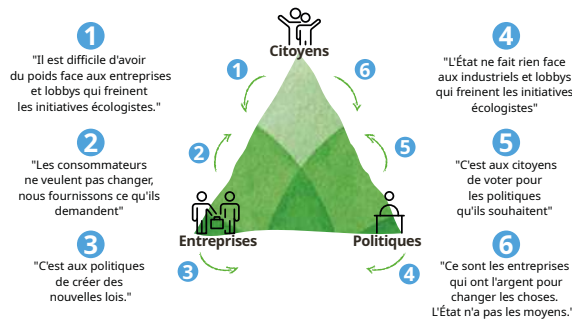
Lors du parcours CEC gouvernemental, ce programme sur-mesure conçu pour les dirigeants polynésiens, les participants impliqués dans le projet collaboratif partenariat public-privé ont pris la parole. « Aujourd'hui, vous avez franchi cette première étape essentielle pour savoir et comprendre. Nous parlons le même langage. Et tout comme votre sensibilisation était essentielle pour que nous nous comprenions, puis agissions ensemble, le reste de la population doit être sensibilisé. Nous devons agir, nous devons agir vite, et nous devons agir ensemble ! Les entreprises resteront les moteurs de l'économie, et vous êtes le gouvernement, vous donnez la direction. »

Pour construire cette nouvelle forme de coopération, les participants ont énuméré 3 leviers d'actions pour amorcer la bascule de l'économie. Ils ont, dans un premier temps, appelé à la sensibilisation de l'ensemble du personnel politique. Ils ont ensuite sollicité un soutien et un accompagnement des entreprises du Pays via des projets de lois et de réglementations incitant à la prise de conscience des entreprises de leur impact carbone, la création d'un cadre juridique novateur tel que le statut de société à mission qui permet à une entreprise de déclarer sa raison d'être à travers des objectifs sociaux et environnementaux ou encore la création d'un cadre juridique pour le mécénat de compétences. Enfin, ils ont encouragé au développement de politiques publiques à visée régénérative.

Le triangle de l'inaction

Le triangle de l'inaction a été conceptualisé et formalisé par un Français, Pierre Peyretou, spécialiste de l'économie bas-carbone et professeur affilié à l'École supérieure de commerce de Paris (ESCP). Il considère que les industriels et les lobbys ont le pouvoir d'action et ils freinent au maximum les initiatives écologiques, les politiques défendent peu l'intérêt général, ils sont souvent là pour leur intérêt personnel.

Les entreprises rejettent la responsabilité sur le consommateur. Il doit faire les choix, « nous fournissons ce qu'il demande ». L'État et ses représentants prétendent en pas pouvoir agir sans la bonne volonté des autres acteurs. La transition écologique dépendrait donc des citoyens et des entreprises.



Rencontrer l'écosystème du Parcours Pacifique 2024-2025

Qui sont les acteurs de cette première CEC hors les murs ? Quelles sont les entreprises qui ont fait le pari du changement et qui ont accepté de se laisser bousculer et de réfléchir aux possibles des années à venir ?

Ce sont des femmes et des hommes issus du secteur privé, mais également des institutions et services polynésiens.

Dans leur démarche, ils ont été suivis par des représentants d'association, des étudiants, des chercheurs, des universitaires et acteurs de l'innovation.



LES 32 ORGANISATIONS



AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
HINANO TEANOTOGA
BAPTISTE SUREAU



AÉROPORT DE TAHITI
GWENVAEL RONSI-HARDY
JÉRÉMY TAUTE



AIR TAHITI
ÉDOUARD WONG FAT
FRANCK LAUMONIER



ALLIANZ POLYNÉSIE
XAVIER DUCERF
BÉATRICE DALLERY



GAZ DE TAHITI
GEORGES SIU
LAURA SIU



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE
HEIMANA AH-MIN



OFINA
MARIE-JOSÉ BRARD
CÉLINE MAILLON



OSB
RALPH LENTCHITZKY
KORALY GODEFROY



AOA POLYNESIAN FOREST
CHRISTOPHE BALSAN
ÉRIC VICARIO



BANQUE DE POLYNÉSIE
ANDRÉ ALVES DA SILVA
MATTHIEU CHANDELIER



BLUE STAR
LOANA CHIOCCHI
OLIVIA GODELUCK



BRASSERIE DE TAHITI
TUTEHAU MARTIN
VAEA MARCILLAT



PACIF'INK
GUILLAUME REYNAUD
NICOLAS FAU



PEARL RESORTS
ROMAIN VIDAL
MARIE GARRIGOU



SERVICE DE L'EMPLOI
VANESSA TIAIPOI
MAGNOLIA LO



BANQUE SOCREDO
RÉGIS CHANG
BRICE MEUNIER



CAISSE DE PRÉVOYANCE SOCIALE
VINCENT DUPONT
JEAN-PAUL AITA



DIRECTION DU BUDGET ET DES FINANCES
SANDRA SHAN SEI FAN
CÉCILE GASTAMBIDE



DB TAHITI
VIRGINIE BRUANT
FRÉDÉRIQUE LAPEYRE



DÉLÉGATION À L'HABITAT ET À LA VILLE
ORAIHOOMANA TEURURAI
VAIHERE FERRAND



SODIVA
GILLES BONVARLET
LAURENT MALLET



SOFIDEP
GASPARD TOSCAN DU PLANTIER
WIDRIC GANDOUIN



SORAM PACIFIQUE
GUILLAUME KAPFER
TOREA ARSAC



TAHITI EXPERT DMC
KAHA BROWN
JADE ALLAIN



DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT
ALEXANDRE VERHOEST
FRANCINE TSIU-FOUC



ÉLECTRICITÉ DE TAHITI
DIDIER POUZOU
YANN WOLFF



EUROP ASSISTANCE
RABII KARROUMI
MARINE NOGUIER



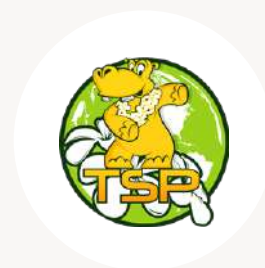
FENUA SMART
ORNELLA LICHON
LENKA SVITEK



TNTV
KARL TEFAATAU
MICKAEL CHARLET



TIME TO FLY
PASCAL RAVEL
MAEVA JACQUET



TSP
PIERRE BAUDRY
KIHU TUIHO



UNIVERSITÉ DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE
JEAN-PAUL PASTOREL
HÉLÈNE JORRY



Les Contributeurs du Parcours CEC Pacifique

À l'origine de toute cette aventure, un constat, un engagement, une envie de mettre en mouvement les idées et faire émerger les synergies collaboratives, une femme. Auteure, consultante et coach professionnelle, Karine Le Flanchec est spécialisée en transformation socio-écologique, leadership, management du changement et communication. Elle est engagée pour la transition et la résilience des territoires. Après avoir écrit un essai sur le leadership et les enjeux écologiques *Et si on redevenait humain, soyons les leaders du monde de demain*, Karine a voulu aller plus loin et créer une impulsion avec la CEC en déployant un parcours dans le Pacifique. Chemin faisant, une équipe cœur s'est dessinée, coachs-facilitateurs et bénévoles engagés et motivés se sont regroupés dans une dynamique commune, alignés à la raison d'être de la CEC. Chacun a contribué, ponctuellement ou sur le parcours entier, sur des missions dans l'ombre ou en pleine lumière, sur scène ou en backstage.

Carole Antoine
Thomas Benlolo
Lallie Castellani
Vincent Fabre
Hinatea Fonteneau
Hanae Frequelin
Valérie Latapie

Rémi Patiès
Alice Pinel-Peschardière
Coline Pinel-Peschardière
Maelle Poisson
Lïne Randon
Mathilde Sintès
Émilie Taupin

Hiriata Tien-Wah
Josephine Viale
Laïza Wagner
Nicolas Wagner
Étudiants de l'Université de la Polynésie française

Les COFA
Françoise Casta
Céline Charpiot
Silvy Deschamps-Baron
Thuy-Lan Gimbre
Johann Lanciaprime
Karine Le Flanchec
Patricia Lo Monaco
Sawsan Pinson



Les Partenaires

La CEC Pacifique a été ambitieuse, elle a souhaité embarquer les entreprises du territoire mais aussi les services, institutions, le gouvernement. Pour relever le challenge, elle s'est appuyée sur un réseau de partenaires qui ont mis à profit leurs connaissances du territoire, leurs compétences et leur énergie.



**AGENCE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**



**AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT**



**FONDS PARITAIRE
DE GESTION**



**GOUVERNEMENT
DE LA POLYNÉSIE
FRANÇAISE**





Remerciements

COMITÉ DE RÉDACTION DU RAPPORT : Delphine Barraïs, Karine Le Flanchec

DIRECTION ARTISTIQUE ET MAQUETTE : Annabel Robert, PureLab (www.annabelrobert.com)

ILLUSTRATIONS : Munoz

CRÉDITS PHOTO : CEC, Rémi Patiès, Mathilde Sintes, Timeri Tanoa, contributeurs CEC Parcours Pacifique

CAPTATION DES SESSIONS / VIDEO : Go Média et Nati Motion

DÉCORATION : Tania Marcantoni & Co, Association Te Torea

INTERVENANTS

- **Session 1** : Éric Duverger, Cyprien Fonvielle, Cécile Gaspar, Côme Girschig, Laetitia Hédouin, Arthur Keller, Clément Levard, Paul Mauger, Laurent Maunas, Jean-Yves Meyer, Baptiste Sureau, Emilie Taupin, Toariki Teai, Tuterai Virau, Aurélie Vonzy, Nathanaël Wallenhorst
- **Session 2** : Mounia Ait Ofkir, Mathieu Baudin, Thomas Breuzard, Romain Cristofini, Sébastien Deux, Emery Jacquillat, Pascaline Jamet, Armelle Merceron, Sophie Rosso
- **Session 3** : François Briant, Ayana Champot, Tarik Chekchak, Isabelle Delannoy, Benjamin Deschamps, Vincent Wauters, Jean-Pierre Goux, Laure Jarlaud, Marguerite Lai, Laura Magro, Jean-Baptiste Tevanae
- **Session 4** : Annabelle Berger, Carine de Boissezon, Sylvain Boucherand, Dorothée Browaeys, Dominique Meda
- **Session 5** : Alexandre Bellangé, Julia Dimian, Charlie Felgate, Stéphanie Gelot, Karine Lascols, Anne-Catherine Péchinot, Nicolas Poisson
- **Session 6** : Valérie Ader-Plaziat, Vincent Avanzi, Bertrand Bailly, Matthieu Brunet, Éric Duverger, Eileen Maina, Minos, Hoani Scoupe, Mathilde Sintes, Sofia Twanga

Immense remerciement à Éric Duverger pour sa générosité, sa confiance et son enthousiasme. Merci à nos incroyables fées, Julia Dimian, Stéphanie Gelot et Nelly Scordia pour leur fantastique mentorat, ainsi qu'à toute l'équipe CEC.

Remerciements à tous les contributeurs du Parcours CEC Pacifique qui ont fait preuve d'une grande motivation, qui ont donné leur temps, leur énergie, sans cacher leurs espoirs et parfois leurs doutes. Leur générosité et leur bienveillance ont été précieuses. Sans eux, ce parcours n'aurait pas été ce qu'il a été.

Ce parcours n'aurait pas vu le jour sans l'incroyable énergie et la mobilisation indéfectible de l'équipe de copilotage et des coachs-facilitateurs qui l'a soutenu.

Māuruuru roa.



Le présent document est mis à disposition par la Convention des Entreprises pour le Climat (CEC) selon les termes de la licence Creative Commons — Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International — CC BY-NC-ND 4.0 ce qui signifie que la CEC autorise les utilisateurs à télécharger et partager librement son contenu sous réserve que celui-ci ne soit pas modifié ni ne soit utilisé à des fins commerciales (sauf autorisation écrite de la CEC) et que la CEC soit clairement citée comme auteur de l'œuvre.

